

كلمة من الأهل

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION  
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13838 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine MERCREDI 26 JUILLET 1989

## Vaste remaniement ministériel en Grande-Bretagne

### Mme Margaret Thatcher cherche à effacer ses récents échecs

#### Un souci d'image

**F**ermement convaincue de la nécessité de maintenir le cap, Mme Thatcher, la « Dame de fer », n'aime pas du tout donner l'impression de changer de conduite, et moins encore de faire un aveu de faiblesse. Mais, alors que son parti vient de subir un échec électoral sans précédent lors du récent scrutin européen et au moment où, — ce qui est sé — elle est confrontée à des difficultés grandissantes dans les domaines économique et social, Mme Thatcher était bien obligée de se livrer à une autre chose qu'à une simple ratouche de son gouvernement, opération devenue presque traditionnelle chaque fois.

C'est une profonde réforme de son équipe à laquelle elle vient de procéder, la plus importante depuis son accession au pouvoir. Voilà dit sans doute, est-ce pour trébucher dans un sens ou dans un autre le cours de sa politique ?

**M**me Thatcher paraît certes mettre un peu d'eau dans sa tasse de thé en faisant appel à quelques modérés pour tenir des postes-clés et atténuer ainsi l'image « ultra » qu'elle a apportée au Parti conservateur aux yeux de beaucoup. Mais pour remplacer M. Paul Channon au ministère des transports, au milieu d'un conflit des chemins de fer, qui risque d'être contagieux, elle choisit le plus fidèle d'entre les fidèles : M. Cecil Parkinson. Ce dernier, qui a souvent fait figure de « privilégié », ou de « favori », représente en ce point mieux le thuchérisme de stricte observation.

Mais M. Parkinson, d'origine modeste, « self-made-man » de la politique, tout d'une certaine popularité. Son sourire séducteur et ses airs apaisants peuvent faire passer beaucoup de choses, tout au moins aux regards des conservateurs qui commencent à douter. Voilà donc, apparemment, le trait principal du nouveau cabinet : il est composé du plus grand nombre possible d'hommes politiques réputés être, selon M. Thatcher, des « communicateurs », c'est-à-dire des gens capables d'expliquer une conduite qui, dans ses grandes lignes, ne devrait pas être modifiée substantiellement. C'est en tout cas l'espoir que semble formuler M. Thatcher.

La tâche ne sera pas aisée, car, après avoir brillamment obtenu un troisième mandat en 1987, la « Dame de fer » n'a jamais pu devoir affronter d'aussi grandes difficultés. Elle qui a pu se vanter d'avoir mis au pas les syndicats ne s'est jamais retrouvée face à autant de grèves et de conflits sociaux. Elle qui a été la championne de la lutte contre l'inflation — sa « priorité des priorités » — doit enregistrer une hausse des prix record : le taux est passé de 3,3 % à 8,3 % en seize mois.

En revanche, depuis sa réélection en 1987, le nombre des chômeurs est passé de 2,3 millions à 1,8 million. Elle peut toujours se fonder sur cet acquis considérable pour tenter de prendre un nouveau départ et faire oublier ce qu'elle considère comme une inévitable et temporaire perte de vitesse entre deux élections générales. Mais l'usage du pouvoir peut aussi faire son œuvre, même sur une « Dame de fer ».

Le premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, a annoncé, lundi 24 juillet, un profond renouvellement de son gouvernement, dont douze des vingt et un ministères ont de nouveaux titulaires. Ce remaniement est d'une ampleur tout autre que les précédents : la « Dame de fer » tire ainsi les conséquences de ses récents échecs : succès des travaillistes aux élections européennes, reprise de l'inflation, multiplication des grèves.

LONDRES  
de notre correspondant

L'un des principaux changements concerne Sir Geoffrey Howe, sixième des ministres, qui s'est vu retirer le portefeuille des affaires étrangères, qu'il détenait depuis six ans, pour le poste prestigieux, mais sans pouvoirs réels, de lord président du conseil (vice-premier ministre). Spécialiste de ce poste depuis dix-huit mois, Sir Geoffrey le cumule avec celui de leader du groupe conservateur à la chambre des Communes. C'est un homme jeune — quarante-cinq ans — discret et d'une extrême courtoisie, fils d'un trapéziste de cirque, M. John Major, qui lui succède au Foreign Office. Il occupait le poste de numéro deux au Trésor, où il s'était fait connaître comme collaborateur efficace, mais extrêmement efficace, de M. Nigel Lawson, chancelier de l'Échiquier. Malgré les controverses suscitées par sa politique de lutte contre l'inflation, ce dernier garde toute la confiance de M. Thatcher et a conservé — comme on s'y attendait — son poste. Son collègue de l'intérieur, M. Douglas Hurd, reste également en place. En revanche, M. George Younger (défense) et lord Young (commerce et industrie) sont remplacés respectivement par M. Tom King, qui quitte le ministère de l'Irlande du Nord et par M. Nicholas Ridley, qui détenait le portefeuille de l'environnement.

Parmi les partants figurent plusieurs ministres particulièrement exposés ces derniers mois. (Interim.)

(Lire la suite ainsi que nos autres informations page 3.)

## En concertation avec les élus de l'Ile-de-France

### M. Michel Rocard ouvre le chantier de la région parisienne

En présentant, mercredi 26 juillet, une communication au conseil des ministres, M. Michel Rocard ouvre le dossier de la réorganisation et de l'aménagement du territoire de l'Ile-de-France. Bien que des mesures urgentes s'imposent (fiscalité, logement, transports), le premier ministre ne semble pas décidé à brusquer les choses, mais veut prendre son temps pour mener une large consultation avec les élus et établir d'abord un « état des lieux ».

Les clignotants sont tous au rouge et tous les observateurs sont au moins d'accord sur ce point : rien ne va plus dans la région parisienne. Il y a quelques temps, M. Rocard, lui-même élu des Yvelines, stigmatisait le « Paris pagaille » avant de rencontrer M. Chirac pour évoquer quelques-uns de ces problèmes. Mais le désordre débordait largement des limites de la ville de Paris. Il touchait l'ensemble de l'agglomération, près de dix millions d'habitants, presque le cinquième de la population française.

Sur cette zone très dense, les déséquilibres se multiplient. Le divorce entre l'est et l'ouest de la région va croissant. Les inégalités fiscales entre communes sont de plus en plus flagrantes. La situation des transports devient intenable. Le prix des loyers s'envole et les problèmes sociaux s'aggravent. C'est entre la petite couronne et les villes nouvelles, dans ce vaste « entre-deux » négligé par les aménageurs des années 60, que la crise est la plus aiguë.

Certains souhaitent le retour d'un « homme fort » à la tête de la région. Ou une intervention massive de l'Etat. Ce que les lois de décentralisation rendent difficile, voire impossible. Comme la plupart des élus qu'il a consultés, le premier ministre préfère la concertation. Sa tâche sera difficile et longue. Car il ne s'agit pas ici de remplir une page blanche, mais de ravaler un tissu urbain particulièrement malmené.

Le premier travail de M. Michel Rocard sera de réduire l'écart qui se creuse un peu plus chaque jour entre les communes de l'ouest et celles de l'est.

EMMANUEL DE ROUX  
et CHARLES VIAL

(Lire la suite et l'article de FRANÇOIS GROSCHARD page 7.)

#### Hausse du chômage

En juin, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 0,4 %

PAGE 20

#### Accord Time-Warner

Le premier groupe mondial de communication

PAGE 12

#### Le Mexique et sa dette

Un cas difficile à généraliser

PAGE 21

#### La psychiatrie en URSS

Le témoignage de Semion Glouzman

PAGE 4

#### 1939-1940 L'année terrible

VII - Le roi des Belges capitule

PAGE 2

#### Radioscopie du Parlement

Les points de vue de MM. Bruno Bourg-Broc (RPR) et Franck Sérusclat (PS)

PAGE 8

#### Sécurité ferroviaire

La patrouille du Paris-Meaux

PAGE 9

#### Festival d'Avignon

PAGE 11

Le sommaire complet se trouve page 24

## La première réunion du nouveau Parlement européen

### Un socialiste espagnol élu à Strasbourg

M. Enrique Baron Crespo, candidat de la gauche européenne, a été élu, comme prévu, président de l'Assemblée de Strasbourg pour deux ans et demi. Le score réalisé par le socialiste espagnol fait apparaître que l'accord conclu avec les chrétiens-démocrates a bien fonctionné.

M. Crespo devient ainsi le cinquième président du Parlement de la CEE depuis l'élection européenne au suffrage direct (1979) ; il est aussi le deuxième titulaire socialiste de cette fonction. M. Piet Dankert (socialiste néerlandais) avait succédé à M. Simone Veil (libérale) ; M. Pierre Pflimlin (chrétien-démocrate) avait été élu en 1984, et lord Plumb (conservateur britannique), en 1987.



Le scrutin a été précédé d'incidents dus au discours d'ouverture prononcé par M. Claude Antant-Lara (Front national), en sa qualité de doyen d'âge de l'Assemblée. Les élus de gauche ont quitté l'hémicycle dès que le cinéaste français a pris la parole. M. Veil préférait être absente à ce moment. Beaucoup d'élus de droite, dont M. Giscard d'Estaing, sont sortis à leur tour lorsque M. Antant-Lara s'est interrogé sur le sens d'une démocratie qui draine vers les urnes un électeur sur deux et a pris à partie l'impérialisme culturel des Etats-Unis.

(Lire page 5 les articles d'OLIVIER BIFFAUD et de MARCEL SCOTTO.)

## SCIENCES ET MÉDECINE : l'information dominée par les Anglo-Saxons

### Les revues font la loi

Deux affaires — la mémoire de l'eau et la fusion froide — viennent d'illustrer le rôle dominant des grandes revues spécialisées dans la diffusion des travaux des chercheurs, la confirmation de leurs découvertes ou le dépistage de leurs erreurs.

« S'il se présentait au CNRS, Dieu serait collé », dit en plaisantant M. Hubert Curien. Et le ministre de la recherche et de la technologie de préciser : « Il a fait une manie intéressante, mais personne n'a jamais réussi à la reproduire. Il a expliqué ses travaux dans une grosse publication, il y a très longtemps, mais ce n'était même pas en anglais, et, depuis, il n'a plus rien publié ».

Cette boutade a le mérite de poser clairement le problème de l'évaluation et de la publication des recherches scientifiques, soulevé cette année par plusieurs

affaires retentissantes, de la « mémoire de l'eau » à la « fusion froide ». Le chercheur qui pense avoir fait une découverte intéressante dans le secret de son laboratoire doit la communiquer à ses collègues du monde entier, qui s'efforcent alors de reproduire ses expériences. Si le résultat est positif, ils publient à leur tour, et alors seulement la « proposition » de notre chercheur devient une découverte éventuellement digne du Nobel. Deux écueils de taille dans cette démarche : le conservatisme d'une partie de la communauté scientifique, et la toute-puissance des quelques grandes revues qui dominent le marché des publications scientifiques.

D'ores et déjà, il est possible de tirer un certain nombre de leçons de l'affaire Benveniste. Dans l'interview qu'il a accordée au Monde, M. Hubert Curien s'interroge largement sur le rôle joué par les grandes revues scientifiques internationales, et lance un appel aux Européens pour qu'ils créent des revues de haut niveau afin de contrer l'hégémonie anglo-saxonne dans ce domaine. Quant à la polémique proprement scientifique sur les hautes dilutions, elle est encore loin d'être close. John Maddox, le directeur de Nature, plusieurs fois mis en cause, explique sa position.

JEAN-PAUL DUFOUR  
et FRANCK NOUËL

(Lire pages 15 et 16, l'interview avec M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, et l'article de John Maddox, le directeur de la revue Nature.)

(Lire également page 16, l'article d'Yvonne Robeyrol : « La glace à remonter le temps ».)

## LA FEMME DE PAPIER

Françoise Rey

roman

«Un événement éditorial...»

Patrick Poivre d'Arvor

Ramsay

M 0147 - 0726 0 - 4 50 F  
3790147004500 07260

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 dir ; Tunisie, 800 m ; Allemagne, 3 DM ; Autriche, 30 sch ; Belgique, 30 fr ; Canada, 1,95 \$ ; Danemark, 7,35 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 111 pt ; Grèce, 160 dr ; Irlande, 90 p ; Italie, 1 000 L ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 12 kr ; Pays-Bas, 2,25 fl ; Portugal, 140 esc ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr ; Suisse, 1,80 S ; USA, 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.



IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

# 1939 • 1940

## L'ANNEE TERRIBLE

**Face à l'invasion allemande, l'armée belge capitule sur ordre du roi Léopold III. Les Alliés sont atterrés. D'autant plus que d'un seul coup le front est découvert sur près de 50 kilomètres. Quelques ministres belges prêts à poursuivre le combat gagnent la France, puis Londres, où se met en place un gouvernement en exil. Une fois la guerre finie, la « question royale » se posera.**

L'ARMÉE belge « vient brusquement de capituler, sans conditions, en rase campagne, sur l'ordre du roi, sans prévenir les camarades de combat français et anglais, ouvrant la route de Dunkerque aux divisions allemandes... Voici qu'en pleine bataille le roi Léopold III de Belgique a mis bas les armes. C'est là un fait sans précédent dans l'histoire ». Le 28 mai au matin, Paul Reynaud faisait de la capitulation belge, sans prononcer le mot, une trahison. Et la presse française se déchaînait contre le « roi félon », opposé à son père, Albert I<sup>er</sup>, le « roi-chevalier » de la Grande Guerre. Il nous faudra, en tout cas, analyser les choix politiques auxquels les responsables belges avaient été accablés, comme le sera bientôt le gouvernement français.

Les Belges, quels que soient leurs sentiments à l'égard du Reich ou de la France, avaient tout fait pour échapper à la guerre. Le roi comme les gouvernements successifs entendaient pratiquer une « politique d'indépendance », entendons : de stricte neutralité. Le 6 mars 1936, le gouvernement belge avait mis fin à la convention militaire secrète du 7 septembre 1920, pour ne pas se trouver engagé dans une guerre qui pourrait être déclenchée pour défendre les alliés de la France. Et si sa neutralité était à nouveau transgressée, la Belgique se réservait le droit de faire appel ou non à la Grande-Bretagne et à la France.

Pendant toute la drôle de guerre, alors que se multipliaient les indices prouvant que le Reich allait violer à nouveau le territoire belge, Français et Britanniques avaient joint leurs efforts pour obtenir que l'on harmonise les plans d'état-major, que l'on envisage une installation préventive des Franco-Britanniques sur le territoire belge. Mais le refus avait été sèchement formulé.

Le 10 janvier 1940, un avion de la Luftwaffe avait dû se poser en catastrophe à Mechelen-sur-Meuse ; comme dans un film d'espionnage, le major allemand n'avait pu détruire que la moitié de ses papiers, des plans allemands de l'offensive à l'ouest, montrant clairement que la Belgique était concernée ; le chef d'état-major de l'armée belge avait alors fait lever les obstacles interdisant la frontière aux troupes françaises. Mais, l'alerte passée, il avait dû démissionner, et les obstacles avaient été replacés sur la frontière.

Le 10 mai, moins de deux heures après que les avant-gardes de la Wehrmacht eurent pénétré aux Pays-Bas et en Belgique, le gouvernement fit appel à la France et à la Grande-Bretagne. Léopold III, selon une tradition qui remonte à 1831, aux tout débuts du jeune royaume de Belgique, avait pris le commandement de l'armée. Il entendait conduire la guerre avec énergie : « Comme mon père le fit en 1914, je me suis mis à la tête de notre armée, avec la même foi, avec la même confiance. La cause de la Belgique est pure. Avec l'aide de Dieu, elle triomphera ! »

Mais la foi ne fut pas suffisante. En deux jours, le gros des forces belges qui défendaient le canal Albert, de Liège à Anvers, étaient tournés et à demi enfoncés de façon tout à fait stupéfiante : des parachutistes largués par planeurs prenaient par surprise deux ponts stratégiques et le fort « le plus imprenable » d'Europe, celui d'Eben-Emael ; cet ouvrage, construit entre 1932 et 1935, dominant le canal Albert et battant de ses feux un saillant stratégiquement capital, doté d'un équipement très sophistiqué, représentait une force de frappe redoutable. Mais le 10, au petit matin, 85 sapeurs-parachutistes qui s'étaient entraînés sur les fortifications de la région des Sudètes, puis sur une maquette géante du fort lui-même, atter-

rièrent sur les superstructures d'Eben-Emael, et, en dix minutes, 55 Allemands, pas un de plus, détruisaient avec des charges creuses (une première, là aussi) la plupart des casemates, des canons et des tourelles, et s'emparaient de neuf points de défense sur dix. Absorbés, les 750 hommes du fort se rendaient le lendemain avant midi. Ce coup d'éclat (qui coûta 6 morts aux assaillants, 23 aux défenseurs) illustre à merveille ce que furent les débuts du Blitzkrieg : exploitation de la surprise, mise au point technique très précise, utilisation de toutes les possibilités des armes nouvelles.

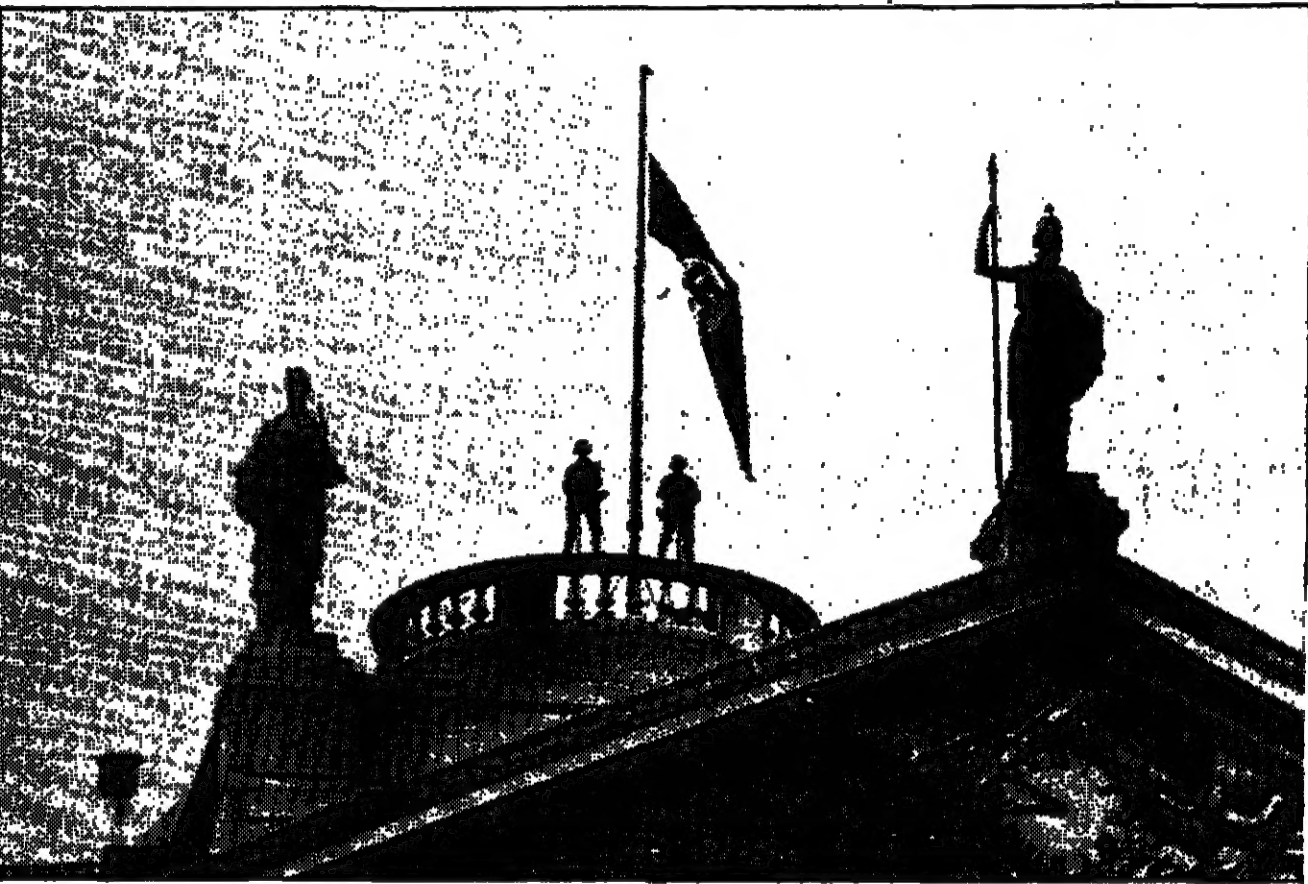
Il fallut donc faire retraite sur une deuxième ligne de défense et se replier à nouveau sur la Lys puis sur l'Yser, le dos à la mer, car les Panzerdivisionen avaient franchi la Meuse et les armées du nord risquaient d'être prises dans une nasse. Malgré un barrage antichars de fortune, fait de 2 000 wagons bout à bout, les lignes belges étaient à nouveau enfoncées les 25 et 26 mai. C'est alors que Léopold, dix-huit jours après sa proclamation, faisait capituler ses armées.

Les causes de cet effondrement sont des plus classiques. Les Belges (mais,

tre un terme à une débâcle déshonorante pour la Belgique, avec les arguments qu'emploiera Weygand. Il considérait de surcroît que l'honneur lui interdisait d'abandonner présentement ses troupes, et également son peuple, car, écrivait-il au roi d'Angleterre : « Je suis convaincu [...] de pouvoir aider mon peuple en demeurant avec lui [...] particulièrement contre les rigueurs d'une occupation étrangère, la menace du travail forcé ou des déportations, et la pénurie de ravitaillement. » On ne peut manquer de songer aux paroles de Pétain en juin 1940.

Pierlot et Spaak avaient une tout autre conception de la hiérarchie des devoirs du roi : en tant que chef de l'Etat, il devait demeurer avec le gouvernement à la tête de la Belgique en guerre, et donc passer en France. Les ministres étaient convaincus que la situation militaire serait rétablie par les Franco-Britanniques ; le roi, au contraire, était intimement persuadé que la victoire serait allemande.

27 mai 1940



« Nos troupes à Bruxelles. »

## VII - Léopold III, roi des Belges, capitule

Par  
Jean-Pierre Azéma

comme on le sait, ils ne furent pas les seuls) avaient été dépassés par la vitesse de l'adversaire ; les Panzers avaient tout balayé sur leur passage, et la Luftwaffe avait fait le reste. Comme le souligne un rapport de l'état-major belge, « les défaites et les abandons de positions [et il y en eut, effectivement, un certain nombre] doivent être en tout premier lieu attribués à la démoralisation provenant du fait d'être exposés sans aucune protection et sans espoir de représailles aux attaques de l'aviation allemande ». Les divergences entre le roi et le gouvernement apparurent le 25 au matin, au château de Wynendale, dans un entretien décisif entre Léopold III et les quatre ministres demeurés en Belgique : Hubert Pierlot, le premier ministre, Paul-Henri Spaak, ministre socialiste des affaires étrangères, le général Denis, ministre de la défense nationale, Arthur Vanderpoorten, ministre de l'intérieur.

Le roi, jusque-là, se contentait d'être, en privé, fort critique à l'égard du système parlementaire belge. Symétriquement, une partie de la classe politique lui faisait grief d'être prisonnier de son entourage et de chercher à passer par-dessus la tête du gouvernement. En outre, si la « politique d'indépendance » lui convenait tout à fait, la plupart des ministres, francophiles, considéraient la neutralité comme nécessaire, mais la regrettaient. Ce jour-là, leur affrontement prit un autre tour, préfigurant, parfois terme à terme, les empoignades des milieux gouvernementaux français entre le 10 et le 16 juin.

La discussion porta d'abord sur l'honneur de l'armée. Léopold souhaitait met-

C'est donc sur un désaccord total que les quatre ministres quittaient le roi avant de gagner la France. Le 27 mai, à 17 heures, Léopold envoyait un parlementaire dans les lignes allemandes, espérant l'armistice ; mais les Allemands exigèrent la « reddition sans conditions », ce qu'il accepta. L'ordre de capitulation de l'armée belge prit effet le lendemain 28 mai, à 4 heures du matin. Les choses allèrent si vite que le général Desrousseau, venu signer officiellement l'acte de capitulation, six heures après que l'ordre eut été donné de cesser les combats, eut la surprise d'apprendre que « l'armée belge dans sa totalité [déposait] les armes immédiatement et sans conditions et [était] dès lors considérée comme prisonnière ». C'était ajouter 500 000 captifs aux 7 000 morts, 20 000 blessés et 55 000 prisonniers de l'armée belge.

LES Alliés, prévenus quelques heures à peine avant l'application du cessez-le-feu, furent encore plus atterrés par cette précipitation : la capitulation belge ouvrait une brèche de près de 50 kilomètres, et il fallut l'habileté manœuvrière de Montgomery et la bonne tenue des « tomies » pour couvrir la route de Dunkerque. Devant les Communes, le 4 juin, Churchill, pourtant plus favorable à Léopold, fut tout aussi critique que Reynaud : « Le roi des Belges nous a appelés à son aide... Soudain, sans

consultation préalable, avec le préavis le plus bref que l'on puisse concevoir, sans l'avis de ses ministres, agissant de sa propre autorité, il a envoyé un plénipotentiaire au commandant allemand, a rendu son armée et exposé tout notre flanc... »

L'évolution politique de la Belgique, dans les semaines suivantes, reflète bien ce qu'a pu avoir de dramatique, mais parfois aussi de cocasse, cette année 40. Le gouvernement était scindé en trois morceaux.

Il y avait Léopold, auquel le Reich avait prévu, semble-t-il, d'accorder un statut personnel particulier. Mais il déclara immédiatement qu'il se considérait comme prisonnier volontaire. Cette attitude logique, qui n'était pas aisée à gérer politiquement, convenait en tout cas à Hitler, satisfait d'avoir, comme au Danemark, mis la main sur le roi. N'ayant pas encore fixé l'avenir de la Belgique (la seule consigne était de privilégier les Flamands par rapport aux Wallons), pareille neutralisation ne lui déplaisait pas. Le roi avait bien tenté, pendant quelques jours, d'obtenir d'un des ministres le contreseing constitutionnellement nécessaire pour former un

teur cet arrêté : « Au nom du peuple belge ; Vu l'article 82 de la Constitution ; considérant que le roi est sous le pouvoir de l'envahisseur ; les ministres, réunis en conseil, constatent que le roi se trouve dans l'impossibilité de régner. Ainsi fait, le 28 mai 1940. » Le 31 mai, 170 parlementaires présents (sur 369), réunis à Limoges, affirmaient que le gouvernement assurait désormais les pouvoirs constitutionnels du roi.

Mais les nouvelles qui leur parvenaient de Belgique, où eux-mêmes, leur disait-on, « étaient vortés », les ébranlaient. La défaite française les acheva. Jean Stengers les décrit se réunissant le 18 juin à Bordeaux dans la rue Blanc-Duroille : « Ce nom de Blanc-Duroille, dès l'époque, parut à beaucoup comme un symbole. Le local était misérable : enfumé, sale, avec une table de cuisine et quelques chaises. Certains ministres étaient assis sur des chaises, ou sur un rebord de fenêtre. La déroute était physiquement présente. » Le 18 juin, à trois exceptions près, les ministres approuvèrent Pierlot renonçant à rejoindre Londres : « La France jette l'éponge. Nous abandonnons la lutte avec elle. » Ils essayèrent alors de prendre contact avec le roi et avec l'occupant. Ce qui provoqua le départ pour Londres. Le 21 juin, d'un des ministres, Marcel-Henri Jaspard, un avocat bruxellois, membre du Parti libéral. Deux jours plus tard, celui-ci déclarait sur les ondes de la BBC : « La guerre pour la libération de notre patrie continue et continuera jusqu'à la victoire... » Mais ses hôtes n'étaient pas convaincus de la fiabilité de ce patriote, pourtant décidé, et, dans un premier temps, l'antenne belge londonienne ne pesa guère.

EN Belgique même, l'autorité était entre les mains de la Wehrmacht, avec à sa tête le général Falkenhausen. L'occupant, qui ne voulait pas être absorbé par les tâches d'administration, laissa une relative latitude d'action aux « secrétaires généraux » des ministères, qui étaient demeurés sur place, sur ordre. Poursuivons brièvement le voyage dans le temps, car les trois éléments politiques continuèrent d'évoluer. Le roi, de son château de Laeken, repoussa les ouvertures de plus en plus pressantes du gouvernement, auquel il ne pardonna pas sa manière de le traiter fin mai. Quant aux ministres, ils végétaient misérablement à Vichy. L'un d'eux, Albert De Vleeschauwer, un Flamand catholique qui passait pour hurruberliu, se fit nommer « administrateur général du Congo et du Ruanda-Burundi », et, rejoignant Londres, gagna la confiance de Churchill ; il s'employa à convaincre ses collègues demeurés en France que la seule carte politique viable, et la seule chance pour la Belgique de se retrouver intacte, était de se ranger franchement du côté des Anglais.

Dans une cabane de douanier française, à la frontière espagnole du Perthus, eut lieu entre lui, Pierlot et Spaak un entretien décisif. Ils convinrent leurs collègues de démissionner alors qu'eux-mêmes gagnaient les Etats-Unis. Ils rejoignirent, en fait, Londres, le 22 octobre, après avoir été internés par les Espagnols et s'être évadés dans une camionnette à double fond. Se mit alors en place un véritable gouvernement en exil, reconnu comme tel par les Britanniques, où siégeaient Pierlot, Spaak, Albert De Vleeschauwer et Camille Gutt, le ministre des finances. Ils prenaient bien soin, pour couper court à tout débordement et pour bien des raisons tactiques, d'affirmer que « la dynastie demeure le pouvoir angulaire de l'unité belge ». Mais, une fois la guerre finie, allait tout de même se poser la « question royale ».

### REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

- Jean Stengers, *Léopold III et le gouvernement, les deux politiques belges de 1940*, Paris-Gembloux, Editions Duculot, 1980, 245 p., Lempide.
- Jean Vaneigem, *Quand les chemins se séparent, mai-juin-juillet 1940*, Gembloux, Duculot, 1988, 433 p.
- « L'occupation en France et en Belgique, 1940-1944 », *Revue du Nord*, Villeneuve-d'Ascq, 1988, 2 volumes.

Prochain article :  
**Dunkerque : sortir de la nasse**



Vaste remaniement ministériel en Grande-Bretagne

M<sup>me</sup> Margaret Thatcher cherche à effacer ses récents échecs

(Suite de la première page.)  
C'est le cas de M. Paul Channon, qui, aux transports, avait dû faire face à une série de catastrophes ferroviaires (Clapham Junction) et aériennes (Lockerbie). Celui également de M. Nicholas Ridley, chargé de deux dossiers impopulaires au ministère de l'environnement, celui de la privatisation de l'eau et celui de la réforme des impôts locaux. Ou encore celui de M. John Moore, qui n'a pas su effacer l'image négative du département de la sécurité sociale. Ces postes difficiles sont confiés à de bons « communicateurs » comme M. Cecil Parkinson, qui passe de l'énergie aux transports, ou à de jeunes ambassadeurs comme M. Chris Patten, qui abandonne la coopération pour l'environnement, et M. Anthony Newton, ancien adjoint de Lord Young qui prend le portefeuille de la sécurité sociale.

Nouvelles préoccupations

Confiance dans sa politique économique malgré la persistance d'une mauvaise balance commerciale et d'un taux d'inflation élevé (8,3 %), M<sup>me</sup> Thatcher estime que son effort doit porter sur le social et l'environnement. Les 15 % de voix obtenus par les Verts et le score désastreux du Parti conser-

vateur face aux travaillistes ne sont pas étrangers à ces préoccupations. La défaite électorale, également attribuée à une mauvaise campagne du parti, a amené M<sup>me</sup> Thatcher à mettre à la présidence de son parti un autre « communicateur », M. Kenneth Baker, qui détenait le portefeuille de l'éducation.

Plus de prudence envers l'Europe

La grande surprise de la journée aura été le départ de Sir Geoffrey Howe du Foreign Office. Selon la presse britannique, cet habile diplomate, mais dont les messages passent mal à la télévision, s'est fait prier pour abandonner un ministère qu'il aimait bien. Rare rescapé des remaniements successifs auxquels M<sup>me</sup> Thatcher a procédé depuis 1979, Sir Geoffrey aurait accepté ses nouvelles fonctions par loyauté envers le premier ministre et envers son parti. Pendant six ans, Sir Geoffrey aura défendu sans coup faillir la politique étrangère thatchérienne, notamment à l'égard de l'Europe. Ses idées étaient largement partagées par son collègue de la défense, M. George Younger,

qui, lui aussi, avait réussi à se maintenir pendant dix ans aux côtés de la « Dame de fer ».

L'opération spectaculaire menée par M<sup>me</sup> Thatcher ne modifiera pas sans doute les grandes lignes de sa politique, en particulier en matière économique et sur les questions européennes. Certains commentateurs soulignent seulement que la présence au 10 Downing-Street de Sir Geoffrey pourrait inciter M<sup>me</sup> Thatcher à plus de prudence dans ses réquisitoires violents contre l'Europe.

En dehors des cercles politiques, nul ne connaît le nouveau titulaire du Foreign Office, M. John Major, qui se trouve d'un coup propulsé à l'un des postes-clés du gouvernement. On le sait travailler et compétent dans le domaine financier, mais il lui reste à faire ses preuves dans la diplomatie. Certains commentateurs vont vite en besogne et lui donnent déjà des chances à la succession de M<sup>me</sup> Thatcher.

Dans le climat de lourdeur économique et d'instabilité sociale qui règne actuellement en Grande-Bretagne, M<sup>me</sup> Thatcher a trouvé de nouveaux visages et de nouveaux champions des relations publiques. Il reste à savoir si les Britanniques s'en contenteront pour accorder à nouveau leur confiance à la « Dame de fer ».

(Interim.)

Inflation forte et ralentissement de la croissance

Ralentissement marqué de l'activité, persistance des tensions inflationnistes que ne parvient pas à réduire une politique monétaire très dure : l'agitation sociale que connaît actuellement la Grande-Bretagne a pour toile de fond la nette détérioration du climat économique depuis le début de l'année.

Nourrie par les tensions sur le marché du travail (le chômage a diminué à nouveau en mai pour revenir à 6,4 % de la population active), amplifiée par les hausses récentes des prix de l'énergie et des matières premières, l'inflation a atteint en mai son niveau le plus élevé depuis 1982 : 8,3 % en rythme annuel. La lutte contre l'inflation demeure pourtant la grande priorité du gouvernement de M<sup>me</sup> Thatcher, comme le maintien d'une livre forte.

Depuis juin 1988, non sans provoquer quelques frictions avec le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, qu'on dit réticent, les autorités monétaires britanniques mènent une politique des plus strictes, n'hésitant

pas à relever le taux d'intérêt à chaque fois que des tensions inflationnistes supplémentaires se manifestent ou qu'un acte de faiblesse de la livre se produit. Le plus récent relèvement est intervenu le 24 mai dernier, date à laquelle la Banque d'Angleterre a augmenté d'un point le taux de base bancaire. Le durcissement de la politique monétaire intervient depuis le début de l'année, pesant sur l'activité : au premier trimestre, le PIB a progressé de 0,1 % par rapport au trimestre précédent, soit 2,4 % en rythme annuel contre 3,1 % à la fin du trimestre précédent.

Les experts français de la direction de la prévision du ministère de l'économie (1) n'hésitent pas dans leur note de conjoncture à évoquer les risques d'un retour à « une situation de type stagflationniste ». Les ménages semblent particulièrement touchés par la politique de taux élevés. Nombreux sont ceux qui, endettés à des taux variables, sont

placés dans une position difficile. La consommation continue de se ralentir : croissance de premier trimestre 1989 (+ 0,5 % par rapport au dernier trimestre 1988) est bien inférieure aux rythmes enregistrés précédemment.

Ce ralentissement de la demande n'a pas encore contribué de façon décisive à l'amélioration des échanges extérieurs. La plupart des analystes ont révisé à la baisse leurs prévisions de déficit des paiements courants pour 1989, qu'ils situent maintenant à 15,5 milliards de livres contre 14,9 milliards en 1988.

Le gouvernement britannique se refuse dans un tel contexte à risquer d'accroître la spirale prix-salaires par des concessions salariales. Et selon leurs effets de telles concessions sur la livre, dont la parité actuelle est surévaluée par les experts français de la direction de la Prévision.

(1) Note de conjoncture internationale, juin 1989.

Dans la presse britannique

« La surprise de Maggie »

La presse britannique a largement exprimé son étonnement, dans ses éditions de mardi, devant l'ampleur du remaniement ministériel. « La surprise de Maggie », qui barre la une du *Daily Mail* (populaire conservateur), représente, pour le *Financial Times*, le remaniement ministériel le plus important depuis l'arrivée de M<sup>me</sup> Thatcher. Le quotidien économique estime qu'il s'agit là d'un « changement radical ». « Changer de ministres, écrit pour sa part le *Daily Telegraph* (conservateur), ne dispense pas d'avoir un sens des priorités et de mener une politique saine. Le fait que la privatisation de l'eau soit impopulaire n'en rend pas sa réalisation moins urgente », poursuit le journal, qui conclut qu'il faut espérer que les nouveaux venus ne seront pas trop inhibés et sauront exprimer leurs propres convictions « sur des sujets comme la santé, l'éducation, l'inflation ou l'Europe ».

Pour le *Guardian*, de centre gauche, « en choisissant clairement comme son successeur John Major, promu aux affaires étrangères,

M<sup>me</sup> Thatcher signale clairement qu'elle ne sera pas éternellement premier ministre ». « Même M<sup>me</sup> Thatcher, conclut le *Guardian*, n'a, semble-t-il, pas l'intention de rester au pouvoir encore et encore ». L'ascension rapide de l'ancien numéro deux du Trésor est aussi soulignée par le *Times* (conservateur), qui estime que cette promotion de John Major « le propulse subitement en position d'héritier ». « Thatcher la pragmatique l'a emporté sur Thatcher l'idéologue, tel est le message de ce remaniement ministériel à l'adresse des conservateurs, plus soucieux de gagner les élections que d'avoir raison sur les principes », poursuit le *Times*.

L'*Independent* (libéral de gauche) estime pour sa part qu'« aucun changement politique n'est perceptible en dépit des nouvelles idées dans le gouvernement » et publie en première page une photo d'un plonbier en short plongeant au 10, Downing Street sous l'œil attentif d'un bobby « dans le flot des visiteurs distingués ».

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel  
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LEMONDE

Le flegme de Sir Geoffrey

Qui, mieux que Sir Geoffrey Howe, peut aujourd'hui incarner ce qu'il est convenu d'appeler le flegme britannique ? Il lui en a fallu pour demeurer aussi longtemps l'un des principaux collaborateurs de la « Dame de fer ». Sir Geoffrey est en effet l'un des tout derniers rescapés de la première équipe gouvernementale formée par M<sup>me</sup> Thatcher à son arrivée au pouvoir, il y a dix ans.

D'un calme et d'une pondération imperturbables — que certains jugent socratiques, — il a toujours décliné dans un cabinet où l'agressivité a souvent été de mise, tant il est vrai que la « Dame de fer » s'était, dès le départ, donné pour mission de « secouer » le royaume en déclin. Il ne correspond pas non plus à l'image du nouveau dynamisme que cherche à imposer M<sup>me</sup> Thatcher dans une période difficile.

Avec un regard insaisissable dissimulé derrière d'épaisses lunettes, une mèche blanche tombant mollement sur le front et cette voix neutre, un peu lasse, Sir Geoffrey ne peut passer pour un « communicateur ». Or c'est cette qualification qu'a surtout recherchée le premier ministre en composant le nouveau cabinet.

On ne peut donc pas dire que la nouvelle affectation de Sir Geoffrey soit une véritable promotion, même si le poste de vice-premier ministre et celui de leader de la majorité aux Communes qu'il cumule sont loin d'être négligeables. Il ne semble pas avoir, d'ailleurs, manifesté l'intention de quitter la diplomatie, à la tête de laquelle il se trouvait avec un plaisir et un soulagement manifestes depuis 1983, après avoir été au Trésor aux heures les plus délicates des premiers temps du thatchérisme.

Mais, à soixante-deux ans, ce Gallois, qui est bien davantage un « grand commis de l'Etat » qu'un homme politique, reste un homme de confiance pour M<sup>me</sup> Thatcher. Il n'a pas fini de « servir ». Il a déjà vaincu la grande méduse que tout locataire du 10, Downing Street — et particulièrement M<sup>me</sup> Thatcher — nourrit à l'encontre du Foreign Office voisin. Il a su arrondir les angles au regard de l'étranger, et il saura certainement le faire avec discrétion (sa manière) sur la scène politique intérieure britannique, au Parlement par exemple, voire au sein du Parti conservateur pour gommer, en bon diplomate d'éventuelles dissensions ou rebellions, et

pour-être aider à préparer la succession de la « Dame de fer ».

Sans que l'on puisse parler de réelles divergences, Sir Geoffrey a quelquefois eu des désaccords avec M<sup>me</sup> Thatcher, plus spécialement sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le système monétaire européen (à laquelle il est favorable) ou encore sur l'attitude à adopter au sujet de l'Afrique du Sud. Mais il est resté fidèle et a toujours respecté scrupuleusement la règle de la discipline gouvernementale, battue en brèche par d'autres — comme M. Michael Heseltine, ancien ministre de la défense, qui a préféré démissionner plutôt que se soumettre à l'autorité fréquemment pesante du premier ministre.

Sir Geoffrey ne s'est écarté que très peu des principes de M<sup>me</sup> Thatcher en politique étrangère. Il est resté ferme sur l'Europe, tout en cherchant à apaiser l'irritation des partenaires continentaux de la Grande-Bretagne sur les relations de celle-ci avec les pays de l'Est et sur les relations avec l'Iran après l'affaire Rushdie. Et cela tout en modérant les élans de la « Dame de fer », qui ne lui en a finalement jamais trop voulu.

F. C.

M. John Major : un adepte de la méritocratie

La nomination de M. John Major, quarante-six ans, comme secrétaire au Foreign Office, le poste le plus prestigieux du cabinet britannique, est le couronnement d'une ascension spectaculaire. Pourtant, il n'est pas connu pour être un thatchérien pur et dur. Cet homme souriant, au long visage timide, caché en partie derrière d'épaisses lunettes corréées, considère la conscience sociale et la défense des faibles comme partie intégrante de l'héritage conservateur. C'est toutefois un ardent défenseur de la méritocratie.

Il est l'un des rares dirigeants conservateurs à avoir fait l'expérience du chômage. Fils d'un trapéziste de cirque, John Major a connu une enfance difficile dans le quartier londonien déserté de Brixton. Il quitta l'école à seize ans avant d'entrer à la banque Standard Chartered, où il fit une brillante carrière jusqu'en 1979, date de son élection à la Chambre des communes.

Il entre au gouvernement en 1985 comme sous-secrétaire d'Etat aux affaires sociales, et grimpe d'un cran à chaque remaniement ultérieur : en 1986, il est

secrétaire d'Etat au même ministère et en 1987 Chief Secretary (numéro deux) au Trésor. Il a alors la lourde tâche d'assurer les arrières budgétaires entre les ministères. Ses qualités de négociateur permettent d'éviter, deux années de suite, de réunir la chambre d'arbitrage interministérielle.

Depuis Noël, l'avenir brillant, promis à cet amateur de cricket et d'opéra, ne faisait aucun doute pour les observateurs : M. Major fut l'un des quatre ministres invités à passer le 25 décembre avec M<sup>me</sup> Thatcher dans sa résidence campagnarde de Chequers...

La composition du nouveau cabinet

Voici la composition du nouveau cabinet britannique après le remaniement annoncé, lundi 24 juillet, par M<sup>me</sup> Thatcher :

Premier ministre : M<sup>me</sup> Margaret Thatcher (\*).  
Lord président du conseil (vice-premier ministre) : Sir Geoffrey Howe (1).  
Chancelier de l'Echiquier : M. Nigel Lawson (\*).  
Lord chancelier (justice) : lord Mackay of Clashfern (\*).  
Ministre de l'Intérieur (Home Office) : M. Douglas Hurd (\*).  
Secrétaire au Foreign Office : M. John Major (1).  
Ministre chargé du Pays de Galles : M. Peter Walker (\*).  
Ministre de l'emploi : M. Norman Fowler (\*).  
Ministre de la défense : M. Tom King (1).  
Ministre du commerce et de l'industrie : M. Nicholas Ridley (1).  
Chancelier du duché de Lancaster : M. Kenneth Baker (1).  
Ministre de la santé : M. Kenneth Clarke (1).  
Ministre de l'éducation et de la science : M. John MacGregor (1).  
Ministre chargé de l'Ecosse : M. Malcolm Ross (\*).  
Ministre des transports : M. Cecil Parkinson (1).  
Ministre de l'énergie : M. John Wakeham (1).  
Lord du sceau privé (lord Privy Seal) : lord Belstead (\*).  
Ministre de la sécurité sociale : M. Anthony Newton (1).  
Ministre de l'environnement : M. Christopher Patten (2).  
Ministre chargé de l'Irlande du Nord : M. Peter Brooke (2).  
Ministre de l'agriculture : M. John Gummer (2).  
Secrétaire (Chief Secretary) au Trésor : M. Norman Lamont (2).

(\*) Conservent leur portefeuille.  
(1) Changement de portefeuille.  
(2) Nouveaux venus.

[NDLR : Cette liste de vingt-deux ministres comprend les seuls membres de cabinet, c'est-à-dire les membres collégiaux de décisions en Grande-Bretagne. Les secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat sont membres du gouvernement au sens large, sans appartenir au cabinet.]

M. Kenneth Baker

Un « grand communicateur » à la tête du parti

Nommé à la tête du Parti conservateur, M. Kenneth Baker — bien qu'ancien lieutenant d'Edward Heath, vieil ennemi de M<sup>me</sup> Thatcher — franchit une étape supplémentaire sur la voie de la réhabilitation : la « Dame de fer » le conforte dans un rôle d'éventuel dauphin.

A son arrivée au pouvoir, M<sup>me</sup> Thatcher l'avait ignoré. Dix ans plus tard, il s'est imposé comme le « grand communicateur » du gouvernement. Réputé pour son charme, son sourire affable (il a servi d'hôte à M<sup>me</sup> Gorbatchev et à M<sup>me</sup> Bush, lors des dernières visites officielles), il a su aussi donner l'image d'un gestionnaire efficace, capable de se sortir de situations difficiles.

Entré dans le premier gouvernement Thatcher en 1981 comme secrétaire d'Etat aux technologies de l'information, ministre de l'environnement en 1983-1986, puis de l'éducation, M. Baker, cinquante-quatre ans, a su maîtriser quelques dossiers épineux tels que la privatisation des télécommunications, l'abolition de la grande municipalité de Londres ou la grève des enseignants de 1986.

Admiré, même par ses détracteurs, pour son habileté à trouver des compromis avec les groupes d'opposition, ce « modéré » se voit proposer un défi : rassembler le Parti conservateur — dont la cohésion a été mise à mal lors des élections européennes — et préparer la quatrième victoire électorale des Tories.

M. Christopher Patten

Un modéré à l'environnement

Le talent prime les convictions politiques... c'est ainsi que les observateurs interprètent la nomination de M. Christopher Patten à la tête du ministère de l'environnement. Appartenant à l'aile modérée du Parti conservateur, l'ancien secrétaire d'Etat à la coopération, âgé de quarante-cinq ans, s'est fait remarquer par la « dame de fer » grâce à sa sensibilité aux questions écologiques et... à sa bonne plume. C'est à lui que M<sup>me</sup> Thatcher a toujours fait appel pour rédiger ses discours importants. Au cours des deux dernières années, il s'est vu proposer dans le proche entourage du premier ministre.

Recruté en 1974, à l'âge de trente ans, par M. Edward Heath, comme directeur du département de recherches du Parti conservateur, M. Patten est resté longtemps un détracteur de M<sup>me</sup> Thatcher. Elu député en 1979, il adoucit peu à peu ses critiques, à tel point qu'en 1986, il se voit nommé secrétaire d'Etat à la coopération (Overseas development), un poste où il se fait remarquer pour sa rigueur budgétaire.

M<sup>me</sup> Thatcher lui ayant visiblement pardonné ses prises de position, le nouveau ministre de l'environnement se voit désormais figurer sur la liste des éventuels dauphins de la « Dame de fer ».

M. Cecil Parkinson

Une réhabilitation totale

Le purgatoire de M. Cecil Parkinson est terminé... Celui qui avait défrayé la chronique en 1983, parce qu'un secrétaire attendait un enfant de lui, fait un come-back remarqué au sein du cabinet, en tant que ministre des transports, un poste particulièrement délicat en cette période de conflits sociaux.

Devenu un proche de M<sup>me</sup> Thatcher en 1982, pour avoir traité avec délice de la guerre des Malouines, alors qu'il était un des principaux porte-parole du

10 Downing Street, M. Parkinson se serait vu promettre le poste de chef de la diplomatie, un an plus tard, pour avoir mené le Parti conservateur à la victoire, en tant que numéro un du parti. C'est à ce moment-là que le scandale éclata.

Sa carrière politique, que l'on crut brisée, fut relancée en juin 1987 : nommé secrétaire d'Etat à l'énergie, il mena alors à bien la privatisation de l'électricité.



## Europe

URSS

## La grève des mineurs s'achève en Ukraine

MOSCOU  
de notre correspondant

Il s'agit peut-être de l'épreuve la plus terrible de notre perestroïka. On a eu Tchernobyl et d'autres événements sérieux, mais celui-ci est le plus difficile. Dès l'ouverture de la séance, lundi 24 juillet, du Soviet suprême, M. Mikhaïl Gorbatchev donnait le ton aux débats des parlementaires sur la grève des mineurs soviétiques.

Ce mouvement social, qui a touché plusieurs centaines de milliers de personnes, était en passe, mardi, de se résoudre. Les grévistes ont repris le travail à Donetsk, en Ukraine, après avoir reçu des assurances sur leurs revendications. Seuls insistent encore quelques foyers de grève, comme dans le

Grand Nord, à Vorkouta où trois seulement des treize mines étaient en activité mardi.

Les dirigeants soviétiques avaient mis, ces derniers jours, les bouchées doubles pour répondre aux revendications. Le premier ministre Nikolaï Ryjkov a rencontré lundi soir au Kremlin des députés de Donetsk. Il leur a déclaré que la grève avait créé une « situation très difficile pour l'économie » mais que leurs « exigences étaient fondées ». La télévision soviétique a précisé qu'un « programme concret d'action » avait été adopté à l'issue de la réunion.

Au cours des débats du Soviet suprême, de nombreux parlementaires ont souligné la gravité de cette grève qui, selon M. Boris Eltsine, reflète la situation de « crise » dans

laquelle se trouve le pays. Le célèbre député de Moscou s'en est d'ailleurs pris, lors d'une courte intervention, à ceux qui ont fait figure de principaux accusés lors des débats : les cadres locaux du parti. « Ils sont paralysés. Convaincus qu'ils ne seront pas réélus aux prochaines élections locales, ils ne font rien. L'inertie des cadres locaux, a poursuivi M. Boris Eltsine, a pour conséquence que les problèmes s'accumulent et que les députés sont assaillis par la foule des plaignants ».

Ces accusations, qui sont revenues chez plusieurs députés, ne peuvent que satisfaire M. Gorbatchev, qui a multiplié ces derniers jours ses appels à un nécessaire « renouvellement des cadres ». Le dirigeant soviétique semble désormais décidé à profiter de la crise pour accélérer

son programme de réformes politiques et économiques. Un vaste changement des cadres est pour cela indispensable. M. Gorbatchev a révélé que, lors d'une réunion samedi de la direction du pays avec les présidents des soviets suprêmes, il avait été décidé que chaque république de l'Union déciderait de la date et des modalités des élections locales.

Fixées dans un premier temps à l'automne prochain, ces élections avaient ensuite été reportées au printemps de 1990. Cette décision avait satisfait les conservateurs du parti, tant ceux-ci redoutent de voir leurs cadres désemparés par les électeurs. Plusieurs députés réformateurs ont exprimé leurs craintes lundi que la possibilité pour chaque république de définir les dates des élections locales amène les « républicains en retard », aux positions conservatrices, à adopter un suffrage non démocratique. Le renouvellement des cadres locaux s'effectuerait en quelque sorte à deux vitesses. Un compromis a finalement été adopté, aux termes duquel des comités du Soviet suprême ont été chargés de modifier le chapitre 13 de la Constitution fixant les modalités des élections nationales et qui devrait servir de modèle aux élections locales.

M. Gorbatchev a annoncé, d'autre part, que des réunions au sein des comités régionaux et locaux du Parti communiste se tiendraient bientôt avec des « représentants des travailleurs ».

Ces réunions examineront également la question du « renouvellement des cadres ». « Il est souhaitable que cela se passe aussi dans les syndicats, mais nous ne pouvons pas leur dicter leur comportement », a déclaré le président soviétique. Les syndicats ont été critiqués aussi bien par les grévistes que par les députés du Soviet suprême, un représentant de Lituania demandant même le pluralisme syndical. — (Infrim.)

POLOGNE

## Le général Jaruzelski s'entretient avec M. Lech Walesa de la formation du gouvernement

Le général Jaruzelski devait rencontrer mardi 25 juillet à Varsovie le président de Solidarité, M. Lech Walesa, pour discuter avec lui de la formation du futur gouvernement. Le président de la République nouvellement élu s'est déjà entretenu à ce propos avec les présidents des partis paysan et démocrate associés jusqu'à présent au Parti communiste dans l'exercice du pouvoir. La question d'une participation de Solidarité au gouvernement n'a pas encore été tranchée par les dirigeants de la principale formation de l'opposition polonaise, qui continuent à avoir d'importants débats à ce propos.

La constitution du nouveau gouvernement est d'autant plus délicate que la situation économique ne s'améliore pas. L'office central des

statistiques a dressé un bilan pessimiste à l'issue du premier semestre de 1989. Le déficit budgétaire a largement dépassé les estimations avancées par les experts (3 231 milliards de zlotys au lieu de 998 milliards). Les prix de détail ont augmenté de 80,7 % par rapport à ceux du premier semestre de 1988. Parallèlement, les revenus de la population se sont également accrus, mais de façon inégale. Dans le secteur nationalisé, le salaire moyen atteignait en juin dernier 99 700 zlotys (125 dollars), soit plus 114,3 % par rapport au premier semestre de 1988.

La commission socio-économique du comité central du Parti communiste, qui s'est réunie lundi sous la présidence de M. Wladyslaw Baka,

un membre du bureau politique et l'un des économistes les plus en vue du PC, s'est fermement prononcée pour le report de la libéralisation du marché agro-alimentaire. Prévue à partir du 1<sup>er</sup> août par le gouvernement démocratique de M. Mirosław Rakowski, cette mesure a provoqué un début de panique en l'attente du déblocage des prix. L'introduction du libre marché, qui ne serait pas précédée de diverses mesures visant à atténuer les effets de cette opération, « porte en elle la menace d'une vague de conflits sociaux », a averti M. Baka, qui a ajouté : « Il s'agit d'un acte irresponsable du point de vue social et politique qui pourrait conduire à la déstabilisation de tout l'ordre politique nouveau. » — (AFP.)

## Bruxelles lance l'opération occidentale d'aide à la Pologne et à la Hongrie

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Les ministres de l'Agriculture des Douze, réunis lundi 24 juillet à Bruxelles sous la présidence de M. Henri Nallet, ont donné leur feu vert à l'octroi d'une aide alimentaire importante à la Pologne. Les premières livraisons pourront être décidées par les comités de gestion (les représentants des Etats membres y donnent des avis sur les propositions de la Commission) dès la semaine prochaine, au retour d'une mission d'experts de la Commission européenne, partie pour Varsovie afin de connaître les besoins les plus immédiats du pays.

Chargée par le sommet des Sept de coordonner l'assistance susceptible d'être fournie par l'Occident à la Pologne et à la Hongrie afin de soutenir le processus de réforme en cours, la Commission a convoqué vingt-trois pays à participer sur ce thème à une réunion d'experts le 1<sup>er</sup> août.

Ainsi démarre peu à peu, dans une ambiance empreinte de torpente bureaucratique, sans mobilisation politique ni médiatique, l'opération de sauvetage décidée, à la demande des intéressés, par le sommet des Sept. L'objectif affiché n'est pourtant pas ordinaire. Il s'agit, pour les pays industrialisés de l'OCDE, de fournir « selon les besoins, et d'une façon coordonnée, une aide économique destinée à transformer et à ouvrir leur économie d'une manière durable » (texte de la déclaration du sommet sur les relations Est-Ouest).

La Communauté européenne commence par l'aide alimentaire : elle

possède l'expertise nécessaire ainsi que des stocks disponibles, et c'est assurément le plus urgent. Au cours de la campagne 1989-1990, les quantités livrées porteront sur 500 000 tonnes de blé, 300 000 tonnes de céréales fourragères, 10 000 tonnes de viande bovine, 5 000 tonnes d'huile d'olive, 20 000 tonnes d'agrumes. Les crédits ainsi affectés à l'opération atteindront 100 millions d'ECUS, soit 770 millions de francs auxquels il faut ajouter 15 à 20 millions de francs de transports. A deux pas du quartier général de la Commission, les experts de l'OTAN, qui suivent l'opération avec attention mais sans beaucoup d'illusions, considèrent, pour leur part, qu'en raison de la très mauvaise situation de l'économie les risques d'explosion sociale en Pologne sont considérables.

La Communauté et ses partenaires occidentaux, en aidant ainsi à remplir les magasins pour l'hiver prochain, faciliteront peut-être la tâche des autorités ainsi que de l'opposition lorsqu'il leur faudra refuser les revendications sociales de la population. Il existe désormais en Pologne un consensus économique, a souligné le général Jaruzelski, lors de son passage à Bruxelles. Entre le pouvoir et Solidarité, peut-être. Mais les spécialistes de l'OTAN constatent que la Pologne est en pleine spirale inflationniste et que l'homme de la rue refuse de faire les sacrifices nécessaires pour redresser la situation.

Au-delà de l'assistance alimentaire immédiate réclamée par le général Jaruzelski comme par M. Walesa afin de calmer les esprits... et l'inflation, il faut penser à

la deuxième étape, celle de la transformation de l'économie. Car tel est le cœur de la mission décidée par les Douze. On en parle à Bruxelles en termes généraux, en évoquant la possibilité d'échanges commerciaux plus fournis (l'Ouest achèterait davantage à la Hongrie et à la Pologne) ; tel est l'objet de l'accord de coopération conclu par la CEE avec le premier de ces pays, et en voie de l'être avec le second) ainsi que d'une coopération économique plus large, fondée sur l'encouragement à l'investissement — grâce à des joint-ventures — et sur la formation de cadres.

« Avant d'avoir des idées, il faut avoir des informations », explique un collaborateur de M. Jacques Delors. « Outre la mission à Varsovie, une équipe de la Commission est partie pour Budapest, d'autres ont été dépêchées auprès des organisations internationales ainsi qu'auprès de pays donateurs potentiels. Nous serons le 1<sup>er</sup> août un panorama précis de ce qui a été fait et des besoins. »

Les idées, il est vrai, ne font pas défaut. Se faisant l'écho des propos des dirigeants polonais, M. Delors avait évoqué à Paris un plan de deux ans pour remettre de l'ordre dans la production agricole, les circuits de transformation et de distribution, le stockage, le transport. Mais comment restructurer des propriétés d'une superficie moyenne de 5 hectares ? La restructuration aura en outre des conséquences sociales, car les agriculteurs, dont un tiers sont en même temps ouvriers, représentent actuellement 30 % de la population active.

PHILIPPE LEMAITRE.

Selon un rapport de psychiatres américains

## Les internements pour délit d'opinion existent toujours

C'est en principe lors du prochain congrès mondial de psychiatrie, qui aura lieu à Abkhazie au mois d'octobre, que devrait être examinée la demande de réadmission de l'URSS au sein de l'Association mondiale de psychiatrie (le Monde du 18 octobre 1988). L'Union soviétique, qui s'était retirée de cette association en 1983, avait assuré l'an dernier cette demande de l'acceptation de recevoir une délégation de psychiatres américains chargés d'évaluer « les nouveaux développements et changements dans la pratique de la psychiatrie en URSS ».

Conduite par M. Robert Farrand, vice-secrétaire d'Etat adjoint, chargé du bureau des droits de l'homme et des problèmes humanitaires au département d'Etat à Washington, cette délégation avait séjourné en URSS durant deux semaines, du 27 février au 11 mars derniers. Elle avait pu, en particulier, visiter sept hôpitaux à Moscou, Vilnius, Kaunas, Tchernyakhovsk, Kazan et Leningrad.

A la suite de ce voyage, les vingt-six experts américains ont rédigé un rapport qui a été rendu public le 13 juillet. Selon ce document, il y aurait encore, actuellement, dans les hôpitaux psychiatriques soviétiques,

des personnes internées pour délits d'opinion. Parmi les quinze « suspects » malades mentaux hospitalisés qui ont été examinés par les médecins américains, cinq n'étaient pas mentalement malades. D'autres anciens patients ont également été examinés et, chez neuf d'entre eux, les psychiatres n'ont trouvé « aucune preuve de désordre mental présent ou passé ».

Le rapport préconise un certain nombre de réformes du système psychiatrique soviétique visant, en particulier, à améliorer le recours aux avocats et à limiter l'internement forcé. Les autorités soviétiques, en désaccord avec de nombreux points évoqués dans le rapport, l'ont cependant qualifié de « document pré-cieux et utile ».

Dans le texte qu'on lira ci-dessous, le docteur Semion Glouzman, le premier des psychiatres soviétiques à s'être opposé à l'utilisation politique de la psychiatrie et qui, à lui-même passé près de dix ans dans des camps à régime dur et des prisons, donne son point de vue sur la signification d'une réadmission de l'URSS au sein de l'Association mondiale de psychiatrie.

F. N.

POINT DE VUE

## Ne pas reconnaître les bourreaux d'hier

par Semion Glouzman

Ce qui se passe aujourd'hui dans notre pays est un miracle. Un miracle inattendu, incompréhensible. Mais il a lieu. Des espoirs sont nés. Progressivement, douloureusement, la serré se libère du joug de la pensée totalitaire, incapable d'autonomie et dénuée de toute tendance morale. Le pouvoir totalitaire qui, pendant de longues décennies, a porté au nom du peuple et qui, en réalité, ne faisait qu'exprimer sa propre tendance, ce pouvoir est encore vivant et fort et il réside. Toutes les institutions de ce pouvoir s'opposent à tout ce qui est nouveau et même universel. La psychiatrie même aussi se combat. Une psychiatrie fautive coupée de tout, inséparable, amoralisée et totalitaire. On présente des thèses, on reçoit des diplômes académiques et des fonctions. La conscience est ternie par les souvenirs de ses propres maléfices professionnels... Comment ne pas se défendre ? Comment ne pas haïr cette destruction inattendue de tout ce qui était habituel et paisible, cette destruction appelée « perestroïka et glasnost » ?

Une résistance ouverte serait insensée car dangereuse. Il ne s'agit pas de résistances quelconques, il s'agit : l'essentiel c'est leur propre bien-être. Ils résistent autrui en se consacrant et en s'alignant sur le courant présent de la politique du Parti communiste de l'Union soviétique.

Je n'ai aucun doute : ni l'académicien (Gheorghiy) Morozov, ni l'académicien Vartanyan ne souhaitent que des modifications interviennent dans le pays car ils s'accommodent parfaitement du statu quo, mais ils sont des rouges, on ne leur a pas demandé leur opinion...

Je n'ai aucun doute : ni G. Morozov ni Vartanyan ne tiennent réellement dans le fond de leur pensée au retour des psychiatres soviétiques dans l'Association psychiatrique mondiale. Dans leur position actuelle d'isolement ils sont plus tranquilles, à tout point de vue. Y compris en ce qui concerne le secret concernant la valeur réelle (et parfois même leur participation réelle) de leur découverte scientifique...

Mais ils sont des rouges. On ne leur demande pas leur avis, il faut retourner dans l'Association psychiatrique mondiale ! Tel est l'ordre.

Ce n'est pas eux qui sont en cause, ces bourgeois et ces aventuriers ? C'est vous qui êtes concernés, vous qui faites partie de l'Association psychiatrique mondiale. Etes-vous d'accord ? Pourriez-vous sourire à un homme et lui serrer la main alors que vous savez qu'il a personnellement participé à la torture psychiatrique de tant de gens psychologiquement normaux ? Pouvez-vous sourire à des hommes et à des femmes qui ont fait leur carrière scientifique et administrative sur les souffrances et le déses-

poir de leurs propres concitoyens parfaitement normaux du point de vue moral. Pouvez-vous sourire et serrer la main de ceux qui, aujourd'hui, disent : « Il n'y a rien, il y a peut-être eu des erreurs, mais isolées de diagnostic... » Il n'y a pas eu Grigorenko ni Pouchtchik, ni Boukowsky, il n'y a pas eu de dévotion de voies de fait ni de morts dans les hôpitaux psychiatriques ni d'espèces... (L...)

Les nouveaux dirigeants du pays manifestent de façon évidente leur intérêt quant à l'amélioration de la situation en psychiatrie, des juristes sérieux échantonnant des journaux idéologiques très sérieux montrent l'inconsistance des actes normatifs psychiatriques récemment promulgués par le ministère de la santé dans l'URSS ; la presse signale tout le temps de nouveaux cas d'abus de la psychiatrie dans un passé très récent (y compris après 1985)... Mais la psychiatrie soviétique officielle, juge dans « l'harmonie et la bien-être ». Etrange situation à la Kefka.

Dans les années où les abus de la psychiatrie sont presque devenus la pratique normative d'application du droit, quand les pouvoirs suprêmes du pays ignoraient ouvertement et cruellement la moralité, les lois économiques et l'opinion publique mondiale, le monde paysan a réussi à prendre ses distances par rapport au psychiatre-bourreau. Mais aujourd'hui, alors que le problème de l'abus de la psychiatrie est ouvert à la discussion et pratiquement reconnu par les autorités existantes, l'opinion mondiale soviétique « dans ses cercles », leur sourit alors que, d'un passé très rapproché, ils n'auraient pu passer que par la porte des plâtres de bourgeois... (L...)

Je ne comprends pas. Oui, je comprends pas : comment peut-on admettre à l'Association mondiale de psychiatrie ceux qui, hier, torturaient, aujourd'hui, ne se repentent pas, car ce n'est pas le président Gorbatchev ni le député Salchakov que vous voulez admettre à l'Association mondiale de psychiatrie mais toujours les mêmes (G. Morozov, Jarikov, Vartanyan). Non pas les milliers de praticiens de la psychiatrie soviétique qui sont tout vu, tout compris, et avouent leur peur de protester, mais de savants et des bourgeois souterrains de sang, dépourvus de conscience et incompétents... (L...)

Oui, nous avons besoin de contacts avec les pays civilisés. Car il nous faut nous instruire. Nous avons besoin de vos traités scientifiques, de vos journaux, de vos doutes, de vos inspirations. Nous devons rattraper le temps que nous avons perdu. Nous avons besoin de votre expérience médicale et des pas de Vartanyan, Morozov, Pouchchikov, Taltz...

Une psychiatrie à base morale peut être représentée par des gens dont la finalité est totalement différente... (L...)

TCHÉCOSLOVAQUIE

## Une délégation de Solidarité rencontre M. Dubcek et des membres de la Charte 77

Trois dirigeants polonais de Solidarité, les députés Adam Michnik, Zbigniew Janas et Jan Litwinski, ont débarqué pendant trois heures, lundi 24 juillet à Bratislava, avec M. Alexander Dubcek, premier secrétaire du PC tchécoslovaque lors du « printemps de Prague » de 1968.

M. Michnik, directeur de *Gazeta*, le journal de Solidarité, a informé M. Dubcek de son récent voyage à Moscou. On a ensuite longuement discuté du développement de la situation politique en URSS et dans les pays de l'Est. Au cours des débats, M. Dubcek et ses interlocuteurs polonais ont qualifié d'« inacceptable et illégale » l'intervention des troupes du pacte de Varsovie en août 1968 en Tchécoslovaquie, indiquant-on de source dissidente tchécoslovaque à l'issue de la rencontre.

Les trois députés faisaient partie d'une délégation de cinq représentants de Solidarité arrivés jeudi dernier à Prague pour rencontrer des personnalités tchécoslovaques de l'Eglise et de la Charte 77. Depuis plusieurs mois, de nombreux contacts se sont développés entre opposants des deux pays. Ceux-ci avaient lieu en général près de la frontière et sous étroite surveillance de la police politique, qui finissait toujours par interdire les participants tchécoslovaques. C'est la première fois que les autorités tchécoslovaques tolèrent que ces contacts se déroulent au grand jour. Le quotidien *Gazeta* avait souligné que cette visite, pourtant annoncée avec retard, revêtait un caractère « officiel ». Elle a été organisée par le mouvement d'opposition commun Solidarité polono-tchécoslovaque, qui regroupe les opposants des deux pays.

Au cours du week-end, la délégation de Solidarité, qui comprenait également MM. Zbigniew Janas et Mirosław Jasinski, avait longuement rencontré le dramaturge Vaclav Havel dans sa résidence secondaire et en à Prague des entretiens avec des représentants de la Charte 77 et de plusieurs mouvements indépendants tchécoslovaques. Ces discussions ont abouti à la publication d'un texte commun soulignant le « rôle inspirateur de la table ronde polonoise pour le développement politique en Tchécoslovaquie ». — (AFP-Reuters.)

Le candidat... à la présidence...

Le discours... large...

La monarchie retrouvée...

Le candidat... à la présidence...

Le discours... large...

Le candidat... à la présidence...

Le discours... large...

Le candidat... à la présidence...

Le discours... large...

Le candidat... à la présidence...

Le discours... large...

Le candidat... à la présidence...

Le discours... large...

Le candidat... à la présidence...

Le discours... large...

Le candidat... à la présidence...

Le discours... large...

Le candidat... à la présidence...

Le discours... large...

Le candidat... à la présidence...

Le discours... large...



# Diplomatie

A Strasbourg

## Le candidat socialiste espagnol est élu à la présidence du Parlement européen

STRASBOURG de notre envoyé spécial

M. Enrique Baron Crespo, socialiste espagnol, a succédé, mardi 25 juillet, à lord Pannik, conservateur britannique, à la présidence du Parlement européen. Le nouveau président élu pour une législature (deux ans et demi), a obtenu dès le premier tour 301 voix, alors que la majorité absolue des suffrages exprimés (502 voix) n'était que de 273 voix.

Ainsi, M. Baron Crespo a fait le plein des votes à gauche (socialistes et communistes), comme le prévoyait l'accord avec les chrétiens.

démocrates, il a aussi regroupé une large part des suffrages exprimés par les députés siégeant au Parti populaire européen (PPE).

De son côté, le candidat des libéraux, M. Rüdig von Weizsäcker (allemand), a obtenu 93 suffrages. M. Marco Pannella, membre du même groupe, n'a recueilli que 12 voix.

Les autres candidats au perchoir ont obtenu respectivement : M. Jean-Marie Le Pen, 18 voix ; M. Mario Santos (écologiste portugais), 31 ; Mme Winifred Ewing (nationaliste écossaise), 20 voix.

M. S.

## Le discours inaugural de M. Autant-Lara largement boycotté

STRASBOURG de notre envoyé spécial

M. Claude Autant-Lara n'aime pas le Coca-Cola ! Il exhorte, le jour de son discours inaugural, en s'adressant à son « instinct de conservation », à « renoncer une fois, une seule fois », à son brouage américain.

Au cours de son discours inaugural au Parlement européen en sa qualité de doyen — il est âgé de quatre-vingt-huit ans — mardi 25 juillet, à Strasbourg, — le cinéaste français, élu du Front national, a dit tout le bien qu'il pensait des Américains, qui, selon lui, sont plus menaçants que les cultures européennes. C'est, ce passage de l'allocation que les eurodéputés démocrates-chrétiens et libéraux ont choisi pour quitter, dans leur très grande majorité, avec leurs présidents respectifs, l'hémicycle du Parlement.

D'un seul coup, l'immense salle est devenue quasiment déserte, car les socialistes s'étaient retirés de leurs bancs avant même le début du discours. Non sans avoir planté chacun une rose sur son pupitre. Tous les communistes avaient, eux aussi, laissé leur place vide, ainsi que M. Weil.

La partie gauche de l'hémicycle n'était donc plus occupée que par une poignée de députés verts. Debout, les écologistes n'ont pas chanté, comme il était prévu.

Bella ciao, mais ils ont brandi, une demi-heure durant, une affiche sur laquelle était écrit, dans toutes les langues européennes : « Plus jamais le fascisme ! »

### « Les théories mondialistes et internationalistes »

Dans son allocution, censée défendre le cinéma français et la spécificité des cultures nationales, M. Autant-Lara a dénoncé « les théories mondialistes et internationalistes », en s'en prenant à « certains mélanges [qui] sont catastrophiques pour toutes les parties mélangées ». Il a fustigé « le démon profit, au sens de lucre », accusant au passage les socialistes français d'avoir « réhabilité » cette notion. Il a également évoqué l'islam, en disant que, selon l'hégire, « il faudra attendre cinq cents ans pour voir engendrer un Voltaire ».

Après avoir accusé MM. Giscard d'Estaing, Fabius et Chirac de ne pas avoir « été flics de faire comprendre ce qu'était leur Europe », il a qualifié leurs discours respectifs de « même eau tiède et incolore ». Enfin, lui-même s'est comparé à une sorte de « Déroulede culturel » (évoquant le chantage du nationalisme du siècle dernier).

Dans un entretien publié par la revue du Front national *Identité* (1), M. Autant-Lara se définissait comme « anticlérical, anti-

militariste et anticapitaliste » en même temps que « farouchement français de toujours ». Rejetant l'idée même de « crise d'identité » des pays européens et celle de « crise du cinéma » en France, il précisait : « Universel, cosmopolite, international, voilà le bla-bla-bla, les grands mots-clés de la fourberie politique actuelle dont il ne faut pas être dupes. Dante, Shakespeare, Goethe, Molière, Musset, Stendhal n'ont pas eu besoin d'être « internationaux » pour le devenir. Ils se sont contentés d'être farouchement nationaux pour devenir internationaux tout seuls. L'art international ? Cela n'existe pas. C'est un bobard ! »

OLIVIER BIFFAUD.

(1) *Identité*, mensuel du Front national. Numéro 2, juillet-août 1989, 40 F.

Un intergroupe UDF-RPR. — Les députés français élus au Parlement européen sur la liste d'union RPR-UDF ont décidé, lundi 24 juillet, de constituer à Strasbourg « un intergroupe de l'union ». Ces parlementaires élus le 18 juin sur la liste conduite par M. Valéry Giscard d'Estaing, qui siègent actuellement soit au groupe libéral, soit au groupe du Rassemblement des démocrates européens (RDE), déclarent que « lors de chaque session parlementaire, ils tiendront ensemble une séance de travail avant d'aborder à des positions communes dans la souci d'assurer la défense des intérêts français et de faire progresser l'union de l'Europe ».

# Afrique

Le vingt-cinquième sommet de l'Organisation panafricaine

## M. Hosni Moubarak est élu président de l'OUA

Le vingt-cinquième sommet annuel de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) s'est ouvert, lundi 24 juillet, à Addis-Abeba en présence de quinze chefs d'Etat et de gouvernement. L'organisation a aussitôt porté à sa présidence, par acclamation, M. Hosni Moubarak, le chef d'Etat égyptien, en remplacement de M. Moussa Traoré, son homologue malien.

Dès son élection à la présidence, M. Moubarak s'est prononcé pour le dialogue avec les pays du Nord en matière d'économie et d'environnement. « Dès lors que nous croyons — avec tous les pays du tiers-monde — au dialogue et non à l'affrontement, et à la négociation au lieu des conflits, nous estimons qu'il est opportun et vital, en ce moment crucial, de demander que le dialogue soit repris », a-t-il souligné.

En ce qui concerne la crise économique et les réformes entreprises par les Etats du continent sous l'impulsion des instances financières internationales, le président égyptien a lancé une mise en garde : « Nous sommes prêts à consentir des sacrifices pour relever ces défis. Mais il y a un seul qu'il ne faut pas dépasser, surtout en ce qui concerne le problème de la dette, dont les conséquences se font sentir dans presque tous les pays africains », a-t-il dit. Il a rappelé que l'Afrique avait réclamé en vain une conférence sur sa dette, estimée à 230 milliards de dollars. De son côté, le colonel Mengistu Haile Mariam, le président éthiopien, a levé un tabou en demandant à ses pairs de le soutenir dans ses efforts pour le règlement pacifique du conflit érythrien. Une des règles non écrites de l'OUA veut, en effet, que l'on n'aborde pas officiellement les conflits intérieurs.

Course serrée

Rappelant l'initiative de paix du Parlement éthiopien, qui a proposé des négociations sans conditions avec les indépendantistes du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL), le chef de l'Etat a souligné

qu'il avait l'espoir que les efforts de l'Ethiopie soient couronnés de succès. Par ailleurs, dès l'ouverture des travaux, plusieurs chefs d'Etat se sont inquiétés de la situation en Namibie à trois mois des élections. « C'est toute l'Afrique et non pas seulement la SWAPO qui est engagée dans le combat électoral. Ce combat, la SWAPO et l'Afrique doivent le gagner », a déclaré M. Moussa Traoré en présence du secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, qui revient d'une tournée en Namibie et en Afrique du Sud et qui a cherché à rassurer les Africains.

Les deux candidats au poste de secrétaire général de l'OUA, le sultan, M. Idé Oumarou (Niger), et le ministre tanzanien de la défense, M. Salim Ahmed Salim, ont accepté que celui qui aura obtenu le moins de voix au bout de deux tours de scrutin se désiste dans le cas où ni l'un ni l'autre n'aurait obtenu la majorité des deux tiers (nos dernières éditions du 25 juillet). Cet accord est intervenu après de nombreux contacts informels et une intervention de M. Hosni Moubarak. La course paraît très serrée entre les deux candidats, l'un francophone et l'autre anglophone. — (AFP.)

## Un conciliateur

Le chef de l'Etat égyptien, M. Hosni Moubarak, qui vient d'être élu, vingt-cinq ans après Gamal Abdel Nasser, président en exercice de l'OUA, est un familier des sommets de l'organisation panafricaine, à laquelle l'Egypte attache traditionnellement une très grande importance.

C'est l'ancien président Nasser qui a, pour la première fois, souligné la vocation africaine de l'Egypte. Ses successeurs ont poursuivi dans cette voie, et, depuis son accession au pouvoir en octobre 1981, le président Moubarak, aidé de son fidèle ministre d'Etat aux affaires étrangères, M. Boutros Ghali, a fait des problèmes du continent africain son domaine réservé. Mais sa politique africaine diffère fondamentalement de celle de Nasser. A l'époque, Le Caire était non seulement la capitale de l'arabisme, mais également le refuge d'opposants africains de tout acabit et servait de quartier général à la plupart des mouvements de libération du continent noir.

Homme pondéré et tranquille, M. Moubarak est plus enclin à la conciliation qu'à la rhétorique révolutionnaire et tiers-mondiste. Encore fraîchement auréolé du prestige que vient de lui conférer sa réélection à la Ligue arabe, le nouveau président en exercice de l'OUA pourra remplir un rôle et indispensable rôle de médiation pour régler les conflits du continent.

Un premier test décisif sera la manière dont il réglera le délicat problème posé par la nouvelle junte islamique dont l'arrivée au pouvoir au Soudan constitue un défi à la face de l'Egypte. Celle-ci avait tout fait pour assurer le succès de l'accord d'Addis-Abeba du 16 novembre 1988 sur le règlement de la guerre civile qui fait rage depuis cinq ans dans le sud du pays. M. Moubarak devra faire preuve de beaucoup d'ingéniosité pour renouer le fil des négociations entre Khartoum et le colonel Garang, chef des insurgés, rompu par le coup de force du 30 juin dernier.

J. G.

# Proche-Orient

IRAQ : trente ans après la révolution de 1958

## La monarchie retrouve droit de cité

BAGDAD de notre envoyé spécial

Depuis le souk aux libraires en plein cœur du vieux Bagdad, « vieille demeure d'un antiquaire kurde, propose à la vente des porcelaines aux portraits des rois Fayçal, des vieux journaux du temps de la royauté, des photographies des monarques irakiens.

Trente ans après la sanglante révolution de 1958 qui mit fin à la royauté, cette période de l'histoire de l'Irak moderne retrouve droit de cité. Ainsi les tombes des rois Fayçal I<sup>er</sup>, mort en 1933, Ghazi, son fils tué dans un accident de voiture en 1939, et Fayçal II, assassiné avec sa famille en 1958, ont été réhabilitées, et vont être prochainement ouvertes au public.

Le premier signe du changement avait été donné en juillet 1988 quand, pour la première fois, la télévision irakienne avait montré le pré-

sident Saddam Hussein accompagnant au cimetière royal le roi Hussein de Jordanie, qui a l'habitude de se recueillir sur la tombe de ses cousins lors de ses voyages en Irak.

Situés à Adhamsiya, dans les faubourgs de Bagdad, au bord d'une petite place ombragée, les trois mausolées ont été rénovés par le gouvernement irakien qui a dépensé pour cela 3,2 millions de dollars. Depuis plusieurs mois, la presse irakienne et des livres retracent l'histoire de la royauté, insistant sur le rôle patriotique joué par Fayçal I<sup>er</sup> et Ghazi durant le mandat britannique. Le président Saddam Hussein aurait en outre demandé la conception d'un nouveau livre d'histoire de l'Irak moderne intitulé *De Fayçal I<sup>er</sup> à Saddam Hussein*.

Bagdad s'apprête d'ailleurs à retrouver en pleine ville la statue équestre du roi Fayçal I<sup>er</sup>, réplique de celle détruite en 1958. Celle-ci sera placée à l'endroit exact de l'ancien, c'est-à-dire sur la place qui était devenue entre-temps la place Gamal-Abdel-Nasser. C'est un symbole, au moment où l'Irak s'efforce du vieux rêve de panarabisme cher au leader égyptien pour se retourner sur lui-même, à la recherche de sa gloire et de sa puissance passées. Dans cette volonté de continuité historique, certains veulent voir aussi le désir du président Saddam Hussein de situer sa légitimité personnelle au-dessus de celle d'une révolution aux multiples épisodes, devenue ainsi en quelque sorte un accident de l'histoire.

F. C.

ISRAËL

## Qui est juif ? (suite)

JÉRUSALEM de notre correspondant

Le ministre de l'intérieur n'approuve pas la signature au bas des cartes d'identité israéliennes. En revanche, sous le photo, figurera désormais cette mise en garde : « Les renseignements sur ce document concernant la religion et la nationalité ne peuvent servir de preuve à conversion prouvant leur véracité. » En d'autres termes, le ministre de l'intérieur, qui est entre les mains du Parti orthodoxe éphraïm Shas (celui qui siège) soutient que la carte d'identité israélienne risque d'être un faux : une personne juive selon ce document ne l'est peut-être pas.

Bizarre ? Cette innovation constitue le dernier avatar d'une polémique qui, depuis des décennies, déchire la société et le monde politique israéliens. Elle se résume en une formule : Qui est juif ? Ou, plutôt : Qui est un juif converti ?

Les orthodoxes ne reconnaissent que les conversions « selon la Halakha », la loi religieuse telle qu'ils l'entendent. Ils rejettent les conversions pratiquées par les rabbins réformés et conservateurs, pourtant majoritaires dans l'importante communauté juive américaine. Or, lundi 24 juillet, la Haute Cour de justice a stipulé que le ministre de l'intérieur doit enregistrer comme juifs, sur les cartes d'identité, une personne convertie par un rabbin réformé ou conservateur. D'où l'énervement de certains partis orthodoxes, qui menacent à présent de quitter la

coalition, ce qui n'est pas le cas du parti Shas. Un des représentants au gouvernement, le ministre de l'intérieur Arye Dori a en effet imaginé cette solution « technique », qui nie toute valeur aux inscriptions « religion » et « nationalité » figurant sur le document.

(Interim.)



VIENT DE PARAITRE : Perspectives économiques de l'OCDE N° 45. Prévisions concernant l'évolution de la production, de l'emploi, des prix et des balances des paiements courants au cours des deux années à venir dans les 24 pays Membres. Ce numéro contient un résumé des statistiques et prévisions concernant les comptes extérieurs des pays de l'OCDE et des pays en développement non producteurs de pétrole. (12 89 45 2) F100

Abonnement (N° 45 - Juin et N° 46 - Décembre 1989) : F160

Economies en transition : l'ajustement structurel dans les pays de l'OCDE. L'étude porte sur quatre domaines : les marchés du travail, les marchés financiers, l'ajustement industriel et le secteur public. (11 89 01 2) F160

Les mécanismes de la création d'emplois : l'exemple américain. La réussite en matière de création d'emplois aux Etats-Unis s'explique par un équilibre d'initiatives, un véritable esprit d'entreprise, la propension des acteurs publics et privés à être partenaires du développement, et par des interventions actives des états, des villes, des universités, des employeurs et des communautés locales. Cet ouvrage décrit et analyse ces dynamiques locales de création d'entreprises et d'emplois. (04 88 01 2) F120

L'impôt sur la consommation. Analyse les principaux facteurs que les gouvernements doivent prendre en compte lorsqu'ils modifient les impôts sur les biens et les services. Dessine un tableau unique en son genre du fonctionnement ainsi que de l'évolution des régimes d'imposition en vigueur dans les pays de l'OCDE au cours des vingt dernières années. (23 88 09 2) F170

L'action des pouvoirs publics et la diffusion de la micro-électronique. (70 88 04 2) F125

Les transferts de fonds électroniques : les cartes de paiement et le consommateur. (24 88 04 2) F80

Instruments économiques pour la protection de l'environnement. (97 88 04 2) F110

L'évaluation monétaire des avantages des politiques de l'environnement. (97 88 07 2) F95

Le recyclage des excédents japonais vers les pays en développement, par l'entremise d'Ozawa. (41 88 05 2) F90

Politiques financières et développement, par Jacques J. Polak. (41 89 01 2) F140

Catalogue des publications de l'OCDE 1989 : gratuit

On peut se procurer ces ouvrages, soit à la : Librairie de l'OCDE, 33 rue Octave-Feytaud, 75016 Paris (tél. 45.24.81.67 ou 45.24.81.81), soit par correspondance en joignant à cette annonce votre règlement (chèque ou mandat ; frais de port gratuits par poste ordinaire) à envoyer à :

OCDE  
ORGANISATION DE COOPÉRATION  
ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES  
Service des Publications  
2 rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16



## Asie

JAPON : fort de son succès

## Le Parti socialiste tente d'unifier l'opposition non communiste

TOKYO  
de notre correspondant

Les élections sénatoriales du 23 juillet ont permis au Parti socialiste japonais (PSJ) de regagner la Chambre haute une force qu'il n'avait plus eue depuis 1956. Vainqueur des conservateurs, il l'est aussi des autres partis d'opposition, qui ont perdu quelques sièges, à l'exception de Rengo no Kai, la formation représentant la nouvelle confédération syndicale du secteur privé. Le PSJ se trouve donc investi, par le mandat populaire et sa place au sein de l'opposition, de la mission de transformer un succès, en grande partie personnel, de sa présidente, Mme Doi, en une victoire politique.

En dépit de sa nouvelle popularité, il ne dispose pas à lui seul de la majorité à la Chambre haute, encore moins à la Diète. La question est donc de savoir s'il sera en mesure d'assumer le rôle de cheville ouvrière d'une coalition des forces d'opposition non communistes capables d'assurer l'alternance.

Socialistes, bouddhistes du Komeito, sociaux-démocrates et membres du petit parti Shinanren (Union social-démocrate) ne présentent un front unifié que dans leur opposition au camp conservateur et leur ostracisme à l'égard du Parti communiste japonais (PCJ). Unis pour dénoncer la corruption des libéraux-démocrates, compromis dans le scandale Rōkū — bien que certains de leurs propres membres ne fassent pas preuve de plus de délicatesse — et pour critiquer la TVA, ils ont encore beaucoup de chemin à parcourir avant de parvenir à un programme commun sur des

questions aussi importantes que les relations avec les États-Unis, le rôle des forces d'auto-défense (armées) et l'énergie nucléaire.

Il reste également à voir comment ils comptent réformer le système fiscal et remédier au déficit du budget, s'ils réussissent à faire supprimer la TVA. Le PSJ et le Komeito ont préparé des projets de loi abolissant la taxe à la consommation, mais les sociaux-démocrates font valoir que ce test doit prévoir aussi les moyens de remédier à la diminution des recettes de l'État qu'entraînera une telle décision.

Un traité « réaliste »

Le recul du Komeito et du PSJ, et la perspective d'une éventuelle

alliance avec le PLD, c'est-à-dire d'une participation au pouvoir, si le camp conservateur cherchait des appuis dans l'opposition, conduisent ces deux derniers partis à tenir la dragée haute aux socialistes en leur demandant d'être plus réalistes dans leurs propositions.

Les quatre partis d'opposition avaient essayé de mettre sur pied, en avril dernier à Kyoto, les bases d'un gouvernement de coalition. Le Komeito et le PSJ appelaient déjà les socialistes à se garder d'une rigidité excessive en ce qui concerne la question des forces d'auto-défense, le PSJ étant favorable à la non-alignement, à la limitation des dépenses militaires et à la révision du traité de sécurité avec les États-Unis afin de le transformer en un accord d'amitié excluant toute

implication militaire. Le Komeito et le PSJ estiment au contraire que le traité de sécurité est « réaliste » et « indispensable à la sécurité du Japon ».

Une nouvelle force qui pourrait contribuer à accélérer le processus d'unification de l'opposition non communiste, est apparue sur la scène politique avec l'élection de onze membres de la Rengo no Kai. Appuyés par les quatre partis d'opposition, Rengo no Kai, forte de ses 5,5 millions de membres, entend jouer un rôle charnière dans la constitution d'une coalition des forces progressistes.

Les efforts d'unification de l'opposition non communiste et l'euphorie de la victoire « historique » des socialistes ne doivent pas faire oublier que, si le PLD a perdu les élections, il n'a pas perdu le pouvoir. Il conserve une solide majorité à la Diète, mais les nouveaux rapports de forces à la Chambre haute limitent sa marge de manœuvre : un projet de loi rejeté par le Sénat et renvoyé devant la Chambre basse doit obtenir un vote favorable des deux tiers des membres de celle-ci pour être adopté.

En ce qui concerne la nomination d'un premier ministre, le PLD conserve l'initiative, même si M. Doi exige que celui-ci laisse la place à l'opposition. Les négociations ont commencé, mardi 25 juillet, au sein du PLD pour désigner le successeur de M. Uno, qui ne sera resté à la tête du gouvernement que cinquante-quatre jours — le mandat le plus bref dans l'histoire moderne du Japon.

PHILIPPE PONS.

CAMBODGE : avant la conférence internationale de Paris

## Passe d'armes entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a accueilli, lundi 24 juillet au château de La Celle-Saint-Cloud, les frères ennemis cambodgiens, le prince Sihanouk, chef de la coalition de la résistance, et M. Hun Sen, premier ministre du régime de Phnom-Penh (nos dernières éditions du 25 juillet). Les deux hommes, qui négocient depuis décembre 1987, ne sont pas parvenus lors de cette rencontre à faire progresser la négociation à faire suite à la conférence internationale qui s'ouvrira le 30 juillet à Paris. Cette vision est pessimiste, répliquait un proche du prince, selon lequel le fait que les deux hommes se retrouvent à nouveau mardi autour d'une table ronde avec les autres chefs de la résistance, le nationaliste Son Sann et le Khmer rouge Khieu Samphan, « était déjà quelque chose ».

Le prince et son jeune rival se sont livrés à une petite guerre de confidences de presse. Au moment même où M. Hun Sen paraissait devant les journalistes, le prince a donné à l'improviste sa version de la rencontre : « On ne s'est pas vu, mais sur la cuisine : Hun Sen a apprécié le menu composé par moi [...]. Les conversations étaient pleines d'humour [...]. Je ne boude pas la conférence, mais à quel point participer à des discussions stériles ? » Il compte sur la « sagesse du président Mitterrand et de M. Dumas », et sur la conférence pour faire progresser les choses.

« Pas vrai », répliquait M. Hun Sen, la voix dure et sans la moindre courtoisie pour son aîné : « On ne peut pas éviter le pluralisme s'il y a une solution politique. » Il s'est refusé à tout compromis sur les

Khmers rouges, dont la participation à un accord demeure la pomme de discorde. Il a fait porter la responsabilité du blocage au prince, qui a fait « un pas en avant puis deux en arrière », et fustigé la partialité des Nations unies... Ce qui ne l'a pas empêché de parler de l'« ambiance d'étroite amitié » de la rencontre qui vient de s'achever.

Le « prince papa » et le « camarade » premier ministre ont discuté concrètement d'un projet de cessez-le-feu apporté de Phnom-Penh par ce dernier, de projets constitutionnels et de la répartition des membres de la commission internationale chargée de superviser le retrait vietnamien, « deux neutres, deux socialistes et deux capitalistes », a dit M. Hun Sen. Il a agité la menace d'une solution partielle si une solution globale n'était pas trouvée avant ce retrait, le 29 septembre, et estimé que la conférence internationale n'avait pas vocation à discuter des problèmes intérieurs khmers. Un point de vue partagé par Hanou.

Il était prévisible que plus de dix années de guerre et d'invectives ne s'achèveraient pas en une seule matinée. Avant d'aborder mardi les choses sérieuses, les deux hommes, comme deux coqs de combat, semblent être montés sur leurs ergots pour impressionner l'adversaire. Mais les propos de leur entourage ont modéré l'impression d'enlèvement qui se dégageait de cette première journée. D'autant que les autres participants à la conférence internationale sont, pour leur part, désireux d'en finir. Pékin n'a-t-il pas envoyé récemment, déguisés en touristes, des émissaires à Phnom-Penh ?

PATRICE DE BEER.

## Le résultat définitif des sénatoriales

Les élections du 23 juillet pour le renouvellement de la moitié des membres de la Chambre Haute portaient sur 126 sièges sur un total de 252.

Partis	Nombre de sièges obtenus	Total
PLD	36 (73)*	109 (142)
PSJ	46 (23)	67 (42)
Komeito	10 (11)	21 (22)
PCJ	5 (9)	14 (37)
PSD	3 (5)	8 (11)
Rengo	11 (1)	12 (1)
Non-inscrits	10 (3)	13 (4)
Petits partis	5 (4)	8 (10)
Sièges vacants		1
TOTAL	126	252 (252)

(\*) Les chiffres entre parenthèses de la première colonne indiquent le nombre des sièges non soumis au renouvellement, et ceux de la deuxième le total des sièges avant les élections du 23 juillet.

## AFGHANISTAN

## Le commandant Massoud accuse les fondamentalistes de préparer une campagne de terrorisme

Il y a une quinzaine de jours, des commandants de la résistance tombaient dans une embuscade et étaient froidement tués par un groupe de moudjahidines appartenant au mouvement le plus extrémiste du fondamentalisme musulman Gulbuddin Hekmatyar, le Hezb-i-Islami (le Mouvement islamique) (le Mouvement islamique) (le Mouvement islamique). Le commandant Massoud, un des commandants de l'intérieur les plus populaires et membre du parti rival du Jamiat-i-Islami, voit dans cette action, qui s'ajoute à une série d'assassinats attribués au Hezb, le signe inquiétant d'une nouvelle stratégie terroriste visant les autres mouvements de la résistance.

Selon des résistants récemment sortis d'Afghanistan, le commandant Massoud, qui coordonne déjà la résistance dans une dizaine de provinces du Nord, était en train d'organiser une série de réunions et de contacts avec différents dirigeants de la résistance dans le reste du pays en vue de former un organisme militaire à l'échelon national

quand plusieurs participants ont été assassinés sur le chemin du retour, en pleine connaissance de M. Gulbuddin. Le commandant Massoud affirme que ce dernier, longtemps financé par les États-Unis, bénéficie désormais d'une aide matérielle de la Libye, qui se serait également concrétisée par l'envoi de mercenaires sur place, certains issus de « réseaux wahabites ». Ceux-ci mettraient, selon lui, au point une stratégie terroriste s'apparentant à celle des Palestiniens d'Abou Nidal permettant au Hezb, affaibli, de défermer ses rivaux.

Selon ces mêmes sources, le commandant Massoud et d'autres dirigeants, marqués par l'image désastreuse donnée de la faiblesse et des échecs de la résistance après son départ devant Jalalabad, envisagent de se doter d'un programme politique et éventuellement d'un gouvernement provisoire. En attendant, il a demandé aux chefs de Peshawar de sanctionner les auteurs de ce guet-apens.

## MONTAGNES &amp; DÉSERTS

SAHARA, TIBET, MAROC, YÉMEN, CRÉE, KENYA, ARCTIQUE  
VOYAGES A PIED  
EXPÉDITIONS  
NOMADE  
50 av. des Terres - 75017 Paris - Tél. 43.42.45.45

Juillet formidable chez NEUBAUER



Prix spéciaux sur les derniers modèles 89 en livraison immédiate !

205 GTI, 205 automatique, 405 Mi16, 309 Diesel.

NEUBAUER PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34  
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

## Amériques

ÉTATS-UNIS : incertitudes pour deux dirigeants noirs

## Washington, piège ou tremplin ?

NEW-YORK  
de notre envoyée spéciale

Un pas en arrière, deux pas en avant : la valse-hésitation du maire de Washington, M. Marion Barry, et de son vieux ami de trente ans, le révérend Jesse Jackson, s'accroît. Qui cédera la place à l'autre pour briguer le poste de la capitale fédérale en 1997 ? En attendant, contre toute attente, le 14 juillet, son intention de solliciter un quatrième mandat, M. Barry semble avoir pris l'offensive. A moins qu'il n'ait voulu tout simplement couper l'herbe sous les pieds de Jesse Jackson.

Car le maire est au plus bas de sa popularité. Il doit répondre à la fois de ses fréquentations douteuses (on l'a vu rendre visite, dans un motel de la ville, à un de ses amis impliqués dans un trafic de drogue) et de l'image désastreuse de Washington, devenue — avec un record de trois cent soixante-douze victimes d'assassinat en 1988 — la « capitale du crime ». Depuis des mois, ses plus proches collaborateurs ne cachent pas qu'il cherche désespérément une porte de sortie, y compris dans le secteur privé. Faut-il de l'avoir trouvée, et agacé visiblement de la publicité faite autour de la « non-candidature » de son ami Jackson, M. Barry cherche-t-il à gagner du temps, en ménageant ses

arrière, qu'il se rétracte par la suite ?

Pourtant, si M. Barry se représente, il n'aura pas la partie facile. Les milieux financiers, qui ont épaulé sa précédente candidature, hésitent. Plus symptomatique : il n'a encore pu convaincre aucun homme d'affaires d'envergure de veiller aux finances de sa future campagne. Enfin, certains de ses anciens lieutenants ont fait défection, dont Ivanhoe Donaldson, l'un de ses plus proches conseillers, qui se propose aujourd'hui « de faire du volontariat pour Jackson ». La seule possibilité pour M. Barry — qui conserve malgré tout une kyrielle de candidats plus « légers », qui fractionneraient le vote. Pour l'instant, il y en a déjà trois en lice, mais, pour que le candidat réussisse, il faudrait que M. Jackson s'abstienne.

Or, que veut « Jesse » ? A l'évidence, le franc-tireur de la politique américaine n'a pas renoncé, lui, à briguer pour la troisième fois le mandat présidentiel. Mais sans doute pas avant 1996. Trois échecs successifs — s'il se présentait en 1992, seraient trop lourds à porter. Et puis, surtout, M. Jackson a beaucoup à se faire pardonner. A commencer par son jeu solitaire parmi les autres dirigeants noirs. Mais les querelles familiales se sont apaisées : comment la communauté noire pourrait-elle éternellement rejeter pareil tribun, qui dialogue avec M. Arafat, est reçu par M. Bush et se permet de donner son avis à M. Gorbatchev ?

La médaille Spingarn

Le 13 juillet, la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP), qui avait refusé de soutenir exclusivement M. Jackson lors de ses deux campagnes présidentielles, lui a décerné sa plus haute récompense : la médaille Spingarn (du nom d'un des fondateurs du mouvement). Quelques jours auparavant — et ce n'était pas une mince affaire — M. Jackson se réconciliait également avec M. Coretta King, la veuve de Martin Luther King, qui ne lui avait jamais pardonné, lors de l'assassinat de son mari en avril 1968, de s'être rû devant les caméras de télévision en prétendant que le leader noir était mort dans ses bras. A présent, l'inimitable Coretta, en désignant le révérend, parle de « l'héritier spirituel de mon mari ».

Reste le plus difficile : se faire admettre de ce Parti démocrate au courant majoritaire et éloigné des idées généreuses, mais souvent irrés-

listes, du pasteur noir. En effet, M. Jackson a prouvé qu'il était incapable d'obéir à une discipline de parti. L'élection municipale de Chicago, en mars dernier, en est l'exemple frappant : Jesse Jackson a soutenu, contre le candidat du Parti démocrate, Richard Daley Junior, un de ses amis noirs, indépendant, Timothy Evans, au risque d'aggraver un climat de tension raciale sous-jacent. Ce qui lui a valu des mots de la part d'un autre de ses meilleurs amis, Ron Brown, le premier Noir à être président du Parti démocrate.

« Jesse » est-il capable d'œuvrer pour l'unité de ce parti ou risque-t-il de le diviser, selon un clivage racial que beaucoup redoutent ? Le verdict des chiffres est sans appel : la « coalition arc-en-ciel » est toujours restée à dominante noire. Ne serait-ce qu'à Chicago, par exemple, sa patrie d'élection, où il a gagné 90 % du vote noir, lors des primaires présidentielles, mais seulement 8 % du vote blanc... Il va de soi, pourtant, qu'extériorer une fonction électorale — ce qu'il n'a jamais fait — stabiliserait en quelque sorte Jesse Jackson.

Et, à cet égard, Washington, avec ses problèmes de drogue et de criminalité, semble a priori le meilleur terrain d'essai pour quelqu'un qui a

fait toute sa carrière avec des slogans tels que « Hope, not dope » (l'espoir, pas la drogue) et « Be somebody » (sois quelqu'un). De plus, l'image de marque du révérend est à son zénith dans la capitale fédérale (peuplée à 70 % de Noirs) où il avait remporté, au printemps 1988, les primaires présidentielles démocrates, avec une marge de 4 contre 1.

A moins que ce soit le piège idéal pour en finir avec Jesse Jackson : quel charisme, aussi vibrant soit-il, résisterait au casse-tête quotidien d'une municipalité ingérable de cinquante mille employés, au budget de 4 milliards de dollars ? Pour l'instant, pris au piège de ses propres promesses — « Je ne me présenterai pas contre Marion Barry » — Jesse Jackson fait le gros dos. Ce qui ne l'a pas empêché de prévoir le démantèlement du mouvement qui lui sert de soutien depuis dix-huit ans : le mouvement PUSH (People united to save humanity). Depuis 1985, il possède une propriété dans Ledroit Park, qui est en train de faire aménager. Ce n'est sans doute pas un hasard non plus, car pour se présenter à l'élection en 1990, il se doit de devenir un Washingtonien avant le mois de novembre prochain.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

## SURINAM

## Accord de paix entre le gouvernement et la guérilla

Le gouvernement surinamien est parvenu à signer un accord de paix avec les rebelles du Jungle Commando, dirigés par Ronnie Brunswijk. Cet accord met fin à trois ans de guerre et ouvre la voie du retour pour les milliers de réfugiés qui avaient fui les combats et se trouvent encore en Guyane française. Le texte, qui prévoit, outre l'amnistie des rebelles, leur réintégration dans la police, doit encore être approuvé par le Parlement. Seul le parti de l'ancien chef de la junte militaire, au pouvoir jusqu'en 1987, s'oppose à l'accord.

L'accord de 7 juin, convenu le 7 juin dernier sous l'égide de la France, semble cependant avoir déclenché un processus irréversible. Il a aussi permis de faire aboutir la négociation difficile entre les Pays-Bas et le Surinam.

Après plus d'un an de pourparlers, en effet, les gouvernements néerlandais et surinamien ont conclu un accord de principe sur la reprise de l'aide financière au développe-

ment du Surinam, l'ancienne Guyane hollandaise. Les autorités de Paramaribo peuvent ainsi compter sur le versement, au cours des huit prochaines années, de 1,6 milliard de florins (environ 5 milliards de francs) en provenance des Pays-Bas.

Cette somme constitue le solde du montant de l'aide promise au Surinam (2,7 milliards de florins) lors de son accession à l'indépendance en 1975. Les crédits avaient cessé d'être versés par La Haye après un coup de force sanglant du colonel Desi Bouterse le 8 décembre 1982. L'accord du 12 juillet achève la normalisation avec les Pays-Bas. Sept années d'instabilité politique avaient mis le pays au bord de la ruine ; des élections démocratiques ont eu lieu en janvier 1988.

Une des principales conditions mises par La Haye à la réactivation des flux financiers avec le Surinam était l'élaboration d'un plan d'investissement économique accepté par Paramaribo.

## Un dossier

## La double épreuve

Après le premier tour des élections, les candidats se sont retrouvés à la barre de la double épreuve. Les candidats à la présidence de la République ont dû affronter une seconde épreuve, celle de la confiance populaire. Les candidats à la présidence de la République ont dû affronter une seconde épreuve, celle de la confiance populaire.

Les candidats à la présidence de la République ont dû affronter une seconde épreuve, celle de la confiance populaire. Les candidats à la présidence de la République ont dû affronter une seconde épreuve, celle de la confiance populaire.

Les candidats à la présidence de la République ont dû affronter une seconde épreuve, celle de la confiance populaire. Les candidats à la présidence de la République ont dû affronter une seconde épreuve, celle de la confiance populaire.

Les candidats à la présidence de la République ont dû affronter une seconde épreuve, celle de la confiance populaire. Les candidats à la présidence de la République ont dû affronter une seconde épreuve, celle de la confiance populaire.

Les candidats à la présidence de la République ont dû affronter une seconde épreuve, celle de la confiance populaire. Les candidats à la présidence de la République ont dû affronter une seconde épreuve, celle de la confiance populaire.

Les candidats à la présidence de la République ont dû affronter une seconde épreuve, celle de la confiance populaire. Les candidats à la présidence de la République ont dû affronter une seconde épreuve, celle de la confiance populaire.

Les candidats à la présidence de la République ont dû affronter une seconde épreuve, celle de la confiance populaire. Les candidats à la présidence de la République ont dû affronter une seconde épreuve, celle de la confiance populaire.

مكتبة النجف







# Politique

Radioscopie de l'Assemblée nationale et du Sénat

## Plaidoyers pour le Parlement

### PROPOS ET DÉBATS

M. Borloo

#### L'ambiguïté du CDS

M. Jean-Pierre Borloo, qui était deuxième sur la liste européenne de M. Veil, mais qui siège à Strasbourg parmi les « non-inscrits », assure dans le *Figaro* du 25 juillet qu'il y a eu de la part du CDS pendant la campagne électorale « une volonté explicite, organisée et appuyée de freinage » de la liste Veil, précisant : « La campagne a été menée par des noyaux durs, militants et politiques. En fait le petit monde politique centriste n'a pas eu envie de sortir de son système parce qu'il a un fonds de commerce à gérer. (...) Le PS a rigoureusement le même problème. (...) Il y a une grande ambiguïté dans le positionnement du CDS et de son leader. Un autre choix devra être fait : la gestion du risque. On ne gagne pas sans risque. Je ne suis pas si sûr que dans la culture du centre. »

M. Devedjian

#### Inconditionnalité

M. Patrick Devedjian, maire d'Antony et député RPR des Hauts-de-Seine, explique dans *Valeurs actuelles* du 24 juillet, que l'élargissement de la saisine du Conseil constitutionnel contient le risque d'engendrer le Conseil et d'allonger les procédures. Cette réforme lui semble impossible par la voie parlementaire, en raison des positions inconditionnelles, de la majorité et de l'opposition, qu'il déplore en disant : « Cette inconditionnalité est le plus sûr moyen de retarder son rôle au Parlement, de la faire déserter par ses membres et de lui ôter encore davantage de crédibilité aux yeux de l'opinion. »

Enfin, il se prononce pour un président du Conseil constitutionnel qui ne soit pas nommé par le président de la République, pour qu'il soit « beaucoup plus libre et indépendant à son égard ».

A la suite de l'enquête consacrée à l'état de santé du Parlement (*Le Monde* des 11, 12, 13, 14 et 15 juillet), nous avons reçu un abondant courrier. Nous publions aujourd'hui les lettres de deux parlementaires — un député RPR et un sénateur socialiste — qui prennent la défense de l'institution parlementaire en proposant des voies d'amélioration du travail des députés et des sénateurs et qui militent pour une meilleure connaissance de ce qui se passe dans les deux Chambres.

### POINTS DE VUE

#### Deux causes de l'absentéisme

par Franck Sérusclat

sénateur PS du Rhône, maire de Saint-Fons

« L'ABSENTÉISME, à l'Assemblée nationale et au Sénat, est le signe le plus visible du malaise » (*Le Monde* du 12 juillet), vécus par ces Assemblées par les parlementaires. Cinq longs articles en développent les causes, proposent des thérapies, rappellent des souvenirs. Je me permets d'en évoquer deux ; elles me paraissent plus déterminantes que d'autres et il ne me semble pas qu'elles aient été autrement esquissées par ces articles. La première est le comportement des médias, de la presse écrite en premier lieu ; le souvenir des grands débats lus dans la presse de notre époque dans les journaux d'aujourd'hui, ceux du Sénat notamment, de relater les débats d'aujourd'hui. A priori, semble-t-il, les sénateurs ne sauraient rien dire de nouveau ou tout au moins rien que l'Assemblée nationale n'a dit ou ne dira. L'effet le plus évident d'un tel comportement est de ne point stimuler les parlementaires à prendre la parole ; au mieux ils auront leur nom et deux lignes extraites au hasard de leur intervention dans une colonne d'un compte rendu d'une partie des débats à moins qu'ils ne soient pré-

sent de commission, rapporteur ou déjà ténor pour d'autres raisons ; le sénateur lambda est vite désemparé ; il n'a plus envie de faire effort ; vite il considère que ses interventions sont sans intérêt puisque sans écho. C'est ainsi que, sans le vouloir peut-être et sans en mesurer l'impact, la presse joue un rôle démotivant ; votre journal reste, par le nombre de lignes, celui qui consacre le plus de place aux activités sénatoriales en particulier.

La deuxième cause est la quasi-impossibilité d'obtenir d'un gouvernement, de droite comme de gauche, le verbe en débat de propositions de loi d'origine parlementaire. Un texte d'initiative parlementaire est un « événement... ou un hochet ». Les parlementaires sont consignés dans la discussion de textes issus de rapports du Conseil d'Etat ou d'un chargé de mission, rapports médiatisés avant de devenir projets de loi. C'est, dit-on, manière d'inventer une nouvelle façon d'écrire la loi en projetant dans les suggestions au gouvernement dans la société civile, directement, par-dessus les parlementaires. Un projet tout ficelé leur est ensuite proposé. Vaut-il encore la peine de le discuter ? N'est-ce pas devenu simplement un rite pour le gouvernement, rite dont les bornes enverraient très étroitement les temps des débats et où chacun finit par déposer seulement de quelques minutes pour développer son opinion ? Absence d'initiative parlementaire entraîne absence de motivation pour ceux qui auraient envie de déposer des textes ; absence d'effet journalistique entraîne absence de stimulation, de vanité ou d'amour-propre. Comment dans ces circonstances n'y aurait-il pas absentéisme ? Peut-être en faisant l'inverse dans ces deux domaines où les parlementaires ne sont pas seuls en critique.

D'une société démocratique nous glissons ensemble vers une société gouvernée par les comités de sages sans dépendance envers les électeurs, le gouvernement lui-même devient le relais politique de technocrates qui, compétents sans doute, ne sont pas non plus les représentants élus de la nation.

MM. Bruno Bourg-Broc (RPR) et Franck Sérusclat (PS) se prononcent tous les deux pour une inscription plus systématique de propositions de loi (origine parlementaire) à l'ordre du jour des travaux du Parlement. Députés et sénateurs pourraient y trouver un stimulant ressort à leur participation. Tous deux mettent en avant l'imperfection — pour ne pas dire plus — de la répartition du travail parlementaire par les médias, la gestation télévisuelle l'emportant trop souvent sur les débats de qualité.

par Bruno Bourg-Broc

député RPR de la Marne

#### Ne tirez pas trop sur les pianistes !

L'ENQUÊTE récente du *Monde* et davantage encore le sondage qui illustre nous interpellent en nous frappant à l'estomac. A quoi servons-nous donc ? L'image des députés se dégrade lentement mais sûrement. A qui la faute ? aux médias ? aux institutions ? à nous-mêmes ? L'insuffisante information du citoyen quant au rôle et au travail de ses élus est une évidence. L'instruction civique — les maîtres en savent-ils bien davantage ? — une meilleure « couverture » de presse, pourraient assurément contribuer à mieux faire connaître l'institution parlementaire mais le handicap est en l'occurrence très lourd car pour combien de nos citoyens le débat parlementaire ne se résume-t-il qu'à des gesticulations télévisuelles du mercredi ?

Qui sait que durant six mois de l'année nous siégeons quatre ou cinq jours par semaine, parfois même six ou sept en trois séances journalières et nocturnes ? Un jeune avocat m'interroge un jour en plein mois de novembre — je suppose qu'il avait quand même étudié le droit constitutionnel — pour savoir si, nous étions dans le train, j'allais à la Chambre car, à son avis, on ne siégeait pas « en ce moment ». Un industriel, plus récemment, expliquait devant moi que l'affluence du mercredi après-midi était probablement due au fait que nombreux étaient les enseignants parmi les députés et que naturellement l'après-midi du mercredi ils pouvaient aller siéger... Et quand j'expliquai, au même, qu'un député, fût-il de base, était à la tête d'une petite équipe, d'assistants et de secrétaires, qui travaillaient pour son patron douze mois sur douze, il en fut sincèrement étonné. Que la fonction occupe un homme — ou une femme — à plein temps était pour lui motif de déconvenue.

Que faire pour remonter ce handicap ? Expliquer, montrer, faire visiter. C'est ce que nous essayons de faire en faisant des groupes et en particulier des journées à visiter le Palais-Bourbon, en allant dans des collèges, des lycées ou des facultés

parler de notre vie quotidienne, parler de notre travail et de notre fonction.

A cet égard, on ne peut que se réjouir de l'actualité politique menée par le président Fabius et son bureau qui consiste à ouvrir au maximum les portes de l'Assemblée nationale.

Il est vrai que l'institution parlementaire souffre réellement et que la vague à l'âme, des plus anciens en particulier, n'est pas une invention journalistique.

A quel bon travailler des jours et des nuits durant quand une seule petite phrase heureusement formulée — et souvent alors peu importe le fond — assure à son auteur une reprise médiatique qui vaut dix permanences, cinquante questions écrites et vingt interventions ?

Mais notre rôle n'est pas seulement de parler pas plus que de jouer, même si c'est une nécessité et aussi une source de satisfactions, à l'assemblée sociale. Il est de légiférer : cela se fait dans le calme. Il est de contrôler le gouvernement : cela se fait dans la constance.

Cela n'est pas toujours le cas, et la situation actuelle entraîne la désertion des bancs. Non pour aller jouer aux boules ou au golf. Mais pour aller dans la circonscription où les moins exigeants des électeurs à la fois réclament votre présence à la kermesse, à leur assemblée générale, à leur réunion « extraordinaire » (pour eux), à leur banquet annuel et veulent des banquets garnis lorsqu'ils allument leur téléviseur pour regarder le spectacle du Palais-Bourbon. Mais aussi pour aller siéger au conseil général, au conseil régional ou à la mairie où au moins les choses avancent concrètement.

#### « On peut être honnête et faire de la politique... »

Que faire ? D'abord, en ces temps où sous des noms divers — on parle beaucoup de participation, faire participer les parlementaires. Le gouvernement est maître de l'ordre du jour. Pourquoi ne pas imposer un quota, en nombre ou en temps, pour discuter des propositions de loi émanant des élus ?

Il en est des centaines, réservoirs de bonnes idées et de solutions simples parfois, qui ne sont jamais discutées.

Le gouvernement, quel qu'il soit, avance ses projets et fait fi des propositions sauf, et encore, si les auteurs en sont illustres.

Pourquoi ne pas imposer un quorum pour le travail en commission comme pour le travail en Assemblée plénière ?

Pourquoi ne pas appliquer plus strictement un règlement qui ne permettrait ni aux commissions, ni aux groupes d'étude, ni aux groupes d'amitié (qui font souvent un travail réel, profond mais méconnu) de se réunir en même temps que siège l'Assemblée plénière ? Pourquoi ne pas rendre réellement obligatoires certaines présences ? Peut-être alors l'opinion publique comprendrait-elle mieux qu'un député est d'abord élu pour aller siéger à l'Assemblée nationale et « récompenserait » — elle mieux ceux qui travaillent, ce pour quoi ils ont d'abord été désignés ?

Car chacun sait dans nos rangs — l'exemple de 1978 fut flagrant à cet égard — qu'on peut être parmi les plus travailleurs et les plus assidus et n'être pas réélu, tandis qu'à l'inverse l'absence du Palais-Bourbon, si elle est compensée par la notoriété, de solides moyens financiers et une bonne campagne électorale, n'est pas un handicap, loin de là.

Nous devons enfin nous demander si d'autres raisons plus profondes et plus affectives ne sont pas à l'origine de la dégradation de notre image et de notre fonction.

En premier lieu, à cause de quelques affaires malheureuses, trop de personnes mettent en cause notre honnêteté.

Les parlementaires — et quand on dit parlementaires l'opinion publique traduit le plus souvent les députés — ne sont pas plus corrompus que les notaires, les agents immobiliers, les bouchers ou les fonctionnaires.

Il y a des notaires corrompus, il y a des fonctionnaires corrompus comme il y a sans doute des députés corrompus. Et si l'on considère que, comme le dit le bon sens populaire, l'occasion fait le larron, la proportion de corruption, active ou passive, par rapport aux occasions est de loin supérieure dans d'autres corps, s'il est vrai que les députés représentent un corps.

On peut être honnête et faire de la politique, et chacun sait que la politique normalement mène au conculc point à la richesse. Tout au plus mène-t-elle à un certain mode de vie qu'environ beaucoup, lorsqu'ils en voient tel ou tel aspect, mais dont peu de personnes de ma connaissance accepteraient à la fois les avantages — ils existent — mais aussi toutes les charges et les contraintes.

#### « Ne pas en avoir honte »

Et comment ne pas se sentir agressé, blessé par les critiques que nous recevons de la part de ceux qui, dans le secret de nos bureaux, viennent nous expliquer leurs fraudes fiscales, leurs manquements aux règles les plus diverses et qui n'admettent pas que nous fassions le diable de ce qu'ils s'apprêtent pour eux-mêmes et pour leurs proches.

Comment ne être scandalisé par les propos ou l'attitude de ceux qui condamnent en paroles tout ce qu'ils font en fait ? Comment ne pas être agacé par les propos ou l'attitude de ceux qui condamnent en paroles tout ce qu'ils font en fait ? Comment ne pas être agacé par les propos ou l'attitude de ceux qui condamnent en paroles tout ce qu'ils font en fait ?

Comment ne pas sourire quand nous entendons réclamer des lois plus dures et plus contraignantes et recevons les coups de téléphone — nombreux — de ceux qui ont été pris en excès de vitesse ou en excès d'alcoolémie ? C'était la première fois — invoque-t-on comme fréquente excuse. Une vérification amène à constater souvent que la première est la deuxième ou la troisième, voire la quatrième.

Nous voulons bien être accusés de tous les maux, mais, si la rigueur morale est un bon objectif en soi, pourquoi vouloir que les députés en aient le monopole ? En revanche, il faudrait que la règle commune s'applique aux parlementaires. L'opinion publique ne comprend pas qu'une parole de notre indémittible (et pas la totalité comme on le dit trop souvent) échappe à l'impôt. Cette disposition choque inutilement. On comprendrait mieux que nous soyons mieux payés en payant plus d'impôts. Il est malaisé de passer pour « privilégiés ».

Naturellement les porteurs de panache, les auteurs de belles ou de perfides salomondes ignorent ou veulent ignorer ce que des semaines de 80, 90 ou 100 heures, une tension permanente, une vie familiale dispersée, des voyages contraignants et la perpétuelle remise en cause (qui est aussi souvent remise en cause qu'un élu ?) signifient. Toute peine mérite salaire, dit-on communément. La mesure de cette peine s'applique aussi aux élus, et nous ne devons pas en avoir honte.

Nous devons expliquer certes, et toute action politique, toute action publique suppose la pédagogie. Nous ne devons pas être culpabilisés pour autant. Ils sont plus nombreux qu'on ne croit et de tous bords politiques ceux qui, dans la discrétion souvent, assument pour les autres — même si, car pour être député on n'est pas moins homme, nous en tirons d'immenses satisfactions — une tâche exaltante. Pour notre pays aussi. Car que vaudrait la démocratie sans ses élus ? Ne tirez pas trop sur les pianistes. Ils sont nécessaires. D'autres, pas si loin de nos frontières, aimeraient bien être de vrais députés. A nous aussi d'être de vrais députés.

### PUBLICATION JUDICIAIRE

Cabinet de M<sup>re</sup> Jean-Marc VARAUT, avocat à la cour, 2, avenue Koche, 75008 PARIS

D'un jugement rendu par le TGI de Paris le 3 novembre 1988, 17<sup>e</sup> chambre, entre M<sup>me</sup> Françoise MASSONAUD divorcée RICHARD, maie de la commune de NOISY-LE-GRAND, demeurant 2, place de la Liberté à NOISY-LE-GRAND (S. St. D.) et HOSCHSHILLER André, dit André CARREL, directeur de la publication du journal *l'Humanité*, 5, rue de la République, 75001 Paris, journaliste au journal *l'Humanité* et la Société nouvelle du journal *l'Humanité*, dont le siège est 5, rue de la République-Poissonnière, à Paris-9<sup>e</sup>, civilement représentée par M. J. BORKEER, avocat, d'avis fait par lui, le 9 octobre 1987, un article de M. Gilles SMADIA intitulé « le maire RPR de Noisy-le-Grand débauche » et un sous-titre « bête, méchante et nulle » et la première phrase de celui-ci, « depuis qu'elle a installé son poste dans le fauteuil du maire de Noisy-le-Grand... », Françoise MASSONAUD soutient que les qualificatifs sous-jacents des expressions outrageantes, des termes de mépris, ou des injures, selon la loi du 29 juillet 1881 (article 29/alinéa 2), ceci étant de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la dignité de la personne à laquelle elle s'adresse... « Le tribunal a jugé que les qualificatifs « bête, méchante et nulle » du sous-titre de l'article, mis en valeur par une impression en caractères gras plus importants que le titre même de l'article, constituent des expressions outrageantes, des termes de mépris ou des injures, au sens de l'article 29/alinéa 2 de la loi du 29 juillet 1881 ; que le fait d'insérer que Françoise Massonaud avait « installé son poste » dans le fauteuil du maire de Noisy-le-Grand constitue aussi un outrage au sens du texte susvisé, une telle expression étant de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la dignité de la personne à laquelle elle s'adresse ; attendu que ces injures qui visent Françoise Massonaud en sa qualité de maire, outrepassent les droits de la libre critique et même de la polémique, et justifient la demande de dommages-intérêts de la plaignante dans la mesure précisée au dispositif ».

En conséquence, le tribunal condamne solidairement André HOSCHSHILLER, dit André CARREL, et Gilles SMADIA à payer à Françoise MASSONAUD la somme de 8000 F à titre de dommages-intérêts et la somme de 3000 F en vertu des dispositions de l'article 475-1 du code de procédure civile, et ordonne la publication du jugement dans 2 journaux au choix de la partie civile. Déclare la Société nouvelle du journal *l'Humanité* civilement responsable.

### MARRAKECH EN CONCORDE

10-12 nov. 1989

Documentation et inscription :

AIRCOM  
93, rue de Monceau  
75008 Paris  
TEL : 45-22-66-46  
Téléc : 64-37-80 F

## LE COFFRET DU BICENTENAIRE

Pour conserver votre collection du Monde de la Révolution française et la mettre en valeur dans votre bibliothèque.

En carton pelliculé, lavable.

40F Port inclus

Vous pouvez passer votre commande sur feuille libre ou en découpant le bon ci-dessous

LE COFFRET DU BICENTENAIRE

NOM \_\_\_\_\_ ADRESSE \_\_\_\_\_ LOCALITÉ \_\_\_\_\_ Nbre d'ex. \_\_\_\_\_

PRÉNOM \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_ X 40F =

Commande et règlement à adresser à :  
DIFFUSION N° 1 - LE MONDE  
BP 212  
CLÉON  
76410

مكتبة الناصر







# Société

## FAITS DIVERS

Retrouvée morte dans un parking de Saint-Denis

### Une fillette de cinq ans a été étranglée après avoir subi des violences

La petite Malienne âgée de cinq ans dont le corps avait été découvert lundi 24 juillet dans un parking de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) a été étranglée (nos dernières éditions du 25 juillet). Le corps d'Amelina Fumano était dissimulé sous un journal, un exemplaire du *Républicain lorrain* daté du 9 juin dont les feuilles avaient été séparées puis froissées. La balayeur qui a trouvé le corps dans le parking du centre commercial Carrefour avait d'abord découvert une chaussure puis des vêtements. Il semble que la petite fille ait été étranglée avec le balai de l'ensemble qu'elle portait.

La fillette était descendue jouer, dimanche 23 juillet vers 18 heures, avec des enfants de son âge sur le parvis du grand magasin. Des allées aménagées sous les immeubles environnants conduisant au centre commercial. De ces passages, les accès au parking souterrain sont nombreux. Fermés aux voitures pendant le week-end, le parking est facilement accessible aux piétons. Vers 20 heures les parents, qui étaient la naissance d'un hémion enfant avec des amis, ont commencé à chercher leur fille. Ils ont vainement parcouru le quartier avant de signaler sa disparition à la police à 23 h 30. Victime d'un malaise, le père de la petite fille, qui est éboueur, a été brièvement hospitalisé.

Les policiers de la brigade criminelle de Paris ont été chargés de l'enquête. Ils ont interrogé des camarades de jeux de la petite fille. Selon certains enfants, elle aurait été aperçue en compagnie d'un

inconnu. Les premiers examens ont établi qu'elle portait des ecchymoses au cou, cheville, et des traces de corps à la tête.

• La mort d'un enfant dans une école de vacances : des examens complémentaires. L'autopsie du corps d'Alexandre, le petit garçon retrouvé mort, samedi 22 juillet, sur une plage de Lège-Cap-Ferret, n'a pu indiquer avec certitude les causes du décès de l'enfant. Ces analyses ne peuvent « ni infirmer, ni confirmer l'hypothèse d'un meurtre » a souligné le parquet du tribunal de Bordeaux, qui a ouvert dimanche 23 juillet une information judiciaire pour homicide volontaire. De nouveaux examens de médecine légale ont été ordonnés par le juge d'instruction chargé de l'affaire, M<sup>re</sup> Nicole Besset, qui a assisté lundi 24 juillet à une reconstitution de la scène pendant laquelle Alexandre a disparu.

• Un enfant écorché par une porte de garage. Un enfant de neuf ans qui jouait avec une porte de garage basculante a été écorché par celle-ci, samedi 22 juillet, au Havre (Seine-Maritime). Rachid Ben Cheik est le troisième enfant tué de cette façon depuis 1987. Au cours de la discussion du projet de loi sur l'information et la protection du consommateur au printemps 1989, le Parlement a adopté un amendement subordonnant l'installation des portes automatiques de garage à des règles de sécurité précises et prévoyant la mise en conformité des portes déjà installées d'ici à 1991. La loi adoptée le 23 juin a été publiée le 29 juin au *Journal officiel*.

## Dans le sud-est de la France

### Démantèlement d'un réseau de trafic de drogue

Une vingtaine de personnes ont été interpellées par la police dans le sud-est de la France, notamment à Avignon (Vaucluse), Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône) et La Seyne (Var) lors d'une opération visant, lundi 24 juillet, au démantèlement d'un réseau de trafic de drogue. Au cours des perquisitions effectuées aux domiciles des personnes suspectées, les enquêteurs ont saisi 2 000 gélules d'Ecstasy, de la cocaïne et de l'héroïne. Plusieurs véhicules volés ont également été retrouvés.

En mai d'avril dernier, les enquêteurs de la brigade des stupéfiants d'Avignon avaient déjà découvert un réseau de trafic d'Ecstasy et saisi 2 000 autres gélules de cette amphetamine euphorisante, revenue sur le marché de la drogue de 300 F à 500 F pièce. Les identités des personnes interpellées n'ont pas, pour les besoins de l'enquête, été révélées.

### L'Ecstasy : un hallucinogène puissant

Pilule d'amour, paradis, extase. Devient ces deux noms se cache Ecstasy, drogue mortelle et hallucinogène puissant. Habituellement présentée dans des années 80 comme la pilule de l'amour fou, cette amphetamine synthétique dont le nom chimique est MDMA est à la fois relaxante, euphorisante et hallucinogène. Dès l'absorption, un intense resserrement musculaire se produit. L'anxiété diminue. Les barrières sociales s'effondrent tandis que les inhibitions personnelles s'effacent. Le désir

sexuel est augmenté. Mais Ecstasy qui passe quelques temps pour l'aphrodisiaque idéal, a surtout des effets hallucinogènes violents comparables, bien que plus modérés, à ceux du LSD.

Cette drogue qui, comme la cocaïne, reste moins utilisée en France que dans les pays anglosaxons, peut provoquer des lésions irréversibles de l'ensemble du système nerveux, d'autant plus dangereuses qu'elles apparaissent tardivement.

## Les orages en France

### Plusieurs personnes victimes de la foudre

Un adolescent de dix-sept ans a été hospitalisé, dans le comté, après avoir été frappé par la foudre, le 24 juillet à Ay-sur-Moselle (Moselle), près de Thionville. Pascal Galinero, D'Ay-sur-Moselle, circulait en cyclomoteur près d'un étang avec un ami lorsque l'un d'eux a été surpris par l'orage. Les deux adolescents se sont réfugiés sous un peuplier qui a été frappé par la foudre. Seul, Pascal Galinero a été touché, son camarade est indemne.

Le même jour, Michel Ligier (trente-huit ans), originaire d'Épernay (Marne), a été foudroyé sur un camping de Sijean (Aude) alors qu'il courait vers sa tente. La veille, dans le Lot, Fabienne Debréville (vingt-deux ans), de Sainte-Cécile (Manche), a été écorchée par un

arbre qui est tombé sur sa tente après avoir été foudroyé.

Le 22 juillet, déjà, un Marocain de quarante-sept ans était mort foudroyé à Metz après s'être réfugié sous un peuplier pour échapper à l'orage.

Rappelons qu'en cas d'orage il ne faut jamais ni se réfugier sous un arbre ni rester debout sur un terrain découvert. Tout « objet » dressé vers le ciel risque d'être, en effet, le point de départ d'un « précurseur », c'est-à-dire d'une onde d'ionisation qui part du sol à la rencontre d'un autre « précurseur » descendant du nuage d'orage. C'est la rencontre de ces deux « précurseurs » qui produit un formidable court-circuit, lequel déclenche du sol vers le nuage une onde de retour dont l'intensité peut atteindre 200 000 ampères et la vitesse 100 000 kilomètres à l'heure. L'air traversé par cette onde est brutalement surchauffé : on se démantèle, il produit une onde de choc qui engendre le roulement du tonnerre. Dans le même temps, atomes et molécules de l'air, très fortement excités, produisent une émission de lumière subite et très brillante : l'éclair.

Dès qu'un orage se déclenche, il faut essayer de se réfugier dans une maison, dans une voiture (qui fait cage de Faraday) ; il faut aussi s'éloigner des objets métalliques, tels piolet ou montagne ou bicyclette.

**100.000 LIVRES  
RARES EN STOCK  
5 CATALOGUES PAR AN**

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE  
43, rue de la Pompe 75116 PARIS

# Le Carnet du Monde

## Naissances

— M. Pierre-Edmond COLLAROS et M<sup>re</sup> née Françoise Sabourat, ont la joie d'annoncer la naissance de

**Alexandre,**  
le 21 juillet 1989.

— M. Jean-Philippe HUMIN et M<sup>re</sup> née Alice Lottin, Constantine et Fifi, sont heureux d'annoncer la naissance de

**Philippe, Eugénie, Marie, Victoire.**  
Paris le 19 juillet 1989.

106, rue de l'Université, 75007 Paris.

## Décès

— M<sup>re</sup> Stéphanie Bercault son époux, Sa famille, Ses amis, Les camarades des Forces armées françaises libres, Ainsi que tous les membres de la RAF, ont la douleur de faire part du décès de

**docteur Bernard BERCAULT,**  
médecin du groupe Lorrain, lieutenant-colonel du service santé-air, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance.

Les obsèques auront lieu le mardi 1<sup>er</sup> août, à 15 h 15, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

132, rue d'Avron, 75020 Paris.

— M<sup>re</sup> Jean-Philippe Desportes, son épouse, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Gilles Desportes, Rénée et Antoine, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Frédéric Desportes, Madeleine et Florence, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Jean-Eric Boiron, M<sup>re</sup> Adrien Desportes, M<sup>re</sup> Mélanie Desportes, ses enfants et petits-enfants, Et tous les amis, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jean-Philippe DESPORTES,**  
survécu le 10 juillet 1989, à Paris, à l'âge de cinquante-sept ans.

La messe des obsèques a été célébrée dans l'intimité, le 13 juillet, en l'église Saint-Germain-des-Près.

55, quai des Grands-Augustins, 75006 Paris.

— Le Club 18 juin-ANVRD engage tous ses membres présents à Paris à se joindre à la délégation prévue pour les obsèques de son membre d'honneur,

**M<sup>re</sup> Marie-Madeleine FOURCADE,**  
le mercredi 26 juillet, à 10 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides.

(Le Monde du 22 juillet.)

— M<sup>re</sup> Vincent Grima, Ses filles Martine, Barbara, Nathalie, ont la douleur de faire part du décès de leur époux et père,

**Vincent Philippe GRIMA,**  
sans-prefect de Prades, décédé le 20 juillet 1989, dans sa cinquante-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu le 21 juillet, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Raoul Goutin, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> José Goutin, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Claude Goutin, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Yves Rouchois, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>re</sup> Lisette GOUTIN,**  
née Goutin,

survécus le 22 juillet 1989.

Les obsèques ont eu lieu le 25 juillet, au cimetière parisien de Pantin.

— M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Philippe Hareng, M<sup>re</sup> Lucien Cattani, M<sup>re</sup> Laurence Cohen, et sa fille, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Jean-Claude Raboin et leurs enfants, M<sup>re</sup> Sylvie Orange, et ses enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

**M<sup>re</sup> A. W. HERZOG,**  
née Anna Wolf,

survécus le 19 juillet 1989, dans sa cent septième année.

Ses obsèques ont eu lieu le 24 juillet, dans la stricte intimité familiale.

— M<sup>re</sup> Jacques Jolly Et toute la famille ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jacques JOLLY.**

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 28 juillet, à 10 h 30, en l'église Saint-Lambert de Vaugondy, place Gerhart, Paris-19, où l'on se réunira.

254, rue Lecombe, 75015 Paris.

— Les familles Le Dévéhat, Abbe et Gougeon font part du décès de

**M. Gilles André LE DÉVÉHAT,**  
survécus le 24 juillet 1989.

La cérémonie religieuse aura lieu à 8 h 30, le 26 juillet en l'église Saint-Sulpice, à Paris.

11, rue des Canettes, 75006 Paris.

— M. Maurice Legendre son épouse, Catherine et Paul Fogel, Nathalie et Jean-Marc Voipellier, ses enfants, Flora, Manacha, Fajwel, ses petits-enfants, Pauline Rothloff, sa sœur, ont la tristesse de faire part du décès de

**Hélène LEGENDRE,**  
née Rothloff,

survécus le jeudi 20 juillet 1989, dans sa sixième et dernière année.

La cérémonie a eu lieu au cimetière de Bagneux, dans l'intimité, le 25 juillet 1989, à 10 h 45.

— M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Jean-Claude Lokiec et leurs filles, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> François Lokiec et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, M<sup>re</sup> veuve Jacques Cytron, sa belle-sœur, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Willy Peters et leur fille, M<sup>re</sup> Michèle Spilberg, Silvering, Valt, Zerah et Zincone, ses neveux, sœurs, petits-neveux, petites-sœurs et alliés, Ses amis de l'Amicale des enfants de Kielce, ont la douleur de faire part du décès de

**Léon LOKIEC,**  
survécus le 22 juillet 1989, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Bagneux, le mercredi 26 juillet 1989, à 16 h 15 (porte principale).

Ni fleurs ni couronnes.

— M<sup>re</sup> Etienne Magne, sa mère, Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

**Dany MAGNE,**  
survécus le 23 juillet 1989, à l'âge de quarante-quatre ans, à son domicile.

Les obsèques religieuses auront lieu le mercredi 26 juillet, à 14 heures, à Saint-Pierre (Ardèche).

— M<sup>re</sup> Jean Marnat, Denis Marnat, Didier Marnat-Samard, Jacques-Marie Legendre, ainsi que ses amis du pavillon Fierro-Jenet, font part avec tristesse du décès de

**François MANUEL,**  
survécus le 23 juillet 1989.

— Remerciements.

M. René Pavec, son épouse, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Yvanick Pavec, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Joël Pavec, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> René-Louis Pavec, M<sup>re</sup> Pierre-Yves Pavec, ses enfants, Xavier, Adeline, Bénédicte, Aldric, Graciele, Laurence, Armand, Kristel, Mathieu, Damien, ses petits-enfants, Les familles Vileya, Schuyten, de Stevobonne, Ritzsch, ont la douleur de faire part du décès de

**M. René PAVEC,**  
appelé à Dieu, le 23 juillet 1989, dans sa quatre-vingt-quatrième année, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 26 juillet, à 15 heures, en l'église de Saint-Cut (Côte-de-Nord), suivie de l'inhumation.

Cet avis tient lieu de faire-part.

109, avenue Aristide-Briand, 35000 Rennes.

— Severine, Montferrat, Avignon.

M<sup>re</sup> Yves Pradelle, Ses enfants, Sophie et Nicolas, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Raphaël Pradelle, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Jean-Duparcq, leurs enfants et petits-enfants, ont l'immense douleur de faire part de la disparition accidentelle de

**Armand PRADELLE,**  
appelé à Dieu, dans sa dix-huitième année.

— Le président, Et les personnels de l'université Charles-de-Gaulle-Lille-III, ont la tristesse d'annoncer le décès de

**professeur Pierre REBOUL,**  
doyen de la faculté des lettres, de 1959 à 1970,

survécus le 15 juillet 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Dammarville-sur-Seine, le mercredi 19 juillet à 11 heures.

— Henri et Monique RODIÉ-TALBÉRE, Pierre-André et Yan, ont la douleur d'annoncer le mort de

**Maylla.**  
Paris, le 22 juillet 1989.

— M<sup>re</sup> Marie-Joséphine Roumain, La famille, Les prêtres de Villejoie, Et tous ses amis, font part du décès de

**Père Christian ROUSSIN,**  
survécus le 23 juillet 1989, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Le service religieux sera célébré le jeudi 27 juillet, à 10 h 30, en l'église Sainte-Colombe, 23, rue Sainte-Colombe, à Villejoie, sa paroisse, où l'on se réunira, suivi de l'inhumation au cimetière de Villejoie.

« Vieux, fidèle serviteur, entre dans la joie de ton Maître. »

23, rue Sainte-Colombe, 94800 Villejoie.

— M<sup>re</sup> Jean-Claude Savary, son épouse, Gilles et Armand Savary, ses fils, Patricia Galiez, sa belle-fille, ont la tristesse de faire part du décès de

**maître Jean-Claude SAVARY,**  
avocat à la Cour de Paris, ancien secrétaire de la Conférence,

survécus le 16 juillet 1989, à l'âge de cinquante-neuf ans, à Paris.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale.

129, rue de l'abbé-Groult, 75015 Paris.

— Aix-en-Provence.

M<sup>re</sup> Genevieve Sorriaux, son épouse, Ses enfants, Et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

**docteur Marcel SORRIAUX,**  
médecin colonel des troupes coloniales (e.r.), officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

survécus à Aix-en-Provence, le 20 juillet 1989, dans sa soixante-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité en la cathédrale Saint-Sauveur d'Aix-en-Provence.

Le Texte-Mé, imprimeur de la Chevalerie, monté d'Avignon, 13090 Aix-en-Provence.

— On nous prie d'annoncer le décès de

**M<sup>re</sup> Alice ULRIK,**  
docteur en médecine,

survécus à La Tronche (Isère), le 22 juillet 1989.

De la part de Docteur et M<sup>re</sup> Pierre Butin et leurs enfants, 68, rue des Cèvennes, 75015 Paris.

M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Jean-François Butin et leurs enfants, 5 bis, rue Parmentier, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Jean Ruffi, et leur épouse Georges-Faroux, 38700 La Tronche.

3, rue des Acacias, 75017 Paris.

— La Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (FNDRIP), à la tristesse de faire part du décès de

**M. Edmond VOIZARD,**  
membre de la vice-présidence, résistant, ancien déporté à Mauthausen et Buchenwald-Dora,

survécus le 23 juillet 1989, dans sa soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 27 juillet 1989, à 10 h 30, en l'église du Centre, 14, place Charles-de-Gaulle, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine).

L'inhumation se fera dans le Loiret, dans le cimetière de famille.

10, rue Leroux, 75116 Paris.

## Remerciements

— M<sup>re</sup> Pierre Chirou Et ses enfants, très émus par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées à l'occasion du décès de leur époux et père, le

**colonel Pierre CHIROU,**  
remercient chaleureusement tous leurs amis et connaissances.

Les Fontaines, 69440 Taluyers.

## Anniversaires

— Le 26 juillet 1979, **Amédée CARACCIO** nous a laissés seuls dans la nuit.

Il était et il est encore l'homme que nous aimons le plus.

« Il n'y a de mort que la mort de l'âme. » Catherine Laurens-Galliard, Valérie Laurens-Nogayon.

— Il y a un an, **Rjorn J. DAAE** nous quittait.

Une pensée est dédiée pour lui.

— Il y a un an, **Henri HARTUNG** entraînait dans l'éternité.

Communications diverses

— A l'occasion du cent soixante-huitième anniversaire de l'indépendance du Pérou et de la célébration de sa fête nationale, l'ambassade du Pérou invite tous les ressortissants péruviens en France et les amis du Pérou à assister à l'office qui sera célébré en la cathédrale Notre-Dame de Paris, le 28 juillet 1989, à 18 heures. Un vin d'honneur sera servi dans les jardins de la cathédrale à 19 heures.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-48-49.

Les avis peuvent être insérés **LE JOUR MÊME** s'ils nous parviennent avant 8 h 30 au siège du journal.

7, rue des Italiens, 75002 Paris Cedex 06. Tél. MONPAR 650 572 F. Télécopieur : 46-23-06-81.

Tarif de la ligne H.T. Toutes rubriques ..... 83 F Abonné et abonnements ..... 73 F Communications diverses ..... 96 F Les lignes en capital (grosses) sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du *Carnet du Monde*, nous prions de justifier de leur droit de cette qualité.

## JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* du dimanche 23 juillet :

**UN ARRÊTÉ** Du 15 juin 1989 relatif aux mesures à appliquer par le Fonds de préretraitement de l'électricité en 1989. Est publié au *Journal officiel* du lundi 24 et mardi 25 juillet :

**DES DÉCRETS** • N° 89-511 du 25 juillet 1989 modifiant certaines dispositions de procédure civile.

• Du 19 juillet autorisant le Commissariat à l'énergie atomique à créer une installation nucléaire de base, dénommée Atalante, sur le centre d'études nucléaires de la vallée du Rhône, au lieu-dit de Marconie, commune de Chusclan (Gard).

• N° 89-512 du 24 juillet 1989 relatif aux subdivisions administratives du territoire de la Nouvelle-Calédonie.

• N° 89-513 du 24 juillet 1989 portant dispositions transitoires relatives à l'Agence de développement rural et d'aménagement foncier créée par l'article 94 de la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie de 1988.

## Le Monde PUBLICITE LITTÉRAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

## la foi de jour en jour

Ma foi aussi simple et nue que possible... 168 pages - 90 FF

BEAUCHESNE, 72, rue des Saints-Pères 75006 PARIS

كتاب النحل

كتاب النحل



FESTIVAL D'AVIGNON

Le « off » est partout, dans les hôpitaux et les tribunaux. Tout est bon pour se faire remarquer dans la cohue des concurrents. On fait appel à des « noms », bien entendu : Gilles Carle ou Michel de Montaigne, indifféremment. Le Festival, c'est aussi un marché du théâtre, mais c'est surtout un grand rêve toujours sur le point de se réaliser. Une expérience qui hante la mémoire de Bernard Faivre d'Arcier, l'un de ses ex-directeurs.

Causeries au pied d'un arbre avec le cinéaste de la Mort d'un bûcheron, Gilles Carle, auteur débutant du « Festival off ».

Directeur, chaleureux, demandant des nouvelles des uns, des autres, comme il le ferait de sa famille, Gilles Carle a la décontraction d'un homme heureux. Le cinéaste de la Vraie Nature de Bernadette, les Mères de Bernadette et de tant d'autres films décapants et tendres est trappé par le nombre d'affiches qui dans la ville grouillent jusque dans les arbres, et par le nombre de pizzerias.

« Formidable », l'adjectif, prononcé avec enthousiasme et rondeur, jalonne ses propos qu'il faudrait pouvoir lire comme une partition, avec leur musique, savoureuse, trépidante. Gilles Carle n'a rien vu à Avignon, sauf sa pizza : La Terre est une pizza, titre à priori très café-théâtre. Il est resté peu de temps, quatre jours, il a l'air de l'air de fête : « A Avignon, les gens viennent encore pour le plaisir, c'est plus sympathique qu'à Cannes où on vient pour l'excubiter, ou pour le business. Les hommes d'affaires américains débarquent avec leurs gros bateaux. Ce qui me plaît, ici, c'est de retrouver, en tant qu'auteur qui écrit une première pièce, une condition de débutant et d'amateur. J'aime voir les gens qui attendent à l'entrée du théâtre. J'y suis venu tous les soirs, et je suis très étonné que le public vienne. J'y prends grand plaisir, parce que nous autres, cinéastes, sommes toujours un peu au bord de la catastrophe ».

« Ici, l'écoute, et tous les jours, j'écoute, je change. Aujourd'hui, j'ai remplacé « une adolescence malheureuse » par « une adolescence inutile » que je trouvais plus drôle. Le dynamisme du théâtre par rapport au cinéma me passionne : l'auteur peut changer un mot, puis les acteurs le volent, pour en faire autre chose. Ils volent encore le metteur en scène qui lui-même a volé l'auteur. Et donc l'auteur est quasi mort, tous les soirs, devant ce qu'il a écrit ».

« J'aimerais pouvoir revenir au cinéma en amateur... J'ai commencé

« La Terre est une pizza », de Gilles Carle  
Le plaisir de l'amateur

à écrire La Terre est une pizza il y a dix ans, puis j'ai laissé la pièce dans un tiroir. Je l'ai terminée à Noël dernier, sans trop y croire, juste pour le plaisir. Écrire, c'est plus gratifiant que de faire des films, parce qu'on n'espère rien après. Les mots sont là, c'est tout, tandis qu'au cinéma il y a des millions d'inquiétudes. Quand j'ai fini La Terre est une pizza, j'ai envoyé à Paul Batisson, ancien Compagnon de la chanson devenu un de nos grands metteurs en scène de théâtre. C'était mon test, s'il me rappelait. Ce qu'il a fait ».

Le P'tit Truc a été créé par Paul Batisson en octobre dernier à Montréal, avant de faire le voyage jusqu'à Avignon dans les bagages des Productions du 17 novembre, que Gilles Carle a fondées pour favoriser les échanges entre Français et Canadiens. On revendra sa pièce à la rentrée prochaine au théâtre du Lac Beauport à Paris.

Dans la cafétéria triste et banale d'une usine d'armement, une servante accorte et piquante — Chloé Saint-Marie, « la Grégoire » de Gilles Carle — mène le soir après le turbin

une autre vie : elle veut être comédienne et répète, avec un inconnu (Richard Niquette), la pièce d'un inconnu : l'histoire d'une rencontre qui se solda par un viol, et bien sûr, dans la nuit, dans une cafétéria, très vite, on ne sait plus où est le jeu, où est le désir. Bref, on s'épate, on désespère du texte, on parle sans cesse de sandwichs.

« Les petites idées fécondes »

Les deux comédiens sont excellents — elle n'a pas froid aux yeux, qu'elle a très bien, lui est tout en rondeur — la salle rit beaucoup à ce qu'il faut bien appeler un vaudeville un peu léger et parfois caustique, même si l'histoire se corse d'un double jeu bien plus trouble et profond. Pour finir, quand ils se serrent l'un contre l'autre, on comprend que pour eux, dire « la Terre est une pizza », c'est l'angoisse absolue.

Gilles Carle reconnaît la dimension boulevardière de sa pièce. Sans doute, mais il a retravaillé un peu. « Moi, j'ai des petites idées

fécondes, jamais des grandes. Tout est parti de l'idée que les mots ont une plus de puissance que les images. J'ai voulu employer le fonctionnement de mots nouveaux qui arrivent chaque année sur le marché ».

Gilles Carle tourne, dès septembre, la Corriveau, l'histoire d'une femme libre dans le Québec du dix-huitième siècle, jugée comme sacrilège à l'issue d'un procès en anglais, dont elle ne comprit pas un mot. Gilles Carle a repris l'avion pour Montréal. « Moi, en avion, je ne dis jamais que je suis cinéaste : les gens s'inquiètent, c'est un métier bizarre. Alors je mens, je dis que je suis joueur de poker. Si l'on s'ennuie que je gagne ma vie avec ça, je réponds : « Oui, vous voyez, je voyage en avion... » Les conteurs de vieilles sont des menteurs terribles, c'est pour ça qu'on les aime ».

ODILE COURNOT.

★ Le Mondial à paroles, 76, rue Guillaume-Pry, 19 heures, jusqu'au 3 août.

Dans la-foire du « off »

Entre l'art et la vie

Lieux détournés, genres transgressés : pour jouer gagnant dans le Festival « off », il peut être utile de fausser les règles du théâtre.

Le bus est un vrai bus : le palais de justice, un vrai palais de justice, et l'hôpital psychiatrique à beau être appelé CHS sur le panneau signalétique, à l'entrée de Montaigne, c'est bien un véritable hôpital psychiatrique. Celui même où Camille Claudel passa des années difficiles. Pour preuve de son authenticité, il n'est pas facile d'en sortir. A l'entrée, la « salle de cinéma » est fléchée, mais les visiteurs ont vite fait de s'égarer, au retour, sur les voies qui mènent entre les pavillons.

Dans le vrai bus, on joue Les Voyageurs, de Madeline, Laik. Dans le vrai palais de justice, on a reconstitué un procès de la Mafia. Dans la salle de cinéma du vrai centre hospitalier psychiatrique, Neoshe interprète Sombre Printemps, d'Uncia Zirn. Un vrai spectacle ! Presque, bien que le « régisseur-scénographe », Bruno Bousagol, ait l'habitude de travailler (en Avignon) avec des psychotiques, utilisant l'art comme une thérapie contre « folies, délinquances, toxicomanies, adolescences » et autres « déviances ».

Nous, en tout cas, qui à seize ans, n'est pas moins comédienne que beaucoup d'autres vedettes, du « off ». Pour dire les blessures d'enfance d'Uncia Zirn, elle joue sur les changements de registre, travaille les ruptures vocales, à la manière des interprètes du répertoire lyrique contemporain. Un chanteur-musicien lui répond avec les sons étranges d'un Orient imaginaire. Seul le crime resté de la jeune fille évoque le monde psychiatrique. Encore finit-on par l'oublier quand, allongée comme entre ciel et terre à l'extrémité d'un plongeur de piscine, dans une lumière d'un bleu intense, elle fait revivre par les mots, simplement, une belle histoire d'amour.

Plus d'un spectacle « off » évolue, comme Sombre Printemps, entre le vrai théâtre et quelque chose qui ressemble à la vie. D'où les détournements de lieux pas vraiment prévus pour ça. Le Nada Théâtre, par exemple — troupe triomphante d'un précédent festival « off » avec Grandir — et la compagnie T.A.2.T. ont investi un appartement pour jouer Verre de Vassil Havel. De son coin de salon, le public peut se croire voyager de l'intimité des hôtes, Vera et Michael, tandis que ceux-ci démontrent à leur invité, Ferdinand, à quel point ils ont mieux réussi leur vie que lui. En fait, le « vrai » appartement redécouvert pour les besoins de la pièce est aussi fictif que les salons en faux Louis-XVI du Boulevard.

Dualité du propos et du support

Ainsi réussit-on plus ou moins, par occasion ou recherche d'originalité, à transgresser les frontières entre l'art et la vie. D'autres se contentent de brouiller les cartes des genres, de confondre les modes d'expression, de mélanger les styles. Plus que de faire rien-que-rien, ils réinventent théâtre et cinéma, théâtre et cirque, théâtre et vidéo, augmentant ainsi leurs chances de se distinguer dans la foire « off ».

Alexis Pierre Christian, à peine sorti le film de Bilal, dont il est le scénariste, Banker Palace hôtel, a fait

équipe avec la dessinatrice de BD Annie Göttinger pour un spectacle « révolutionnaire » iconoclaste. Ce soir on raconterait : satire assez divertissante du monde de la télévision, mais pas vraiment dotée de l'esprit incisif propre au genre.

Plus originale est l'entreprise du Grenoblois Yvon Chaix, qui a donné le Mémento au cinéma Vox. Il joue le rôle d'un journaliste qui visionne et commente les rushes d'un rendez-vous du film de Godard. Double mise en abyme, donc. Présent deux fois, sur le plateau et l'écran, Yvon Chaix met en scène un artiste à la recherche de sa propre image.

Le public a aimé, apparemment, cette dualité du propos et du support. Comme il aime les décalages stylistiques réalisés par trois chanteurs lyonnais — Annie Tasset, Michèle Bernard et Françoise Monneret — dans Diva's blues. Sans oublier tout à fait leurs spécialités d'origine, elles touillent dans la même marmite le théâtre et les variétés, le grand opéra et la gouaille, le ton « pop » et les recherches vocales sophistiquées. Pas de véritable argument dans leur spectacle mais trois talents, trois tons, trois humours, trois voix... tout ce que le spectateur « off » désire secrètement sans oser se l'avouer.

« Diva's blues » n'est présenté ni dans un hôpital, ni dans un bus, ni dans une gare, ni sur une péniche, ni dans un tribunal, ni même dans un cinéma : mais dans le plus professionnel des théâtres « off », le Chien qui fume, chez Gérard Vantaggioli : une salle trois étages avec sièges à dossier, jeux d'orgues performants et, comble du luxe en Avignon, dotée d'une vraie climatisation.

BERNADETTE BOST.

● PRÉCISION. — Dans notre article consacré à la restauration du Palais des papes (le Monde du 25 juillet 1989), une erreur de transmission nous a fait attribuer à M. Jean-Pierre Blanc, conservateur en chef du Palais, une intention erronée. En effet, il souhaiterait que le Palais des papes soit inscrit au patrimoine mondial — et non national — et qu'il soit ainsi le 314<sup>e</sup> monument historique à figurer sur cette liste, et non le 134<sup>e</sup>.

Bernard Faivre d'Arcier, souvenirs sans regrets

Avant d'être nommé directeur du Festival d'Avignon, en 1980, Bernard Faivre d'Arcier le connaissait comme tout le monde, guère davantage. Il a eu le temps d'en explorer quelques dédales jusqu'en 1984, date de sa démission. Depuis, il y vient régulièrement, une dizaine de jours. « Pour le plaisir, dit-il, un plaisir amical et familial puisque ma sœur habite ici. Je joue au tennis avec mes neveux, et je travaille. Je suis invité aux colloques qui fleurissent à Avignon, en particulier cette année. C'est un rituel ».

On peut dire que les thèmes des colloques sont bateau, et c'est logé. Ils reflètent l'état de l'opinion, chacun exprime ses préoccupations personnelles et publiques, celles-ci s'entrecroisent. Les mêmes questions continuent à se poser d'une année sur l'autre. Ce sont les solutions qui évoluent, selon les moments. On vient dire un état d'esprit. Cette année, on a beaucoup discuté à propos de l'Europe. L'Europe, la grande inconnue d'un côté, la régionalisation de l'autre. L'Etat renvoie un certain nombre de problèmes aux collectivités locales, mais de grandes disparités existent dans leurs moyens financiers, comme dans leur volonté culturelle.

L'autre question bateau, c'est l'éternelle crise du spectacle vivant. Il faut continuer de se la poser puisqu'elle n'est jamais résolue, et que les hommes politiques sont là. Ils sont venus écouter les hommes de l'art. Le spectacle est un enjeu politique, c'est certain. Électoral aussi sans doute, mais pas spécialement maintenant, puisque les déclarations sur la politique culturelle. En 1979-1980, on vivait encore la rupture effective avec la ville. La vie n'était pas simple. En 1981, encore, je me souviens de bagarres généralisées sur la place de l'Horloge, pendant que la compagnie de Pina Bausch dansait au Théâtre municipal, non climatisé, alors que cette année, Gérard Gelas, pour son Mariage-Sade,



a obtenu une climatisation. Temporaire, mais c'est déjà ça.

« Depuis, un plan d'urbanisation a été mené. Les réunions d'information se sont multipliées. Le fait est que ça prend beaucoup de temps, alors que les troupes et le public sont là, exigeants. On est obligé de passer de l'un à l'autre et on regrette le temps pris sur celui du Festival. On travaille en équipe légère, on est emporté, le rythme. On termine sur la fatigue. On croit avoir la vie devant soi avant le prochain, et d'un coup il est dans trois mois. Alain Crombeque arrive à gagner du temps sur le temps en préparant ses programmes sur deux ans à la fois... »

« A cause de son histoire, de l'histoire de la ville, on demande tout à ce Festival : des créations, une collection de spectacles, et il y a le « off » qui est là, le côté marché professionnel, les rencontres. A un moment où à un autre, si le Festival ne veut pas se laisser écraser, il doit se dégarer comme d'un coup d'épée pour essayer de constituer une sorte d'archipel, un ensemble cohérent de formes diverses autour du théâtre qui resterait la puissance invitante ».

« Pour cela, on a besoin d'argent et de structures permanentes, comme la chartrreuse de Villeneuve-lès-Avignon, ou ici, en ville, le centre culturel. J'ai toujours pensé que le Festival doit être prolongé pendant toute l'année par des activités culturelles d'un autre type. J'en ai proposé plusieurs, dont une école de haut niveau pour l'enseignement de l'administration artistique. Le ministre Leterrier a annulé le projet, il s'est réalisé ailleurs ».

Un corsaire de l'action culturelle

« Je suis devenu conseiller de Laurent Fabius pour la culture et la communication à l'Assemblée nationale. Elle s'est dotée d'un budget propre — c'est la première fois, à l'occasion du Bicentenaire. Les manifestations — expositions, commandes d'une œuvre plastique choisie par un jury international, ouverture d'une librairie — s'étendent sur toute l'année et, au mois d'août, pendant les vacances parlementaires, Arlette Mouchkine tourne son film sur les droits de l'homme. Après le Bicentenaire, soit le bureau de l'Assemblée décide de pérenniser ces activités, et de renouveler le budget, soit tout s'arrête. Personnellement, je poursuivrai mon travail de conseiller artistique ou de gestion auprès des festivals internationaux. Je suis un corsaire de l'action culturelle. Pas un pirate, un corsaire subventionné par l'Etat pour mener des missions précises, avec obligation d'un résultat positif. J'aime bien ça ».

« Avignon, c'était autre chose. Les spectacles que je programmais me laissaient dans un trac effrayant. J'en ai vu plus d'un terré entre les échafaudages. Un spectacle est toujours en état de préparation, et un jour il faut couper, ça appelle une première. L'audace des gens de théâtre me fascine. Aujourd'hui je n'ai plus peur. Mais à cause de tout ça, j'éprouve une grande tendresse ».

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

(1) Un bruit court, selon lequel le nouveau maire, P.S., souhaite que la municipalité assure la direction du Festival. Alain Crombeque gardant la direction artistique. M. Guy Ravier n'est pas le premier à vouloir donner à ses administrés l'assurance qu'ils ne paient pas des impôts pour que des étrangers à leur ville viennent y faire du théâtre. Il ne sera pas le dernier, espérons-le, à reconnaître le prestige de ce Festival unique, et son intérêt économique pour la municipalité.

Montaigne cavalier

Le mistral ébouriffait les nœuds, mais avait un pou. Il n'est plus là. Le chœur brulé, à Avignon. Un amateur de théâtre (il joua pas mal de pièces, enfant, et, devenu grand, il aurait volontiers suivi), Michel de Montaigne, qui ne supportait pas la chaleur. Mon « pire ennemi » est un soleil poignante, disait-il. Et il n'y voyait qu'un remède : rester chez lui, à l'ombre d'un toit, les arbres ne garantissant rien. Quant aux ombrelles, ajoutait-il, « elles chargent plus les bras qu'elles ne déchargent la tête ».

Il faut toujours que Montaigne nous donne le pour et le contre, et, de préférence, le contre du pour et le pour du contre, il trouve ça plus fin. Il dit qu'il estime infiniment Socrate d'avoir refusé de s'échapper de prison, « par l'entremise d'autrui ». Pourquoi Socrate refusa-t-il ? Pour ne pas dérober aux lois. Ce qui ne suscitait aucunement l'estime de Montaigne. Non : mais Socrate refusait de dérober aux lois tout en affirmant que ces lois étaient « contraires ». Et là, Montaigne, évidemment, ça change, comme dit aujourd'hui la jeunesse.

Le seul propos sur lequel Montaigne casse de couper les cheveux en quatre, en huit, c'est le désordre public. « Toutes grandes mutations ébranlent l'Etat et le désordonnent, écrit-il, et le changement donne forme à l'injustice et à la tyrannie ».

L'un des meilleurs spectacles du Festival « off », cet été 1989, à Avignon, est Histoire d'un cavalier, un portrait-théâtre de Montaigne conçu par Jean-Pierre Andréani et Philippe Bortin. Pourquoi un cavalier ? Parce que Montaigne était un amoureux des coursiers, parce qu'il aimait monter à cheval. Il était très fier de rester « huit à dix heures » en selle sans descendre, « tout poltronique que je suis », remarque-t-il. C'est à cheval que Montaigne parcourut une fois l'Europe, pour essayer toutes les eaux thermales connues afin de guérir ses douleurs, mais, comme il accompagnait chaque verre d'eau de deux verres de vin blanc du pays, l'itinéraire ne fut pas concluant.

Le montage de Jean-Pierre Andréani et Philippe Bortin a la qualité de mettre en lumière les courages de Montaigne et aussi ses hésitations. Il était catholique, il désapprouvait la persécution des huguenots, mais il demeura dans son camp. Il était misogyne, impatient avec son épouse. Il a été, dans son temps, néanmoins, un exemple de liberté d'esprit, de fermeté de caractère.

Bernard Farnia est un Montaigne très curieux, un peu sombre, silencieux, attachant. Dans le rôle du secrétaire de l'écrivain, Philippe Bortin est souvent trop criard. Axel Petersen nous donne une image intéressante de Mademoiselle de Gournay, à qui Montaigne confia l'édition de ses Essais. Ce spectacle mérite la visite.

MICHEL COURNOT.

★ Michel de Montaigne : Histoire d'un cavalier, Les Trois Faucons, rue des Trois-Faucons, 17 heures, jusqu'au 3 août.

FESTIVAL D'AVIGNON

Les cinq cents premières commandes recevront en prime l'officette du Festival (officette de 40 x 59 cm dessinée par Jean-Paul Chambard, reproduite ici en noir et blanc avec son aimable autorisation).



LE MONDE ACTES SUD-PAPIERS OFFRE SPÉCIALE jusqu'au 3 août 1989

SOUSCRIPTION

Le Monde, le festival d'Avignon et Actes Sud-Papiers publieront dès septembre prochain l'album du Festival d'Avignon 1989. Un livre de 160 pages très largement illustré (plus de 100 photos) vous fera vivre ou revivre les grands moments du Festival 1989. Rédigé par les journalistes, écrivains et personnalités présents à Avignon du 12 juillet au 3 août, cet album sera le témoignage sur le vif des passions suscitées par les spectacles. Vous pouvez commander cet ouvrage en bénéficiant dès aujourd'hui d'un prix de souscription de 85 FF au lieu de 95 FF (port et emballage compris).

Livre disponible dès septembre 1989

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

à renvoyer avec votre règlement à :  
ACTES SUD-PAPIERS  
18, rue de Savoie, 75006 Paris

NOM : \_\_\_\_\_  
PRÉNOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL : \_\_\_\_\_



## Culture

## ARTS

Rétrospective Margaret Bourke-White au CNP

## Une contemporaine intrépide

L'avènement d'une des grandes figures du photo-journalisme.

Fille d'un ingénieur, Margaret Bourke-White apprend la photographie avec Clarence H. White et débute à vingt-trois ans sa vie professionnelle. Ses premières images d'architecture sont à l'antipode de ses travaux ultérieurs, qui reflètent brillamment le modernisme des années 20. Vantant la puissance et la beauté fonctionnelle des machines, elle est capable de transformer une usine en « cathédrale gothique ».

Sous-tendue par un sens aigu de l'abstraction, la vigueur de ses compositions précède l'art de son temps. Le dynamisme de son approche lui vaut en 1930 d'être engagée par Henri H. Luce comme rédactrice en chef du magazine *Fortune*. Elle n'a que vingt-six ans et a déjà divorcé de son premier mari. Un portrait la montre charmante et décidée, avec son appareil à soufflet au sommet du Chrysler Building. Dès 1928, elle note dans son journal : « La beauté du passé appartient au passé. On ne peut pas aujourd'hui l'imiter et lui donner vie ».

Sa carrière prend un nouveau départ avec l'essor du photo-journalisme et la création de *LIFE*, dont le premier numéro paraît le 23 novembre 1936 avec en couverture sa photo du barrage en construction de Fort-Peck, dans le Montana. Elle en profite pour réaliser un reportage accusateur sur les conditions de vie des ouvriers. En réunissant plusieurs vues sur un même thème, elle est l'une des premières à concevoir le reportage comme une histoire.

« Voir la vie, voir le monde » était le credo mobilisateur de l'illustrateur magazine. Influencée par Erskine Caldwell, qu'elle épouse en 1933, et dont elle divorce en 1942, elle entreprend de dénoncer la pauvreté et l'inégalité sociale dans le Sud. Une de ses vues les plus terribles montre des bédouins géorgiens enchaînés. Cet instantané décapité, publié en 1937 dans son livre *You have seen their faces*, est curieusement absent de l'exposition.

Devenue la star de *LIFE*, Margaret Bourke-White couvre les sujets les plus rudes. Seule étrangère à Moscou en 1941, elle croque Staline et réussit une étonnante vue nocturne d'une attaque aérienne. Durant la deuxième guerre mondiale, elle est la première femme photographe officielle admise par l'US Air Force. Un portrait célèbre la montre en combinaison de vol, à la main, au pied d'un bombardier. Avec plus de dureté que Capa, elle traite la guerre dans son implacable cruauté. Et ose regarder le pire en face. A Buchenwald, elle prend cette vue inoubliable des rescapés derrière les barbelés. Au camp



La photographe, à vingt-six ans, au sommet du Chrysler Building

d'Éria, où elle arrive avant les Alliés, elle découvre avec horreur des corps encore fumants. Ces documents insoutenables figurent dans son livre sur l'Allemagne.

Négligeant la légèreté du *Leica*, elle opère avec de gros appareils et à l'art de transcender ses sujets, comme ces mineurs noirs de Johannesburg auxquels elle confère une stature de héros. A côté de portraits de personnalités (Patton, Gandhi, Goring, Staline), elle réalise quelques images choc, comme celle du guéillero coréen décapité (1952), qui, trop horrible, ne fut pas publiée. On retrouve ce sens du morbide qui l'attira toute sa vie dans le plan des fillettes tuées par leur mère après la mort de son mari. On voit, hétéroclite, des suicidés allemands dans la mairie de Leipzig (1945).

Archétype de la femme moderne, active, aventureuse (on l'accusa même d'être un homme !), elle savait très bien exploiter son image. Mais : « au sommet de sa carrière, elle était curieusement et passionnément qu'une débutante », dit d'elle Alfred Eisenstadt. Elle se serait levée à l'aube pour photographier une mette de pain, si nécessaire.

En 1956, celle qui incarnait si bien les croyances modernes est atteinte par la maladie de Parkinson. Malgré sa célébrité, elle ne dissimule pas son mal et luttait d'ailleurs sans arrêt de mourir dans le Connecticut, le 27 août 1971. Le récit de ses aventures et de ses expéditions est rapporté dans les six livres qu'elle a écrits. Il est regrettable que cette rétrospective présentée à Paris, après Londres et Milan, soit terminée par un accrochage et un éclairage d'une froideur polaire. Pour apprécier l'œuvre de cette pionnière hardie, il vaut mieux se procurer le beau livre — catalogue — publié par United Technologies qui avait déjà produit l'exposition « *LIFE* » au Musée des arts décoratifs en 1985.

PATRICK ROEGERS.

« Rétrospective Margaret Bourke-White, proposée par l'International Center of Photography, réalisée grâce au concours d'United Technologies Corporation, présentée par le CNP au Palais de Tokyo, 13, avenue de Président-Wilson, 75016 Paris, jusqu'au 4 septembre. Catalogue, tome de Vicki Goldberg, 116 photos, 118 p.

La collection du « Reader's Digest » à Albi

## Un petit bouquet

En une quarantaine d'années, la preuve est faite : il ne suffit pas d'une grande fortune pour constituer une grande collection.

Lila Achesson Wallace aimait les fleurs. Comme elle était l'épouse du fondateur du *Reader's Digest*, les moyens ne lui ont pas manqué pour satisfaire sa passion. Elle a légué une donation au Metropolitan Museum de New-York afin que celui-ci puisse changer toutes les semaines les gerbes de fleurs qui ornent son entrée. Elle a contribué financièrement à la restauration du jardin de Monet à Giverny. Et elle a rassemblé une collection de tableaux presque entièrement composée de vues de jardins et de bouquets, collection qui a quitté New-York pour deux ans. Elle était à Hongkong, au printemps, elle sera à Lisbonne à l'automne, elle passe l'été à Albi, augmentant sur son passage la réputation du groupe qui la possède.

A dire vrai, cette galerie du *Reader's Digest* a un intérêt plus sociologique qu'esthétique. Elle réalise parfaitement l'idéal de la collection américaine moderne réunie avec plus de prodigalité que de discernement. Ses héros ? Les impressionnistes, naturellement. Tous les impressionnistes, y compris Sisley et Pissarro. Qu'aucune signature ne fasse défaut, tel est le principe essentiel. Que le Renoir soit d'une pathétique faiblesse, les Monet banals, le Gauguin trop précoce et rudimentaire, l'un des deux Van Gogh — un bouquet dans un verre — assez insignifiant, peu importe, du moment que le catalogue est complet. Peut-être faut-il avoir vu de telles collections pour comprendre

que quelques historiens de l'art américain aient été les inventeurs du retour à Couture et de la mode des « pompier ». La lassitude devait avoir sa part dans leur conversion. M<sup>re</sup> Wallace ne s'en tenait point cependant aux seuls impressionnistes et achetait aussi des œuvres du vingtième siècle. Ce que l'on en voit force à suggérer qu'elle avait un sens de l'anodin et de l'innocent prodigieusement sûr. Voulez-vous un Matise ? Elle jetait son dévolu sur des anonymes rouges et bleues peints en 1920, une de ses toiles nippées dont l'artiste suspectait à juste titre qu'elles feraient peu pour sa gloire. Le Braque est de 1945 et montre trois toulousains dans une cruche noire, le Chagall est pompomp de roses blanches, le Van Dongen exhibe des lys sur un fond bûché. Des Vlaminck, des Utrillo et des Modigliani, le mieux est de ne rien dire. Ils sont là, voilà tout. Ce vingtième siècle réduit à l'horizontale a quelque chose d'effrayant : c'est de la monomanie poussée à son paroxysme, une idée fixe de dame riche qui n'aime la peinture que dans la mesure où elle ne se fait pas.

## La vérité de la lumière

Nul n'étant à l'abri d'une faute de goût, il est arrivé à M<sup>re</sup> Wallace d'acquiescer pour tant d'œuvres remarquables. Il y en a quatre ou cinq à Albi, un pastel de ballerines de Degas, un paysage rose et mauve de Bonnard, un paysage de l'Estaque de Cézanne, d'une science impeccable, un petit Vuillard voluptueux et, au-dessus de tous, le *Jeune Femme dans les fleurs* que Manet peignit en 1876.

Cette jeune femme est en blanc, coiffée d'un chapeau noir. Elle

avance dans une mêlée d'herbes et de pétales, points de couleurs lumineuses posés sur un froissé de vert à nuances jaunes et brunes. Par derrière, la toile est à peine ouverte. Par d'autres, la matière paraît émaillée. Le visage se voit à peine, si ce n'est la rougeur des lèvres, accentuée par le vermillon d'un ruban noué autour du cou. Impressionnisme ? Non, ni la technique ni l'idée n'en relèvent. La vérité de la lumière compte moins que l'effet, qui est si fort que la toile « tue » ses voisines.

On aimerait finir sur ce chef-d'œuvre. Mais il reste encore à déplorer la désavolure avec laquelle les tableaux de M<sup>re</sup> Wallace ont été traités à Albi. Cette exposition, quelles que soient ses faiblesses, vaut d'être vue. Elle garantit au Musée, en l'a vérifié sur place, une affluence exceptionnelle. Ce public, pour ne rien dire des prêteurs, ne mérite-t-il pas un peu de considération ? Les expositions d'été sont la poule aux œufs d'or des Musées de province. Que leurs conservateurs ne se conduisent pas comme le héros de la fable.

PHILIPPE DAGEN.

★ Musée Toulouse-Lautrec, Albi, jusqu'au 27 septembre.

« Un Gauguin volé à Londres. La *Tahiti* en parloir rouge, une aquarelle de Gauguin évaluée à plus de 7 millions de francs, a été dérobée dans un hangar de l'aéroport londonien de Heathrow au mois de juin dernier. Son propriétaire, la galerie américaine Baudelstone, n'a déclaré le vol que dimanche 23 juillet. Cette *Tahiti* faisait partie d'un lot de quatre tableaux arrivés à Londres le 21 juin dans un avion en provenance de New-York.

## Communication

Après l'échec de l'OPA de Paramount

## Time-Warner devient le premier groupe mondial

La bataille triangulaire entre Time, Warner et Paramount pour la constitution du premier groupe mondial de communication vient de se terminer à l'avantage des deux premiers. Le 24 juillet, la Cour suprême du Delaware a donné un feu vert définitif au rachat de Warner par Time pour 14 milliards de dollars (20 milliards de francs) en rejetant les objections de Paramount. Ce dernier a aussitôt reconnu sa défaite en renonçant à son OPA de 12,2 milliards de dollars sur Time. Dans la soirée, Time a acheté au comptant 51,2 % des actions de Warner. Le reste de la transaction devra être effectué d'ici quelques mois par achat et échange d'actions.

Le nouveau groupe Time-Warner, avec un chiffre d'affaires de près de 9 milliards de dollars, est présent dans tous les secteurs de la communication. Time apporte dans la corbeille de mariage ses fortes positions dans l'édition (*Time*, *Life*, *Fortune*, *Book of the Month Club*, etc.) et la presse (*Time*, *People*, *Fortune*, *Sports Illustrated*). Warner est un des grands de l'édition de disques, et de la production cinématographique et audiovisuelle (Warner, Lorimar). Les deux groupes sont complémentaires dans la télévision

par câble, tant pour l'exploitation des réseaux (ATC, Warner Cable) que pour la télévision payante (Home Box Office, Cinemax).

C'est cette complémentarité qui avait entraîné Time et Warner à annoncer en mars dernier un projet de fusion par échange d'actions. Cette opération aurait permis aux deux groupes de renforcer leurs positions internationales sans s'endetter. Mais Paramount, autre géant de la communication, avec 5,1 milliards de dollars de chiffre d'affaires, s'y opposait le 6 juin, en tentant de séduire les actionnaires de Time avec une OPA de 10,7 milliards de dollars, passée deux semaines après à 12,2 milliards. La manœuvre a obligé les dirigeants de Time et Warner à changer de stratégie, en proposant le rachat direct de Warner par Time. Bien que les actionnaires de Time n'aient pas été consultés, les tribunaux du Delaware ont autorisé l'opération, contestée par Paramount.

Si Paramount a perdu la partie, Time et Warner ne sortent pas indemnes de la bataille. L'endettement du nouveau groupe atteint près de 15 milliards de dollars. Le seul paiement des intérêts pourrait l'obliger à vendre certains actifs, et limi-

ter son expansion pendant quelques temps. Paramount, lui, n'a pas renoncé à ses ambitions dans l'édition et le cinéma, et cherche déjà d'autres projets.

An-déjà du bouleversement des médias américains, ce feuillet juridique-financier a jeté un certain trouble dans les milieux d'affaires. Le jugement du tribunal du Delaware, en effet, l'autonomie des dirigeants d'une entreprise par rapport à leurs actionnaires. Un précédent qui risque de compliquer la tâche des raiders au pays des OPA éclair.

Mais ne dit-on pas qu'à l'avenir les dirigeants des groupes américains pourront se protéger d'une éventuelle prise de contrôle, en se dispensant de l'approbation d'une assemblée générale des actionnaires. Car les juges du Delaware ont tenu compte dans leur décision de l'importance du projet de fusion Time-Warner. Ils ont également estimé que l'offre de Time sur Warner, dont les résultats ne s'approprient qu'à long terme, garantissait à l'avenir les intérêts des actionnaires que la plus-value à court terme proposée par Paramount.

MICHEL COLONNA D'ASTORIA et JEAN-FRANÇOIS LAGRAN.

Les difficultés de « l'Idiot international »

## Jean-Edern Hallier Don Quichotte de la presse

Dans la notice qu'il a rédigée pour le *Who's who* l'écrivain Jean-Edern Hallier indique une prédilection pour le jeu d'échecs. Deux pièces doivent lui être particulièrement chères : le fou et le roi. L'auteur des *Aventures d'une jeune fille*, de *Chagrin d'amour*, de *La lettre au colon*, de *Le froid*, etc., qui s'est à nouveau jeté à corps et à cœur perdus dans l'aventure de la presse occupe perpétuellement entre ces deux rôles.

Frappé il y a quelques semaines par un infarctus dû à « dix-huit heures de travail par jour, deux litres de vodka, des cigarettes et le soir « les Bains » et l'Apocalypse », le directeur de l'hebdomadaire *l'Idiot international* s'est vite enfui de l'hôpital pour se réfugier dans la douzaine des livres et des journaux qui encombrant son appartement de la place des Vosges. Quatre à y diriger, de loin, sa rédaction : à lancer ses piques et ses citations à tous ce que Paris compte, selon lui, de puissants.

Pour l'heure, ce qui lui importe, c'est la survie de *l'Idiot*, relancé en mars dernier. Son journal, né dans la foulée de mai 68 et qui avait tenté une nouvelle percée en 1984, s'est attiré en quelques semaines la vindicte de tous ceux qu'il a mis en cause. Et cela coûte cher. La mesure de sa chute auprès des NMPP, à la demande de l'éditeur Christian Bourgois, détenteur des droits des *Versets sataniques* de Salman Rushdie, que Jean-Edern Hallier s'est obtenu à publier et à diffuser sous le manteau, handicape la trésorerie de *l'Idiot* d'un million de francs. Diverses condamnations prononcées contre l'hebdomadaire, l'initiative du *Figaro*, de Bernard Tapie et, tout récemment, du ministre de la culture Jack Lang et de son épouse, ont alourdi l'addition et l'ont portée à 1,8 millions de francs !

## « L'insolence, thermomètre de la liberté »

Cette kyrielle de procès atteint bien sûr l'écrivain-éditeur mais fouette encore plus son envie de se battre. Et celle de mener sa barque, assise de son sens du paradoxe et d'un volumeux *Dictionnaire des injures*, cadeau offert pour sa convalescence. Ainsi un numéro de *l'Idiot*, paru le 12 juillet, publie à la fois un manifeste en faveur de la réintégration des « Dix de Rensu », réalisés en collaboration avec la *Vie ouverte*, l'organe de la CGT, et une lettre ouverte à Philippe de Villiers, ancien secrétaire d'Etat à la Culture, qui débute par cette apostrophe : « Monsieur et chère ordure ».

Pour Jean-Edern Hallier, « l'insolence mesure le thermomètre de la liberté ». L'insolence mêlée au talent, voilà, selon l'écrivain, ce que les puissants ne supportent pas. « Ils n'aiment pas le regard de l'enfant, celui qui est capable de dire que « le roi est nu », pas plus qu'ils n'aiment les portraits à *Plus forte*. C'est la raison pour laquelle ils nous frappent à la caisse, afin d'étrangler financièrement l'Idiot ».

Du journal qu'il avait fondé en 1969 avec Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, Jean-Edern Hallier a l'intention de faire un brasier sourd de polémiques et d'informations. D'y entrecroiser les grandes disputes — comme celles sur les notaires ou les HLM — avec la révélation des renoncements et des petites des vedettes de la politique. « Sans jamais mettre en cause le président de la République, mais en remarquant gravement. Nous n'avons jamais révélé un secret d'Etat et pourtant, Dieu sait si nous en connaissons ! ».

Souhaitant renouer avec la verve, l'art de la formule assassine et celui de la polémique, dans la lignée des journaux d'antan — comme l'*Humanité* du congrès de Tours, les *Lettres françaises*, le *Libération* de d'Arrière de la Vigie ou même l'*Action française* de Maurras ou Balmville — l'éditeur le plus condamné de France refuse de se cantonner à la seule information factuelle et s'érige avec volubilité en Don Quichotte du stylo. « L'information réduite à la dictature des faits, c'est l'esquadrade de Douaumont de la liberté », assène-t-il, tout en expliquant que *l'Idiot* s'est lancé avec 170 000 francs, a réalisé sa plus belle vente avec son numéro spécial sur Bernard Tapie, ne possède aucune ardoise, « hormis chez un ami imprimeur », et « est en train de grignoter des lecteurs au Canard enchaîné ».

Le bruit fait autour des condamnations de l'hebdomadaire, ainsi que l'indéniable qualité de certains articles, même si d'autres se fourvoient dans l'attente à la vie privée de certains, lui ont fait passer la barre des 50 000 exemplaires vendus (10 F l'exemplaire) et, occasionnellement, celle des 100 000 selon son éditeur. « *L'Idiot* va tenir, prophétise Jean-Edern Hallier, on m'a trop blessé pour que mes cicatrices ne soient pas l'écriture de l'avenir ».

Assailli par les procès, l'écrivain prépare pourtant un supplément culturel tout en orchestrant la publicité de *l'Idiot*. Celui qui critique il y a peu la « sous-culture journalière » s'avance valant par son amour de la presse, « cet opium de la liberté ».

YVES-MARIE LABÉ.

L'audience des télévisions

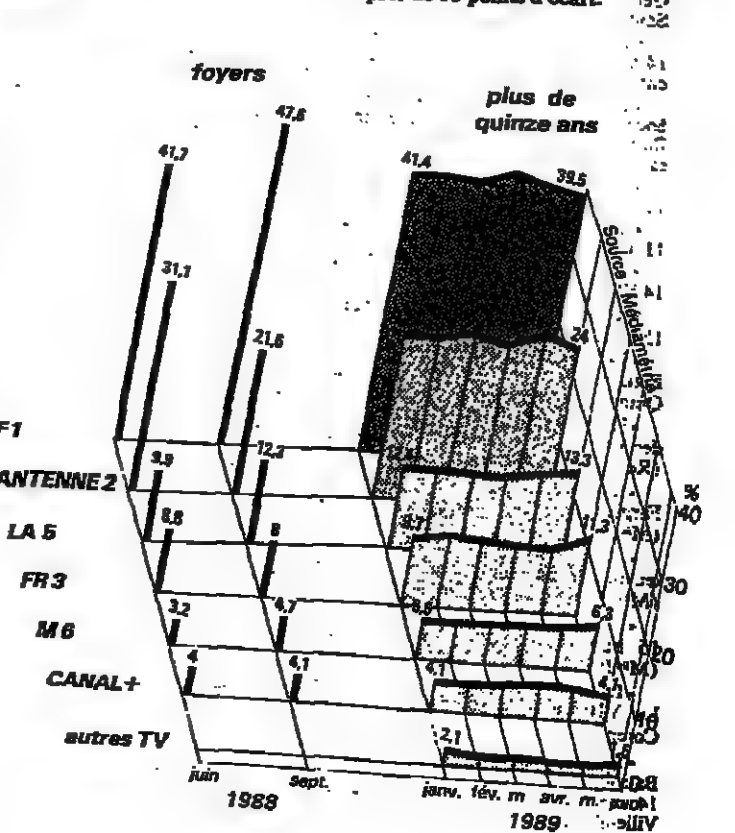
## TF 1 et la 5, chaînes favorites des enfants

En matière d'audience télévisée, le premier semestre 1989 marque peu de changement dans la hiérarchie des chaînes. Le léger tassement de TF 1 et d'Antenne 2 (qui regroupent quand même les deux tiers de l'audience) profite aux trois suivantes : la 5, qui progresse régulièrement ; FR 3, qui rattrape son retard ; et M 6 (voir graphique).

La principale nouveauté tient, en fait, aux mesures d'audience elles-mêmes : depuis le début de l'année, les sondages s'intéressent aux individus, et non plus aux foyers. Si ce changement ne bouleverse nullement les tendances générales observées auparavant, l'analyse des audiences individuelles fournies par Médiamétrie avec son système Médiamat (2 300 foyers équipés, soit 5 660 individus, dont 4 880 de plus de quinze ans) apporte cependant des éléments inédits sur les goûts télévisuels des jeunes téléspectateurs.

Sondés depuis six mois seulement, les enfants de six à quatorze ans regardent d'abord TF 1, comme leurs aînés (39,2 % de part d'audience en juin), mais leur deuxième choix se porte sur la 5 (19,1 %) et FR 3 (10,9 %). Après de ces téléspectateurs en herbe, M 6 (8 %) et Canal Plus (5,2 %) font mieux que leur score moyen.

Chez les adultes, en audience cumulée comme en durée d'écoute, toutes les chaînes sont en baisse (sauf FR 3 en durée d'écoute) de janvier à juin, ce qui correspond à une variation saisonnière habituelle. Au mois de juillet, grâce au Tour de France, Antenne 2 a nettement augmenté ses performances et s'est même offert le luxe de battre TF 1 en part de marché le 20 juillet. Une remontée qui ne doit pas masquer qu'Antenne 2 est la plus affectée par l'arrivée de nouvelles chaînes. En septembre 1986, elle faisait jeu égal avec TF 1, qu'elle suit maintenant à près de 15 points d'écart.



## PARIS EN VISITES

MUSEUM DE L'ART ET D'HISTOIRE

MUSEUM DE L'ART ET D'HISTOIRE

MUSEUM DE L'ART ET D'HISTOIRE

MUSEUM DE L'ART ET D'HISTOIRE

MUSEUM DE L'ART ET D'HISTOIRE

MUSEUM DE L'ART ET D'HISTOIRE

MUSEUM DE L'ART ET D'HISTOIRE

MUSEUM DE L'ART ET D'HISTOIRE

MUSEUM DE L'ART ET D'HISTOIRE

MUSEUM DE L'ART ET D'HISTOIRE

MUSEUM DE L'ART ET D'HISTOIRE

MUSEUM DE L'ART ET D'HISTOIRE

MUSEUM DE L'ART ET D'HISTOIRE

MUSEUM DE L'ART ET D'HISTOIRE

MUSEUM DE L'ART ET D'HISTOIRE

MUSEUM DE L'ART ET D'HISTOIRE

MUSEUM DE L'ART ET D'HISTOIRE

MUSEUM DE L'ART ET D'HISTOIRE

MUSEUM DE L'ART ET D'HISTOIRE

MUSEUM DE L'ART ET D'HISTOIRE







**20.30 Cinéma :** Le téléphone sonne toujours deux fois en Film français de Jean-Pierre Vieu. Avec Didier Bourdon.

**20.30 Carte blanche.** 21.30 **Concert** (donné le 23 juillet au Festival d'Aix-en-Provence) : Les saisons, oratorio de Haydn, par l'English Chamber Orchestra et le chœur du Festival. Dir. : Michael Boder; sol. : Dawn Upshaw, Kurt Streit, Alfred Muff. 0.30 **Jazz**. En direct de Montpellier : le trio de Thierry Mançui.

3.30 **Téléfilm**: *Bergerac et la croquisse de diamants*. De Robert Tronson, avec John Nettles, Terence Alexander. 50.00 **Série**: *Master Gun*. 15.25 **Magazine**: *Dontact*. Présenté par Anne de Condoborne. 15.30 **Téléfilm**: *La Banque d'Electricité*. Fox de John Taylor, avec Jessica Tandy, Michael Caine. Une aventure hollywoodienne. 16.00 **Documentaire**: *Océans des antipodes*. De Colin Wilcock. Cinéma d'Action et Anne Price. 17.30 *Cabon* club. *Cocou*: Karaté à la Stroz frogs. *En clair jusqu'à 21.00*. 19.15 *Cabon* club. *Scos fantômes*. 19.40 **Série**: *Badgie*. 7.10. 19.45 **Flash** d'informations. 19.30 **Top 50**. Présenté par Marc Tesson. 19.55 **Flash** d'informations. 20.00 **Série**: *Amé*. **Amé**!

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	37,3	Santa Barbara 17,7	Journal Mégalopolis 2,1	Act. région. 8,9	Top 50 1,6	Three journal 2,9	Futur couleur 2,5
19 h 45	40,3	Roue tourne 18,3	Affaires suivantes 4,7	18/20 7,7	Top 80 3,5	Happy Days 3,4	Ordes BR 2,5
20 h 15	47,4	Journal 16,2	Journal 12,0	La classe 7,5	AMÉ ! AMÉ ! 1,2	Journal 3,9	Madams servie 4,0
20 h 55	51,9	Comptes Chancy 10,6	Apprends-moi 15,3	Avant le nuit 11,6	L'animal 1,3	See Sex Surf 9,2	Le préancier 4,2
22 h 5	46,0	Super easy 6,1	Apprends-moi 15,7	Avant le nuit 12,2	Flash 1,0	See Sex Surf 10,2	MMA les Jedis 1,5
22 h 44	25,8	Super easy 9,8	Boujour la TV 4,5	Solo 3 3,4	Condo 0,9	Deux fois Muriel 6,2	MMA les Jedis 1,4

13.30 Concert (dominé le 14 juillet à Washington pour la célébration du Bicentenaire de la Révolution française) : œuvres de Berlioz, Debussy, Gershwin, avec la participation du National Symphony Orchestra, avec Mstislav Rostropotch, Yehudi Menuhin, Ella Fitzgerald, Stéphane Grappelli, Yves Montand... (en simultané sur FR.3). 22.20 Concert (dominé le 25 juillet à Washington) : Missa brevis pour chœur et orchestre de Haydn ; Suite pour piano pour solistes, chœur et orchestre, de Pergolèse ; Concerto (de Paisiello), par l'Orchestre Sinfonietta di Varnovic, le chœur de solistes de l'Opéra de chambre de Varnovic, dir. : Fejochic Czeplid. 0.30 Jazz. En direct de Montpellier : Yves Robert, Philippe Deschamps.

● Colloque sur le droit commercial. — Le Collège d'Europe de Juris organise du 14 au 16 septembre un colloque sur le thème : *Les nouvelles tendances dans le droit commercial de la Communauté européenne et des Etats-Unis*. Au programme : les pratiques commerciales d'importation et d'exportation, les droits commerciaux et procédés garantis aux firmes privées, la politique de la concurrence et le consommateur, etc. (Agence

[illegible]

28	C	D	STOCKFARM	33	27	C
22	D	C	STOCKFARM	27	15	C
16	A	C	STONEY	14	10	C
28	A	C	TOKYO	31	26	N
18	N	D	TUNIS	30	25	D
17	D	C	VALSOVE	17	13	D
21	D	C	VENICE	29	22	C
17	D	C	VENICE	29	17	C

<b>O</b>	<b>P</b>	<b>T</b>
orange	phala	tempête

aire pour la France : heure normale  
1 heure en hiver.

100





# Le Monde

## SCIENCES ET MEDECINE

LES ENJEUX DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE

### Un entretien avec M. Hubert Curien

« Il n'existe pas de système d'évaluation parfait. C'est pourquoi il est impératif que règne parmi les chercheurs un climat de confiance. »

« Q UELLES leçons tirez-vous de l'affaire Benveniste ? »

— J'en tire trois essentielles. Il m'apparaît tout d'abord nécessaire d'engager une réflexion sur la politique des périodiques scientifiques. C'est là un point extrêmement important. Autre nécessité, celle d'une réflexion plus avancée sur les méthodes d'évaluation de la recherche. Enfin, il me semblerait souhaitable d'instaurer une certaine régularisation des rapports entre les scientifiques et les médias.

— Reprenons dans l'ordre. Dans un ouvrage intitulé *Les Explorateurs de la santé*, qui va paraître dans quelques semaines, le directeur général de l'INSERM, M. Philippe Lazar, rappelle le rôle discrétionnaire joué par les grandes revues scientifiques d'acceptation ou le rejet des produits de l'activité scientifique des laboratoires. Et il se demande s'il n'y a pas là un risque de voir les travaux réellement originaux repoussés...

— C'est une question délicate. Comme beaucoup de mes collègues scientifiques, j'ai appartenu à plusieurs comités de lecture de grandes revues scientifiques. J'ai donc la pratique de ce genre de choses. On rencontre le plus souvent trois types d'articles : les mauvais, qu'on élimine sans mal ; les bons, qu'il est facile de faire

passer très vite ; et, assez nombreux, les articles dont on n'est pas sûr à fait sûr qu'ils soient utiles, des articles dont quelqu'un a pu dire un jour en souriant : « J'ai lu cet article, il n'est même pas faux. » En général, on ne s'oppose pas à leur publication car leurs auteurs ont travaillé honnêtement. Reste, donc, hors catégories, les articles surprises du type de celui de Benveniste. Il faut, à l'évidence, les traiter autrement.

— A ce propos, je rappellerai un article de Hahn et Strassmann, publié en 1939, dans lequel il était pour la première fois fait mention de la fission. Les auteurs, deux excellents physiciens travaillant à Berlin, terminaient leur article en substance par ces mots : nous avons bien le sentiment que ce que nous publions là ne correspond à rien qui soit acceptable par nos collègues. Il est possible qu'on se trompe. Si tel est le cas, chers collègues, ne nous traitez pas d'imbéciles. Soyez indulgents.

— Vous sous-entendez que Jacques Benveniste aurait dû avoir la même démarche ?

— Ce que je veux dire, c'est que quand on publie des choses étonnantes, il faut le faire avec la plus grande ouverture d'esprit possible et se dire bien qu'on a pu se tromper. Et en invitant ses collègues à confirmer ou infirmer ses propres résultats.

— Pour en revenir aux revues, le danger est que si l'on n'y prend

pas garde, le nombre de celles qui vont faire foi sur le marché scientifique va diminuer, pour ne concerner finalement que des revues américaines.

— Bien sûr, comme tout le monde, je suis chagriné de voir qu'il y a de moins en moins d'articles scientifiques publiés en langue française. C'est un problème. Un autre est de savoir si oui ou non les Français, et plus généralement les Européens, garderont la maîtrise de quelques grandes revues internationales majeures. C'est pour moi un enjeu encore plus important. La maîtrise d'une revue internationale, c'est considérable. Parce que, quoi qu'on en dise, il y a tout de même des orientations, des accents qui sont donnés, des dosages à propos desquels une revue américaine ne se comportera pas comme une revue européenne. Une grande revue internationale ayant son siège en Europe pour chaque grand secteur de la science, cela me paraît être un objectif essentiel.

— A ce propos, l'Angleterre fait-elle, selon vous, partie de l'Europe ?

— (Sourire). Il y a de grandes revues internationales anglaises, par exemple *Nature*. Eh bien, parlons simplement de l'Europe continentale. Votre remarque est tout à fait pertinente. Les savants anglais se sentent souvent plus solidaires de leurs confrères américains que de leurs confrères européens. Ce n'est pas une question de chapelle, mais une question de tonalité.

Propos recueillis par  
JEAN-PAUL DUFOUR  
et FRANCK NOUCHI.  
(Lire la suite page 16.)



La découverte de la radioactivité artificielle par Frédéric Joliot (ci-dessus) et son épouse Irène Joliot-Curie en 1934 fut à l'origine de l'une des premières grandes aventures scientifiques modernes dans lesquelles, à côté des académies, des revues comme *Nature* ont joué un grand rôle.

## Plus vrai que « Nature »

La publication des travaux des chercheurs et ses difficultés selon le directeur d'une des plus prestigieuses revues scientifiques du monde.

par JOHN MADDOX (\*)

Il y a juste un an, *Nature* a créé la polémique et gagné en notoriété en conduisant une enquête inhabituelle sur des expériences menées dans le laboratoire du docteur Jacques Benveniste à l'unité 200 de l'INSERM (Institut national de la recherche médicale) à Clamart. Il s'agissait, on s'en souvient, des affirmations stupéfiantes de Benveniste, déjà publiées par *Nature*, selon lesquelles un agent biologique resterait actif même en étant indéfiniment dilué dans l'eau.

Je suis enchanté que Philippe Lazar, directeur général de l'INSERM, ait décidé de ne pas fermer le laboratoire du docteur Jacques Benveniste, où travaillent, je le sais, des scientifiques compétents et enthousiastes. Je suis également heureux que l'avenir du docteur Benveniste apparaisse aujourd'hui plus brillant qu'il y a quelques mois, quand deux comités appointés par l'INSERM critiquaient ses travaux sur la haute dilution avec à peu près les mêmes arguments que les nôtres.

Mais Philippe Lazar, pour qui j'ai le plus grand respect et la plus grande estime, a aussi critiqué *Nature* la semaine dernière sur la manière dont nous avons conduit notre enquête et sur la teneur de notre rapport. Il s'est même interrogé sur nos motivations, citant cette démarche comme l'une des raisons qui l'avaient poussé à ne pas suivre l'avis des deux comités qui préconisaient l'arrêt des

(\*) Directeur de la revue *Nature*.

recherches sur les hautes dilutions.

En fait, l'affaire est plus compliquée qu'il n'y paraît et met en évidence un nouveau problème qui se pose à tous les journaux scientifiques. Tout d'abord, le rythme des communications s'accroît continuellement, et les décisions concernant ce qu'il faut publier ou non doivent être prises de plus en plus rapidement. Cent cinquante articles scientifiques sont envoyés du monde entier chaque semaine à *Nature*, qui ne peut en publier que quelques-uns.

Par ailleurs, et cela est plus important, le volume de la recherche croît, et avec lui celui des travaux médiocres ou même erronés. C'est pourquoi les journaux soucieux de la qualité de ce qu'ils publient s'appuient de plus en plus, pour prendre des décisions, sur l'avis d'experts — appelés « referees » — qui travaillent dans le même domaine que les auteurs. Notre carnet d'adresses en compte sept mille.

La difficulté est d'autant plus grande pour *Nature* que nous avons, après cent vingt ans d'existence, acquis la réputation de publier des travaux vraiment d'avant-garde. Nous espérons chaque semaine que nos lecteurs seront surpris et stimulés par ce que nous leur offrons. Ce fut le cas, par exemple, avec la découverte de la structure de l'ADN (publiée en 1953), la confirmation définitive de la théorie de la dérive des continents (1962), la découverte d'une enzyme appelée transcriptase-reverse qui permet aux virus de survivre (1969), les pulsars (1971), les anticorps

monoclonaux (1978) et la structure du virus du sida (1985).

Enfin, un travers particulièrement regrettable a émergé récemment dans les milieux de la recherche : la prolifération de publications délibérément malhonnêtes. C'est une activité en pleine expansion. Un nouveau scandale semble apparaître presque chaque mois : attribution de résultats de recherche à des gens qui n'y ont pas pris part, plagiat, ou même inventions pures et simples de données scientifiques. En dépit de l'ostracisme qui frappe les auteurs de tels actes, de nouveaux coupables continuent d'apparaître.

Le phénomène est, pour l'instant, confiné en grande partie à la recherche biomédicale américaine. La carrière des chercheurs y dépend beaucoup trop du volume de ce qu'ils publient. Ces publications ont aussi une influence énorme sur l'obtention des fonds de recherche. La tentation de la malhonnêteté est donc grande. A mon avis, la communauté scientifique n'est pas suffisamment consciente du danger que ces pratiques représentent pour la réputation de la science dans son ensemble. Je pense que nous avons le devoir de l'alerter sur ce point.

« Nous pensions trouver un « poltergeist »

A aucun moment, *Nature* n'a accusé ou même suspecté Benveniste de malhonnêteté. Sa conviction passionnée — même en face du doute — de la justesse et de l'importance de ses travaux rendait cette éventualité impensable. Mais, avant de venir à Paris, il y a un an, nous soupçonnions que quelqu'un ait pu lui jouer un mauvais tour. C'est pourquoi nous avons inclus un illusionniste professionnel dans notre équipe, James Randi. Ce dernier, bien

connu pour avoir découvert et reproduit les « trucs » d'Uri Geller, déclara dès le deuxième jour que sa présence ne se justifiait plus.

Benveniste nous posait un sérieux problème : son article était passé par tous les stades de la procédure habituelle, et plusieurs « referees » l'avaient lu, avaient fait de leur mieux pour y découvrir les erreurs éventuelles. L'auteur s'était plié à plusieurs demandes d'informations supplémentaires, avait autorisé quelques modifications de l'article, et avait même accepté que ses expériences soient répétées ailleurs (Benveniste affirme que ses observations ont été confirmées dans cinq laboratoires, mais ces derniers ont été remarquablement silencieux durant la controverse des douze derniers mois). Les « referees » n'ont trouvé aucune erreur dans les expériences, mais ont aussi affirmé qu'ils ne pouvaient pas croire aux résultats.

Que devait faire en ces circonstances un journal comme le nôtre, qui cherche à diffuser les nouvelles scientifiques et pense qu'il a le devoir d'expliquer ses refus ? Nous avons choisi de publier, puis d'enquêter, avec un groupe volontairement non spécialisé (Philippe Lazar a parlé de son « étrange »). Nous pensions trouver un « poltergeist » ou, plus sérieusement, quelques erreurs évidentes. Je crois, en dépit de ce que peut dire Benveniste, que nous en avons trouvé. Un groupe d'experts aurait été trop lent.

Rétrospectivement, on peut penser que l'on a fait trop de cinéma autour de cette enquête. Si j'avais passé une demi-journée à Clamart, cela aurait suffi. Pour la première fois depuis seize ans que je suis directeur, j'ai appris de première main que même les scientifiques les plus compétents peuvent perdre leur sens critique

à propos de certains aspects de leur travail. Ils cherchent à vérifier des résultats étonnants, mais pas à les expliquer. Et ils restent enclavés dans l'illusion.

Les inventeurs de la fusion froide sont dans le même cas. Après cinq ans de travail en secret, ils ont réussi à se convaincre l'un l'autre que le phénomène était réel. Isolés du scepticisme de leurs collègues et convaincus qu'ils avaient une grande découverte à annoncer, ils ont utilisé les signes les plus ténus d'une éventuelle fusion nucléaire pour se persuader eux-mêmes qu'ils étaient dans le vrai (ils ont été depuis étonnamment silencieux à propos des détails de leurs affirmations). C'est pourquoi Philippe Lazar avait raison, la semaine dernière, d'insister sur le fait que

ceux qui pensent avoir fait des découvertes extraordinaires ont le devoir d'exposer tous les détails à la communauté scientifique.

Mais Philippe Lazar a tort sur un point. Il a dit la semaine dernière que notre enquête n'avait pas de précédent. En septembre 1904, nous avons demandé au distingué spécialiste de physique optique R. W. Wood de visiter l'un des laboratoires qui affirmaient alors avoir détecté les rayons N, présentés comme une version plus puissante des rayons X. Ce dernier écrivit : « J'y allais non sans scepticisme, mais aussi avec l'espoir que je pourrais être convaincu de la réalité du phénomène. » Il ne le fut pas. Pure coïncidence, le laboratoire était aussi à Paris.

## INSERM

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale

### RECRUTEMENT DE CHERCHEURS

L'INSERM ouvre ses concours annuels (\*) de recrutement, ces concours s'adressent aux candidats de toutes nationalités titulaires d'un doctorat d'Etat ou de 3<sup>ème</sup> cycle, d'un DESO, d'un DESM, d'un Diplôme de Docteur Ingénieur ou de titres et travaux équivalents, dans les domaines de la biologie, de la recherche médicale et de la recherche en santé publique.

Les dossiers de candidatures peuvent être retirés dès maintenant et devront être retournés à l'INSERM, Bureau des Concours Chercheurs au plus tard le 11 septembre 1989 pour les concours de chargés de recherche.

Les épreuves se dérouleront entre les mois de novembre 1989 et février 1990.

Vous pourrez obtenir la liste des groupes de disciplines en composant le 0915 0000 1001.5 et en sélectionnant successivement les rubriques 4 puis 1 (\*) sous réserve des accords administratifs nécessaires.

101, rue de Tolbiac, 75654 PARIS CEDEX 13



# La glace à remonter le temps

Français, Danois et Suisses cherchent, dans la glace du Groenland, l'histoire du climat et de la pollution pendant les onze derniers siècles.

UNE équipe de Danois, de Français et de Suisses est en train de carotter, dans le cadre du projet Eurocore, la calotte glaciaire du Groenland depuis le début du mois de juin. Elle restera sur place jusqu'à la fin du mois de juillet. A son programme, trois forages-carottes, dont deux profonds de cent mètres et un de trois cents mètres, de façon à extraire environ une tonne de la glace qui s'est accumulée au Groenland de 840 à nos jours. C'est-à-dire pendant les quelque onze siècles qui se sont écoulés depuis la mort de Louis I<sup>er</sup> le Pieux (empereur d'Occident, fils et successeur de Charlemagne).

Les calottes polaires de l'Antarctique et du Groenland, dont les épaisseurs respectives maximales dépassent les 4 000 mètres et les 3 000 mètres, se sont formées par l'accumulation progressive de la neige et la transformation de celle-ci en glace. Donc, plus la glace est située à grande profondeur, plus elle est ancienne. Or la glace est faite d'eau et la composition isotopique de l'oxygène et de l'hydrogène varie avec la température qui règne au moment où la neige s'est formée (et est tombée). Plus la température est basse, moins il y a d'oxygène 18 (isotope plus lourd et plus rare que l'oxygène 16) et de

deutérium (isotope plus lourd et plus rare de l'hydrogène).

Bien entendu, les variations de la rareté des isotopes lourds sont très minimes. L'eau de mer est prise, pour ces mesures, comme standard de référence : son hydrogène est fait d'un million d'atomes d'hydrogène pour 150 atomes de deutérium ; l'oxygène d'un million d'atomes d'oxygène 16 pour 2 000 atomes d'oxygène 18. Tous les jours pour un million d'atomes des isotopes légers, l'hydrogène de la glace qui s'est formée à - 30 °C ne contient que 117 atomes de deutérium et l'oxygène 1940 atomes d'oxygène 18 ; pour la glace formée à - 50 °C, 100 atomes de deutérium et 1910 atomes d'oxygène 18. Grâce à la sensibilité des spectromètres de masse et au savoir-faire des spécialistes, on peut estimer à 0,2 °C près la température régnant au moment de la chute de neige.

## Carottes en rondelles

En outre, les cristaux de glace emprisonnent entre eux de minuscules « gouttelettes » de l'air contemporain de chaque chute de neige. Et cet air a conservé, bien évidemment, tous les corps et impuretés qu'il contenait au moment où il a été piégé. Sera dosé le gaz carbonique (CO<sub>2</sub>)

dont l'abondance suit fidèlement les variations de la température : 180 à 200 parties par million (ppm) pendant les périodes glaciaires, 270 à 280 ppm pendant les périodes chaudes antérieures à l'ère industrielle comme l'ont montré les analyses de glace antarctique (le Monde du 7 octobre 1987), et 340-350 ppm actuellement, ce qui est dû aux activités humaines et fait craindre le réchauffement global de notre planète étant donné l'effet de serre lié au CO<sub>2</sub>.

Seront aussi mesurés le plomb et d'autres métaux lourds, les sulfates, les nitrates et divers métaux, soit en tout une vingtaine d'éléments au moins. Là aussi, les dosages sont extrêmement précis : un gramme de glace non polluée, par exemple, contient une quantité de plomb d'un millionième de millionième de gramme. Quant aux aérosols (poussières terrestres ou volcaniques en particulier), ils mesurent moins d'un micron.

Les carottes de glace seront découpées en rondelles datées

par comparaison avec des carottes de sédiments prélevées dans les fonds marins ou par un calcul fondé sur les chutes annuelles moyennes de neige et la vitesse de l'écoulement de la glace. Les « rondelles » seront analysées de façon à retracer l'évolution du climat et de la pollution pendant les dix ou onze siècles passés. Ces informations seront d'autant plus intéressantes que des études dano-américano-islandaises ont montré la brutalité du réchauffement qui a terminé la dernière période gla-

ciaire : selon un article publié dans la revue britannique Nature du 15 juin, il y a 10 700 ans, le climat de la région Nord-Atlantique est devenu plus doux et moins tempéré en moins de vingt ans et, à la même époque, le sud du Groenland s'est réchauffé de 7 °C en cinquante ans environ.

La reconstitution du climat et de la pollution au cours des mille ou onze cents dernières années devrait aider à comprendre les mécanismes climatiques et permettre — peut-être — de prévoir l'avenir, en ces temps où la pollution produite par les activités humaines fait craindre de prochains bouleversements climatiques.

Le carottage actuel se fait à la station Summit, située au milieu du Groenland, à 3 230 mètres d'altitude (température moyenne - 32 °C) et installée, pour l'essentiel, au cours de l'été 1988. Dix-neuf personnes (six scientifiques français, sept danois, cinq suisses, plus un cuisinier français) travaillent là cet été. Les échantillons de glace seront répartis entre le laboratoire de glaciologie et de géophysique de l'environnement du CNRS à Grenoble, l'université de Copenhague et l'université de Berne, les trois organismes co-organisateurs d'Eurocore. Le coût du projet : 10 millions de francs, dont les deux tiers fournis par la Commission des Communautés européennes et le tiers restant par la Suisse. Deux ans sont prévus pour l'analyse des échantillons de glace : les résultats d'Eurocore devraient donc être connus vers 1991.

YVONNE REBEYROL



## Un entretien avec M. Hubert Curien

(Suite de la page 15.)

— Est-ce à l'État de favoriser la création de ce type de revues et dans quelle mesure doivent-elles être publiées ?

— L'État doit bien sûr aider à la création de ces revues. L'État paye des chercheurs, achète des appareils, fournit des crédits de fonctionnement. Il est donc tout à fait naturel qu'il aide les publications.

— La question de la langue est difficile. Il faut savoir que le monde francophone produit actuellement environ 8 % de la science. Et c'est déjà bien. Mais parmi les 92 % autres producteurs de science, il n'y a pas un seul chercheur qui ignore l'anglais. Il faut se mettre en face des réalités.

— Il y a eu outre une ridicule coquetterie de la part de quelques chercheurs français à penser que s'ils ne sont pas lus ou écoutés, c'est parce qu'ils parlent le français. Il peut arriver aussi que la raison soit qu'ils ne sont pas absolument convaincants.

— Ce qui doit être interdit, c'est une revue européenne, subventionnée par le gouvernement français, déclare qu'elle n'acceptera pas d'article en français. Mais que cette même revue

disse à l'inverse qu'elle ne publiera qu'en français me paraît dérisoire.

— C'est une sorte d'appel au chauvinisme que vous lancez à nos chercheurs ?

— Il faut — c'est bien clair — que nos chercheurs puissent continuer à publier à leur guise dans les grandes revues anglo-saxonnes. Il faut leur laisser la plus grande liberté pour choisir leur véhicule de publication. Pour autant, il ne faut pas faire de la publication dans une revue anglo-saxonne une panacée. S'il s'avère que les Européens ont une force suffisante pour éditer des revues de même niveau, il est alors tout aussi intéressant de voir paraître ses articles dans de telles publications. Mais attention : la difficulté pour une revue internationale, ce n'est pas tant de la créer que de la maintenir.

— Vous allez entreprendre des actions concrètes dans ce sens ?

— Nous soutenons les revues scientifiques. Il convient d'ailleurs de distinguer entre différents types de revues : il y a tout d'abord les revues de résultats primaires où les scientifiques doivent pouvoir, très vite,

publier leurs travaux sous une forme à peu près digeste pour leurs collègues, mais éventuellement incompressible pour des lecteurs qui ne sont pas de la spécialité.

— Il y a ensuite les revues qui publient des articles de fond, de synthèse, destinés à un public très éclairé mais pas nécessairement spécialiste.

— Enfin, il y a les revues grand public : il en existe en France de bonne qualité. En revanche, nous n'avons pas assez de revues de synthèse en français. Avec les Canadiens, nous en avons créé une — *Médecine-Sciences* — qui est très appréciée. Si, donc, on nous faisait des propositions, dans des domaines autres que la médecine et la biologie, nous serions extrêmement attentifs et nous ferions l'effort nécessaire.

— Les revues de publication primaire doivent être multilingues. Ne nous faisons pas d'illusions, elles seront de toute manière en majorité en langue anglaise.

— Revenons aux articles que vous qualifiez de surprenants. Faut-il privilégier à leur égard des procédures de publication spécifiques ?

— C'est l'affaire des éditeurs de revue. Remarquons simplement que John Maddox, le directeur de *Nature*, a traité le cas Benveniste avec un machiavélisme un peu insulaire.

### « Gare aux effets de mode »

— Quel jugement portez-vous sur les procédures d'évaluation actuellement en vigueur en France ?

— Il y a au moins deux types d'évaluation : l'évaluation des individus et l'évaluation collective. Tel laboratoire est-il globalement bon ? Telle université mérite-t-elle un traitement particulier ? Tel organisme de recherche a-t-il un bon rendement ? Tel processus de financement de la recherche est-il adapté ? Notre pays doit-il s'impliquer plus spécialement dans tel ou tel problème de recherche ?

— Si on en revient aux individus, il est évident que la meilleure manière de juger une recherche, c'est de la juger sur pièces, c'est-à-dire essentiellement sur publications. En sachant bien que dans le monde de vie moderne des scientifiques,

il n'y a pas que les publications qui comptent. Il y a aussi — et c'est très important — la manière dont les chercheurs peuvent présenter leurs résultats dans les congrès ou dans les conférences sur invitation. Ce dernier système est très en vogue aux États-Unis, et les Européens ont plusieurs projets de ce type, dont l'un est étudié par la Fondation européenne de la science. Je me réjouis de le voir aboutir.

— A propos des publications comme critère de jugement, je voudrais mettre en garde contre certains excès. En particulier contre un engouement, heureusement déjà un peu dépassé, de quantification de l'évaluation des chercheurs à partir de la bibliométrie. Cela consiste à compter le nombre de publications, le nombre de citations, à mettre des coefficients un peu partout, etc. Certes, tout n'est pas mauvais dans ce système, mais son abus, en revanche, l'est. Il expose en effet à des risques d'erreurs considérables. Gare aux effets de modes et aux effets de clubs (« Je te cite, tu me cites... ») ! La bibliométrie demande à être traitée avec beaucoup d'humour. Le malheur est que ses zéloteurs les plus notables en manquent souvent, apparemment.

— Je ne connais pas de systèmes d'évaluation quantitativement raisonnables. Il faut se fier à une espèce de consensus de la communauté. Mais, là encore, nous devons examiner les choses de près. Par qui doit être constituée une commission chargée d'évaluer les chercheurs ? Par des chercheurs extrêmement actifs ? Par définition, le temps leur est compté, tout occupés qu'ils sont à travailler pour eux-mêmes. Par des juges qui ont dépassé la phase la plus active de leur carrière ? Ils vont juger avec la plus grande honnêteté, mais par référence à leurs propres schémas et à la science telle qu'ils l'ont construite.

— On nous dit souvent : les gens qui composent les comités d'évaluation sont trop âgés. Eh bien oui, mais c'est souvent parce que de plus jeunes, sollicités, n'ont pas accepté. On ne peut pas demander à des scientifiques de passer une partie trop grande de leur temps à juger les autres. Il n'existe pas de système d'évaluation parfait. C'est pourquoi il est impératif que règne parmi les chercheurs un climat de confiance.

— Qu'envisagez-vous pour régularisation des rapports entre les scientifiques et les journalistes ?

— Pour un scientifique, avoir l'occasion de s'entretenir avec un bon journaliste est une chance très appréciée. D'une façon générale, je crois qu'il est excellent que les journalistes aient un contact direct avec les scientifiques. Ce que je souhaite, c'est que les journalistes ne harcèlent pas trop les scientifiques pour les amener à des déclarations auxquelles ils ne sont pas préparés, ou pour leur faire dire des choses qui sont à la limite de ce qu'ils savent ou de ce qu'ils ont démontré. Il ne faut pas que les journalistes sollicitent trop les chercheurs au-delà de leurs compétences (qui sont grandes) et en dehors du champ dans lequel ils se meuvent avec aisance.

— Les chercheurs, de leur côté, doivent aussi savoir résister sagement aux plaisirs de la sensation. La science n'est pas faite de sensations, elle est faite de démonstrations.

— Par ailleurs, je souhaite que les scientifiques prennent un peu de leur temps pour expliquer d'une manière claire et accessible au grand public ce à quoi ils sont arrivés et les buts qu'ils poursuivent. Cette activité d'explication doit être valorisée.

— Les jugements portés sur les chercheurs se concentrent le plus souvent autour de leur activité scientifique stricte. Mais cette activité ne prend sa pleine dimension que si elle s'accompagne d'une activité d'explication et de mise en forme. A cet égard, publier un livre destiné au grand public ne doit pas être considéré par les chercheurs comme une perte de temps.

— Vous allez à contre-courant de ce que professent nombre de scientifiques... — Peut-être. Mais je sais aussi que beaucoup de chercheurs ont ce désir. Et qu'ils le répriment par crainte d'être moins bien jugés. Publier un bon article dans une revue du type *la Recherche*, s'entretenir avec des journalistes travaillant pour les bonnes rubriques scientifiques de nos journaux, cela fait aussi partie du métier des chercheurs. Le fait de contribuer à la valorisation culturelle et industrielle de la science est une qualité qui n'est pas encore assez prise en compte dans les instances de jugement des chercheurs.

Propos recueillis par JEAN-PAUL DUFOUR et FRANCK NOUËL

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde  
Gérant : Bernard Wouss  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wouss  
Rédacteur en chef :  
Daniel Vertès  
Candidat en chef :  
Claude Sales

ABONNEMENTS  
PAR MINITEL  
36-15 - Taped LEMONDE  
code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

Abonnements sur les autres continents  
et les Indes du Monde au (1) 42-47-98-81.

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Taped LEMONDE  
ou 36-15 - Taped LM

**Le Monde**  
PUBLICITE  
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Téléx MONDEPUB 204 136 F

Tél : (1) 42-47-97-27  
Téléx MONDEPAR 550572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

**ABONNEMENTS**  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	REUNION	SURSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	708 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1408 F
1 an	1395 F	1488 F	1944 F	2696 F

ÉTRANGER : par voie  
aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner  
RENOVEZ CE BULLETIN  
accompagné de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements  
tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse :  
notifiez-les : nos abonnés sont invités à  
transmettre leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

621 MONOS

36 15  
F M

Maintenant vous  
serez servi  
est très d'...

STOMA SYSTEME

ETUDE SUPPLEMENTAIRE

HAUTE SAVOIR

Futur direct

DB

DOMIN

LEON PA

NEMO

GECALSTHOM

RECHERCHES

مخبرنا الفضل



**SECTEURS DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**36 15**  
**IM**

Maintenant vous pouvez savoir si votre profil est très demandé.

Le système télématique expert de l'emploi des cadres.

**Maîtrises de Mathématiques**  
Maîtriser aussi l'informatique, c'est se donner un large choix de métiers.

Filiale en pleine expansion de la Compagnie Bancaire (1<sup>er</sup> Groupe financier européen), la SIS, société de services spécialisée depuis 20 ans dans les systèmes informatiques de gestion haut de gamme, a tous les atouts pour être au premier plan de la compétition européenne.

Débutant ou avec une première expérience professionnelle, une formation de plusieurs mois en informatique vous permettra d'intégrer des petites équipes et d'être rapidement opérationnel en participant activement à la conception, la programmation et la réalisation de projets variés pour nos clients.

Après cette première période, vous prendrez progressivement en charge un projet sur le plan technique, pour évoluer ensuite vers le poste de Chef de Projet avec des responsabilités humaines et financières accrues.

Vous avez l'esprit critique, d'analyse et de synthèse. Perspicacité de tempérament, vous aimez comprendre les problèmes et trouver des solutions opérationnelles.

En pénétrant avec nous dès aujourd'hui dans l'univers informatique, vous multipliez vos activités et vos perspectives de carrière à la SIS et au sein de la Compagnie Bancaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), sous réf. 524, à Catherine GODARD - Service Orientation et Recrutement - COMPAGNIE BANCAIRE - 3, avenue Kléber - 75116 PARIS.

compagnie bancaire

PROGRAM Systèmes Interactifs Aide à la Décision;  
Procédure SELECTION;  
CONST DIAGMA SYSTEMES=

'Projets de pointe; Optimisation de la production en milieu industriel; Marché International';

Adresse: "DIAGMA, 75 rue de Courcelles 75008-Paris";  
TYPE  
ETUDES SUPERIEURES = (G-Ecole/Université);  
VAR CANDIDAT  
Record Math. Appliquées: Boolean;  
Informatique: Etudes Supérieures;  
Qualité:  
(DYNAMISME, METHODE, EXPERIENCE 3 ANS);  
END;  
BEGIN

If CANDIDAT  
Then Write(Adresse,CV) END;  
BEGIN Selection; END;

DIAGMA

**FUTURS TECHNICO-COMMERCIAUX**

ICL, c'est plus de 820 MF de CA en France, plus de 13 MMF dans le monde et un taux de croissance de 11%.

Vous avez une formation MIAGE ou équivalent, une parfaite maîtrise de l'anglais et un sens aigu du défi ? Nous vous proposons de débiter votre carrière en exploitant et en développant vos connaissances et votre goût de l'autonomie. Un stage (Telecom, Banque ou Ingres) serait un plus. Votre principal atout : une passion pour la technique et une réelle attirance pour les contacts clientèle.

**SECTEUR BANQUE ET TELECOM (Réf. EL05)**

10 mois de formation en Angleterre vous permettront d'acquies une réelle compétence « Banque et Telecom » avant de prendre en charge, en France, une responsabilité opérationnelle dans une activité technico-commerciale.

**BASES DE DONNEES INGRES (Réf. EL06)**

Vous mettrez à profit vos compétences Bases de données Ingres pour exercer une fonction technico-commerciale à orientation marketing solutions, dans la région parisienne.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence choisie, à ICL FRANCE - Elisabeth LOYE - 24, avenue de l'Europe - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

**ICL**

A LA POINTE DE L'INFORMATIQUE

**SICPA**  
4<sup>ème</sup> fabricant mondial d'encres d'imprimerie

La filiale française du groupe international Suisse SICPA recherche son

**Futur directeur des achats**

Diplômé d'une école d'ingénieurs (chimie de préférence) et après une première expérience réussie dans la fonction achat, vous souhaitez maintenant occuper un poste de direction au sein d'une société jeune et en forte croissance.

Vous intégrez une entreprise qui s'est forgée une réputation de dynamisme et d'excellence : notre C.A. France est passé de 100 M.F. en 1981 à 300 M.F. en 1989.

Henri Debeuret vous remercie de lui écrire (Réf. 1165 M).

**DOMINIQUE BARRÉ S.A.**  
BP 18 - 69131 ECULLY Cedex  
LYON - PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

**Ingénieur Marketing**

Homme de marché et de terrain, vous avez acquis une expérience du marketing ou de la vente de 2 à 5 ans.

Rattaché à la Division Produits, vous serez responsable de la vie commerciale des produits ou des services et analyserez les besoins des clients. Vous assurerez la définition, la validation et la promotion des nouveaux produits. Vous rechercherez de nouvelles applications aux produits existants.

Une bonne connaissance des mémoires et circuits intégrés CMOS sera très appréciée.

Le poste est basé à Nantes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à MATRA MHS - Marc Béthénod - La Chantrerie / Route de Gachet - 44087 Nantes Cedex 03.

**MHS**

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

**GECALSTHOM**

Etablissement du HAVRE recherche

**INGENIEUR SERVICE TECHNIQUE**

Chargé de l'élaboration de programmes de calcul, au sein d'une équipe de Développement.

Ecole d'ingénieur ou 3<sup>e</sup> cycle universitaire, option électrotechnique.

Pratique de l'anglais nécessaire.

Réf. PR

**INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX**

Responsable de la commercialisation et de la gestion des contrats pour un secteur géographique.

Formation ingénieur grande école.

Expérience technique ou commerciale biens d'équipements industriels souhaitée.

Pratique de l'anglais exigée.

Réf. JYP

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions (sous référence du poste choisi) à Y. RASTIER - GECALSTHOM - 4, bd J.-Dunand - B.P. 7008 X - 76080 LE HAVRE CEDEX.

**TRANSFORMATEURS DE PUISSANCE**

**CHEF DE PROJET NOUVEAUX PRODUITS**  
VALLÉE DU RHONE

INGENIEUR GENERALISTE, polyvalent par formation ou par acquisition, vous possédez une expérience de plusieurs années du développement dans un domaine très technique (électronique: hydraulique, micro-mécanique).

Vous pourrez prendre en charge une fonction réellement motivante qui vous permettra d'animer l'ensemble du Projet, et donc son équipe (plusieurs ingénieurs et techniciens), en liaison avec le Marketing, la Recherche et la Production.

Notre entreprise est française mais son contexte international implique la maîtrise de l'anglais.

30 % DU MARCHÉ MONDIAL D'ICI 92 !

**CE CHALLENGE VOUS INTERESSE ?**

Ecrire sous réf. 121 à Vincent COLONNA - IMAJE S.A. 9 rue Gaspard MONGE BP 110 26501 BOURG LES VALENCES Cedex Tél. 73.75.55.53.

NOUS AVONS OBTENU L'OSCAR 1989 DU NOUVEAU ECONOMISTE POUR L'EXPORTATION.



# SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**36 15**  
**IM**

Maintenant toutes les annonces correspondant à votre CV sont automatiquement sélectionnées.

Le système télématique expert de l'emploi des cadres.

**Britax** Composants Automobiles  
Filiale du Groupe BSG International

recherche un

**INGENIEUR CHEF DE PROJET**

pour Développement Industriel et Préproduction de nouveaux produits. Vous avez quelques années d'expérience et une compétence dans la conduite d'équipe de développement de produits. Vous souhaitez des responsabilités et un poste dans une société dynamique leader sur son marché.

Anglais apprécié.

Lieu de travail : ST FARGEAU-PONTHIERRY.

Adresser candidature avec photographie à M<sup>me</sup> PRICHENFELNER  
BRITAX (GECO) S.A. 88, avenue de Fontainebleau  
77981 SAINT FARGEAU-PONTHIERRY.

**ingenieur textile**  
**recherche et développement**  
SPECIALISTE FILS TISSAGE LYON

Notre Groupe est l'un des tout premiers européens dans la fabrication des tissus techniques pour l'industrie. Nous produisons des tissus et des composites souples par enduction et collage. Ces techniques relèvent autant de la chimie que du textile.

Pour renforcer notre département « Recherche et Développement », nous recrutons un ingénieur spécialiste du tissage.

Rattaché au Directeur de la Recherche, vous êtes à l'écoute des nouvelles techniques qui se présentent sur le marché.

- vous serez conseil auprès des autres chercheurs en tant que spécialiste du tissage,

- vous animerez une équipe de techniciens.

Après une formation de 3 ans à l'Université de la région lyonnaise, vous possédez une première expérience acquise en atelier ou en pilotage.

Agé d'une trentaine d'années, ingénieur textile diplômé, vous possédez une première expérience acquise en atelier ou en pilotage.

Vos atouts : votre imagination, votre sens du relationnel, votre goût de l'autonomie alliés à un bon esprit d'équipe.

La pratique de l'anglais serait un plus.

Merci d'adresser CV et prétentions sous réf. PH 10 à notre Conseil qui vous garantira le plus strictement confidentiel.

11, rue Victor Hugo - 69002 LYON  
2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 18

**COCEPLAN** (16) 78.38.18.51

**Ingénieur Photogravure**

Spécialiste de la gravure, vous avez acquis une expérience industrielle de 4 à 5 ans dans le domaine de la fabrication des semi-conducteurs. Rattaché à la Division Wafer Fab Engineering, vous assurez le support technique à la fabrication, intervenez dans le choix des nouveaux équipements et mettez au point de nouveaux procédés. Vous aurez à terme la responsabilité d'un groupe d'une dizaine de personnes (ingénieurs et techniciens).

Le poste est basé à Nantes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à **MATRA MHS** - Marc Béhenod - La Chartrerie / Route de Gachet - 44087 Nantes Cedex 03.

**MHS**

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

## LE MONDE EST NOTRE MARCHÉ RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT FRANCE

STORK VECO développe, fabrique et commercialise des pièces de précision gravées à l'eau-forte et électroformées.

Après une période d'intégration, assurée par le Chargé de Promotion actuel ou le Chef des Ventes de STORK VECO aux Pays-Bas, vous prendrez en charge le développement des activités commerciales et assurerez la mise en œuvre des actions de renforcement de notre clientèle industrielle nationale.

A 30/35 ans, diplômé d'une école d'ingénieur ou équivalent, vous justifiez d'une bonne expérience (3 ans) dans le domaine de la sous-traitance industrielle et de la mécanique de précision ainsi que de bonnes notions d'analyse financière. Une parfaite

maîtrise de la langue anglaise ou allemande est nécessaire. Le poste est basé en banlieue Ouest. Esprit d'entreprise et polyvalence vous conduiront à relever nos défis pour évoluer au sein de notre groupe international.

Cette mission vous intéresse, contactez ALLO-CARRIÈRES ou (1) 49.09.09.49 du lundi au vendredi de 9 h à 17 h (précisez la réf. A39). Si vous ne pouvez pas téléphoner, merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. A39 à ALLO-CARRIÈRES - 47, rue de Bellevue 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex.

**49.09.09.49**  
ALLO-CARRIÈRES

### DEMANDES D'EMPLOIS

#### ESPAGNE

Cadre supérieur, Sciences Po, Sciences Éco

Franco-espagnol, 15 ans d'expérience en Espagne

Étudierait toute proposition (Madrid), secteur bancaire / parabancaire, services ou autres

pour poste de haute responsabilité.

Écrire sous n° 8453  
**LE MONDE PUBLICITÉ**  
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

J.F. Paris, 34 ans, dynamique, B.T.S. tourisme, parlant angl., allem., disponible immédiatement, ch. emploi dans le tourisme. Lettre message 41-82-24-48, province.

J.F. 30 ans, 6 ans expérience de rayon blancherie, ch. poste à Paris, 40-06-08-72.

Retraité 31 oct. 88, aime-rait solliciter de confiance Bénévoles ou même prof. Au pair si possible, montagne bienvenue.

Écrire sous le n° 8453  
**LE MONDE PUBLICITÉ**  
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

J.F. 38 ans, BAC + 2, sans des études et des responsabilités, ch. emploi admin. ou coll. très bonne réf., secteur financier et coll.

Écrire sous le n° 8453  
**LE MONDE PUBLICITÉ**  
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

#### INGÉNIEURS

Gdes écoles ou universitaires, vous débutez ou vous avez acquis une première expérience en : mécanique, thermique, robotique, combustion, électrodynamique, automatisation, mesures pour secteur aéronautique.

Env. C.V. + photo ESBAD, 128, r. du P-François, 91100 Evry.

Ecole supérieure privée Strasbourg recrute

#### PROFESSEURS

● marketing,  
● économie,  
● comptabilité,  
● mathématiques,  
● commerce international.

Niveau min. : BAC + 5

Env. lettre, photo et C.V. à ESBAD, 10, rue du Général de Gaulle, 91000 Evry. Strasbourg sur téléphone au 66-96-02-88.

#### CONSEILLERS COMMERCIAUX

Société Américaine leader en Négoce/Lesage International de gros matériel informatique

Motivée et dynamique, vous cherchez à exercer un métier passionnant et rémunérateur. Un organisme leader sur un marché porteur vous donne la possibilité après un stage de formation de devenir l'un de nos :

Env. lettre, photo et C.V. à ESBAD, 10, rue du Général de Gaulle, 91000 Evry. Strasbourg sur téléphone au 66-96-02-88.

#### SETEC T.P.I.

**INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES**

Porte-Entrée (TP-CHEBA) débutants ou quelques années d'expérience pour l'importation, études et maîtrise d'œuvre de structures (S.A.-Précontraint-Métal).

Adresser C.V. à SETEC T.P.I. 84, rue de la République, 75001 Paris Cedex 12.

Après développement d'un portefeuille commercial

**TROIS JEUNES AGENTS COMMERCIAUX**

Issues de l'École de la communication pour la promotion d'un orchestre symphonique. S'adresser à Patrick Girardot au 40-34-33-28.

#### Centres d'Études Forestières Montclair

#### UN INGENIEUR

des techniques forestières

Pour enseigner selon B.T.A. grad. forest.

Envoyer C.V. + photo à : C.E.F.A. 108, av. de Reims, 92000 Nanterre.

Motivée et dynamique, vous cherchez à exercer un métier passionnant et rémunérateur. Un organisme leader sur un marché porteur vous donne la possibilité après un stage de formation de devenir l'un de nos :

Env. lettre, photo et C.V. à ESBAD, 10, rue du Général de Gaulle, 91000 Evry. Strasbourg sur téléphone au 66-96-02-88.

#### secrétaires

recherche

INGENIEUR MÉCANICIEN

INEN, Sup. Aero, Centrale, A.M., salaire brut/an 150 000 F.

Env. candidature et C.V.

Observatoire de Paris DESPA 6, place Jussieu, 92185 Meudon Cedex.

#### ASSISTANT(E) BILINGUE ANGLAIS

PROFIL :

- Niveau BTS commerce international ou équivalent.
- 2 ou 3 ans d'expérience dans un poste similaire.
- Dynamisme, organisation, responsabilité, autonomie.
- Capacité à l'initiation de l'anglais (niveau B2/B3).

MISSIONS :

- gestion administrative et suivi des dossiers, contrats de location de matériel des filiales européennes (nombreux contacts téléphoniques).
- suivi englobant achat, financement, 1<sup>re</sup> facturation, terminaison des contrats ou renouvellement de location.

Ad. lettre manuscrite, + C.V. sous réf. CONT/OP à Coudane France S.A. Département de personnel, 43, rue de Villiers, 92222 Neuilly/Seine Cedex.

#### Consultants

Mission :

- Prendre en charge des missions très variées que vous gèrerez avec autonomie, en vous servant des méthodes que nous avons mises au point pour assurer la qualité de nos prestations au plus haut niveau.
- Evolution possible vers le développement d'un portefeuille clients.

Profil :

- 3 à 8 ans d'expérience en recrutement (Entreprise, SSI ou en Cabinet).
- Connaissances des métiers de l'informatique.
- Goût du contact - intuition - rigueur.
- Ces postes conviennent à des hommes ou des femmes qui cherchent à progresser dans une structure évolutive.

Merci d'adresser dossier de candidature (CV, photo et prétentions) en indiquant la référence à notre Conseil Any Boulade Partners, 35/37, avenue Joffre 94169 Saint-Mandé. Tél. (1) 43.65.09.09.

RÉF. AB 2507

*Any Boulade Partners*

#### La ville d'Épinay-sur-Seine recherche

**LE (LA) RESPONSABLE DE SON SERVICE TÉLÉMATIQUE**

Au sein de la direction de la communication, il (elle) assurera le développement du service actuel, animera un réseau de correspondants locaux et participera aux opérations de promotion du service.

Expérience de la télématique nécessaire, sens de l'initiative et goût du contact.

Env. rapidement C.V. détaillé et photo à : Monsieur le maire, 3, rue Quénigny, 93806 Epinay-sur-Seine Cedex.

#### appartements ventes

8<sup>e</sup> arrdt

**ÉTOILE, 265 m<sup>2</sup>**

Imm. luxu., 11 900 000 F.

Tél. 46-33-25-45.

#### 15<sup>e</sup> arrdt

CONVENTION. Petite vd

**SEJOUR + 3 CHBRES**

2 bdr., 81 m<sup>2</sup>, état neuf.

1 950 000 F. 46-34-16-41.

#### 16<sup>e</sup> arrdt

M<sup>re</sup> MICHEL-ANGE. Imm.

place de L. B. 4<sup>e</sup>, sans asc., duplex, plein de charme.

88 m<sup>2</sup>, bdr., sol.

2 350 000 F. 46-46-26-25.

#### appartements achats

Recherche APPT. TTES SURFACES.

Imm. Mercadet, 42-52-01-62.

locations non meublées offres

#### Paris

Studio à louer, 36 m<sup>2</sup>, 9<sup>e</sup> dt., sec., à Boulogne, 3 000 F CC.

Libre tout de suite.

45-24-43-10, le matin.

47-31-42-90, le soir.

#### maisons individuelles

LA CELLE-ST-CLOUD, 5<sup>e</sup> arrt, 48, 65 m<sup>2</sup>, 5 chbrs, grenier aménageable, a/sol complet, 3 800 000 F.

F. Arbeau, 30-32-67-08.

#### bureaux

Locations

**VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS**

SARL - RC - RM

Construction de sociétés, Démarches et tout serv. Permis, téléphoniques.

**43-55-17-50.**

#### BUREAUX A LOUER

1<sup>er</sup> SOUSSE

700 m<sup>2</sup> divisibles

**RICHARD ELLIS**

45-63-08-08.

#### DOMICILIATIONS

Forum des Haies, Bureau, Construction de Société, Télés, Télécop., Scandiar, ACCESS - 40-26-16-12.

Particulier loue local commercial 50 m<sup>2</sup> à usage de bureau ou profession libérale

**A PONTOISE**

(Val-d'Oise), centre-ville

**LIBRE DE SUITE**

30-73-30-22, HS

30-31-34-95, domicile.

**VOLTAIRE 100 m<sup>2</sup>**

4 bureaux dont 2 très grands, 11 000 F.

Tél. 40-30-02-18.

#### DOMICILIATIONS

Bureaux, télécopie, tél. fax.

**AGECO 42-94-95-28.**

#### DOMICILIATIONS

Forum des Haies, Bureau, Construction de Société, Télés, Télécop., Scandiar, ACCESS - 40-26-16-12.

Particulier loue local commercial 50 m<sup>2</sup> à usage de bureau ou profession libérale

**A PONTOISE**

(Val-d'Oise), centre-ville

**LIBRE DE SUITE**

30-73-30-22, HS

30-31-34-95, domicile.

**VOLTAIRE 100 m<sup>2</sup>**

4 bureaux dont 2 très grands, 11 000 F.

Tél. 40-30-02-18.

#### DOMICILIATIONS

Bureaux, télécopie, tél. fax.

**AGECO 42-94-95-28.**

مكاتب النصح



# Économie

... Le Monde • Mercredi 26 juillet 1989 19

## Les comptes de la Sécurité sociale

### Un déficit de 7,3 milliards de francs pour le régime général en 1988

Selon les résultats quasi définitifs de l'exercice 1988 (il manque encore le chiffre des dépenses et des recettes des allocations familiales des fonctionnaires), le déficit du régime général s'établira à 7,3 milliards de francs (6,2 sans les opérations en capital). La différence par rapport aux prévisions de janvier, de 2,9 milliards de francs, s'explique par un surcroît de cotisations (notamment le versement d'arrêts de cotisations d'allocations familiales des travailleurs indépendants), de moindres transferts en direction d'autres régimes et de moindres dépenses d'assurance-maladie. Celles-ci tiennent à la fois aux retards de versements provoqués par la grève des caisses primaires à la fin de 1988 et à une baisse de la consommation de soins de dentistes et de médecins spécialisés dans les dernières semaines de l'année.

Quant à la progression des salaires, elle est évaluée à 3,8 %, alors que l'INSEE parle déjà de 4,3 %. Les rentrées définitives pourraient donc être supérieures aux prévisions actuelles (756 milliards de francs). Cela amoindrirait le solde de toutes les branches.

■ **ASSURANCE MALADIE: 2,2 MILLIARDS DE DÉFICIT.** — Les versements aux hôpitaux publics augmentent de 7,3 % au lieu de 6,3 %; le supplément de 1,2 milliard de francs correspond au coût des masses en faveur des infirmiers et des médecins, en partie reporté, de l'année 1988. Peu de changements, en revanche, pour la médecine de ville, s'il n'y a pas d'épidémie à l'automne; l'arrêt de l'épidémie de grippe l'hiver dernier a presque compensé le report de certains remboursements sur l'exercice 1988. Le déficit ne serait que de 2,2 milliards de francs en fin d'année.

■ **FAMILLE: DE GROS TRANSFERTS.** — Comme prévu initialement, les prestations versées aux familles n'augmenteront que de 2,3 % en 1989 contre 3,8 % en 1988, la revalorisation accordée au 1<sup>er</sup> juillet restant inférieure à la hausse des prix. L'allocation de parent isolé ne progresse désormais guère plus vite que les prestations familiales traditionnelles (dont la déflation est toutefois ralentie par la prolongation de la scolarité); l'allocation parentale d'éducation achève sa montée en charge.

En revanche, les transferts vont gonfler fortement (de 31 %), atteignant 30 milliards de francs cette année. Cela concerne la contribution de la CNAF au Fonds national de

l'habitat, en croissance de 18,3 % encore cette année, par suite de la généralisation de l'aide personnalisée au logement (APL). Plus forte encore sera l'augmentation (+44%) de la cotisation d'assurance vieillesse des parents au foyer, dont le montant atteindra 17 milliards de francs (3,1 milliard de plus que prévu en janvier), par suite du versement d'arrêts. Cela ramènera à 2,5 milliards de francs l'excédent de la branche.

■ **VEILLESSE: LÉGÈRE DÉCREISSANCE.** — En revanche, ce transfert, s'ajoutant aux cotisations, ramènera à 5,7 milliards de francs le déficit de l'assurance vieillesse, au lieu des 10,9 milliards prévus. On note un certain ralentissement de la croissance des retraites (hors pensions de réversion), qui n'atteindra que 5,7 % en 1989, contre 6,4 % en 1988 et 6,7 % en 1987.

■ **TRÉSORERIE: SANS PROBLÈMES JUSQU'À DÉCEMBRE.** — Les rentrées prévues permettront de passer l'année sans problèmes. Les rares découvertes de trésorerie attendus devraient être nettement inférieurs aux avances autorisées de la Caisse des dépôts (9,7 milliards de francs) sauf vers le 10 décembre, où ils pourraient atteindre 15 milliards. Le solde de trésorerie devrait cependant être négatif de 1,9 milliard de francs au 31 décembre. Les avances faites par la Caisse d'allocations familiales au budget de l'État pour le versement du revenu minimum d'insertion, entraînent en effet un déficit de trésorerie de 900 millions de francs par mois et une perte sèche de 85 millions de francs de produits financiers.

### Une réforme problématique

■ **IRRITANTS** comptes de la Sécurité sociale. Les dernières prévisions du régime général pour 1988, présentées mardi 25 juillet, devaient prouver, selon l'optimisme, du moins la sérénité, puisqu'elles laissent attendre un quasi-équilibre de ce régime qui couvre la plus grande partie de la population française. Cette perspective devrait faciliter la mise à plat nécessaire à une réforme durable. Or les difficultés d'évaluation, les déséquilibres internes du régime mis en évidence au cours des débats actuels sur le financement de la Sécurité sociale.

Pour la troisième fois consécutive, les comptes de l'exercice seront meilleurs qu'on ne le prévoyait au début d'année. Ce n'est pas, comme en 1987, le résultat inespéré d'une campagne et d'un plan d'économie, mais, pour la deuxième fois, celui d'une amélioration de la conjoncture économique, notamment de l'emploi, qui échappe aux prévisionnistes: la croissance de 6,4 % de masses salariales prévues (contre 5,5 % en janvier et 4,5 % à l'automne 1988) risque d'être dépassée à la fin de l'année.

Un décalage aussi important, puisqu'il correspond à une variation de quelques 7 milliards de francs de cotisations, rend plus difficile une bonne gestion du régime, ne permet pas de voir ni donc d'utiliser les marges de manœuvre, ni d'apprécier les corrections nécessaires sur le moyen terme.

Pour limiter les dégâts, on va modifier le calendrier des comptes du régime général: au lieu d'être présentés à la mi-juillet (avec les premières prévisions pour l'année suivante) et fin décembre-début janvier, ils le seront en mai et novembre, soit six mois après les comptes de la nation. Ainsi disposera-t-on d'hypothèses macro-économiques plus récentes. La transformation commencera à l'automne prochain. C'est seulement à cette date que seront établies les prévisions pour 1990, et les comptes actuels ne portant donc que sur l'année 1988.

Toutefois, ce changement de calendrier ne réduira que partiellement les erreurs. Ce n'est, en effet, qu'avec retard que les prévisions des comptes nationaux se calent sur les progrès des données enregistrées par l'UNEDIC (l'assurance chômage) et l'ACOSS (la trésorerie du régime général). En mars dernier, les budgets économiques de la nation tablèrent sur une croissance de 5,1 % de la masse salariale, alors que la progression dépassait déjà ce chiffre... Le rapport note avec un certain agacement « l'obsolescence des hypothèses macro-économiques » disponibles actuellement et leur « pessimisme injustifié ».

De fait, ce retard permanent dans l'appréhension de l'évolution des effectifs et des salaires — exploité en 1987 et début 1988, le krach boursier troublant les perspectives — amène à se demander si les méthodes et les modèles utilisés ne sont pas aussi frappés d'obsolescence.

### Deux déséquilibres

La croissance économique met en évidence les déséquilibres internes du régime général. Le premier, c'est l'excédent croissant du régime accidents du travail, qui alimente l'ensemble du régime général depuis six ans. Malgré la réduction du taux de cotisation, il dépasse cette année 3,2 milliards de francs et pourrait atteindre en réalité le double de ce chiffre si l'on en croit les conclusions du rapport Bougon (voir encadré).

L'autre concerne les branches famille et vieillesse. La première n'a cessé d'être excédentaire depuis 1983: passée la forte revalorisation des prestations de 1981-1982, les dépenses tendent à augmenter moins vite que les recettes et le plafonnement des cotisations va sans doute accentuer le mouvement. La seconde est restée constamment déficitaire depuis dix ans, en déficit de financement supplémentaire quasi annuel, et va le demeurer malgré le ralentissement de la croissance des retraites.

Cette année, la reprise de l'emploi, qui rehausse encore l'excédent de la branche famille, n'a pas

suffi à combler le trou de la branche vieillesse. Le premier aurait atteint 5,8 milliards de francs, le second 8,5 milliards si l'on n'avait pas misé sur la régularisation d'une partie des cotisations d'assurance vieillesse des parents au foyer. Sans même cette régularisation exceptionnelle, le montant de cette cotisation (environ 13 milliards de francs) représente l'équivalent d'un point de cotisation vieillesse.

Cela illustre les incertitudes et les difficultés du financement du régime général. Sans doute, la Sécurité sociale n'obtient pas à une pure logique d'assurance, et il est donc légitime que les retraites des parents au foyer bénéficient d'un financement spécifique. Mais des transferts d'un tel volume (en 1989, ils représenteront au total un quart des prestations versées par la Caisse nationale d'allocations familiales) contribuent à rendre opaque et illogique le fonctionnement du régime général.

### Convoitises

Pour corriger cet équilibre, et consolider le financement du régime général, M. Claude Evvin, ministre de la solidarité, souhaite, outre une réforme des retraites finançant la croissance des dépenses, instaurer « une cotisation sociale généralisée » sur tous les revenus. Ce nouveau prélèvement remplacerait progressivement les cotisations d'allocations familiales permettrait de transférer les points de cotisation sur l'assurance vieillesse et de réduire le déficit de celle-ci sans augmenter les charges des entreprises... En outre, il se rapprocherait du système de financement des prestations familiales dans les autres pays de la Communauté européenne. Cette proposition, appuyée par le rapport de la commission de la protection sociale du X<sup>e</sup> Plan, se heurte toujours à l'opposition de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, et de son administration.

Quel que de Bercy, au siège des ministères, on s'accroche toujours que de nouvelles ressources empêcheront de s'attaquer à une impopulaire réforme des retraites. On suggère de distinguer dans les dépenses du régime général celles qui relèvent de l'assurance et celles qui relèvent d'une solidarité plus large, comme on l'avait fait pour l'UNEDIC en 1984. Les unes continueraient à être financées par des cotisations, la seconde pourrait l'être par un ensemble d'impôts de toutes natures... y compris une « cotisation sociale généralisée ». Cela permettrait de renvoyer aux partenaires sociaux le soin de rétablir l'équilibre d'une assurance vieillesse allégée d'une partie de ses charges, comme on l'a fait pour l'assurance chômage.

En fait, au ministère des finances, on aimerait bien récupérer une partie du produit d'une éventuelle « cotisation sociale généralisée » au profit du budget de l'État afin de compenser un peu le manque à gagner (plusieurs dizaines de milliards de francs) entraîné par l'harmonisation des taux de TVA dans le marché unique européen. Lors des réunions de la commission du X<sup>e</sup> Plan, des représentants de la direction de la prévision ont évoqué des scénarios de ce genre.

La reprise économique et l'amélioration des recettes du régime général depuis 1988 suscitent encore d'autres projets et d'autres convoitises. Ainsi M. Jean-Pierre Solson, ministre du travail, envisage-t-il, pour un plan emploi, à la mi-septembre, un abaissement à la base sur le taux des cotisations de Sécurité sociale (le Monde du 25 juillet), ce qui allègerait le poids pour les bas salaires... et les employeurs. Ainsi espère-t-on favoriser l'embauche.

L'emploi, les finances de l'État: autant d'enjeux nouveaux et considérables qui viennent compliquer le dossier déjà épineux du financement et du fonctionnement du régime général de Sécurité sociale, chaque proposition pouvant de surcroît se percher du manteau de la justice sociale (équilibre des efforts entre actifs et inactifs, hauts et bas revenus, petites et grandes entreprises, etc.).

GUY HERZLICH.

### SOMMAIRE

■ L'accord passé entre le Mexique et les banques satisfait les pouvoirs publics aux Etats-Unis et en France, mais suscite encore bien des réserves de la part des milieux financiers (lire p. 21).

■ Le régime général de la Sécurité sociale pourrait se trouver équilibré en 1989, après un déficit de 7,3 milliards de francs en 1988 (lire ci-contre).

■ Le chômage en France a augmenté de 0,4 % en juin. C'est la deuxième hausse depuis le début de l'année (lire p. 20).

### EN BREF

■ Des grèves se poursuivent dans les services des impôts. Les mouvements de grève qui perturbent les services des impôts depuis sept semaines et semblent diminuer pourraient se prolonger. Le principal syndicat, le SNUI — annonce que, en l'absence de nouvelles discussions, des mouvements sont à prévoir à la rentrée, après une manifestation nationale, le 12 septembre. Dans l'immédiat, une journée de contacts avec la population dite « journée nationale d'expression » aura lieu le 4 août.

■ **UTA: reconduction de la grève à partir du 29 juillet.** — Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) a déposé un nouveau préavis de grève pour samedi 29 juillet à 2 heures jusqu'à mercredi 2 août à minuit. Décidée pour protester contre l'embauche de 51 pilotes américains et plus généralement contre la « dégradation » de la profession, la grève, entamée mercredi 19 juillet, avait été suspendue le 24. Le Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC), s'est-à-dire les hôtesse et stewards, a, par ailleurs, apporté son soutien aux pilotes face au « comité de sauvegarde » accusé d'être « bel et bien un comité de soutien à la direction ».

■ **M. Maxwell se propose d'acquiescer Crofield.** — Le patron de presse britannique M. Robert Maxwell a proposé lundi 24 juillet au groupe d'imprimerie De La Rue de racheter pour environ 250 millions de livres (2,7 milliards de francs) sa filiale Crofield spécialisée dans les systèmes électroniques de reproduction de couleur et la conception du système de mise en page des journaux. Il propose ainsi de 25 millions de livres la majoration commune de l'américain Du Pont et du japonais Fuji déposés la semaine dernière.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### GROUPEMENT FONCIER FRANÇAIS

Le Conseil d'administration du Groupement foncier français réuni au début du mois de juillet sous la présidence de M. Bertrand Balaresque a pris connaissance des résultats prévisionnels du premier semestre de 1989 et de ceux de l'ensemble de l'exercice qui devraient être supérieurs à ceux prévus précédemment. Le bénéfice avant consolidation devrait dépasser 65 MF contre 52 MF en 1988 soit une augmentation d'environ 25 % qui pourrait permettre d'envisager le versement d'un dividende net de 8 francs par action contre 6,80 francs en 1988. Les perspectives pour 1990 et 1991 s'annoncent également très favorables et en forte progression par rapport à 1989.

Le Conseil a également pris acte de plusieurs opportunités de développement externes, français ou étrangères, qui nécessitent un renforcement significatif des moyens financiers de la société. C'est pourquoi il a décidé la convocation, au mois de septembre, d'une Assemblée générale extraordinaire pour approuver l'émission, pour un montant de 250 millions de francs, d'actions assorties de bons de souscription d'actions, et attribuer, préalablement, aux actionnaires actuels une action gratuite pour dix.

### Des excédents contestés dans le domaine des accidents du travail

La croissance des excédents dans la branche des accidents du travail (excédents qui atteignent encore 3,2 milliards de francs en 1989) malgré la baisse régulière des taux de cotisation, a été critiquée à plusieurs reprises par le rapporteur des comptes de la Sécurité sociale, M. Jean Merlot.

L'étude menée à ce sujet par un groupe de travail présidé par M. Bougon, conseiller maître à la Cour des comptes, rendue publique mardi 25 juillet, estime que la diminution des cotisations ne correspond pas à l'évolution des coûts du risque et qu'il ne s'agit que d'un effet de la baisse des cotisations, mais pas d'une baisse de la fréquence des accidents.

En effet, de 1982 à 1988 la fréquence des accidents avec arrêt de travail a diminué globalement de 25,8 %, celle des accidents ou incapacités permanentes de 30,6 %, celle des décès de 28 % et les journées perdues de 19,3 % (1).

La première concerne les accidents de trajet: les dépenses, déjà inférieures aux prévisions en 1983, ont encore baissé depuis en raison de la diminution des accidents (28,6 % pour l'ensemble des accidents avec arrêt de travail, 34,1 % pour ceux avec incapacité permanente).

La deuxième a atteint selon l'étude 826 millions de francs en 1987. Quant aux charges de compensation avec les mineurs, les salaires agricoles, les dockers, les sportifs professionnels, déjà inférieures à la majoration prévue à ce titre en 1983, elles ont aussi augmenté moins vite que la masse salariale. Ainsi en 1987, le produit de cette majoration dépassait à la fois les besoins d'environ 500 millions de francs.

Mais la différence la plus forte concerne la majoration pour « charges générales », destinée à couvrir le coût de la gestion administrative de l'action sanitaire et sociale, de l'indemnisation des compagnies d'assurances, des soins d'urgence, etc. et qui couvre aussi le déficit des rentes d'accident du travail.

Malgré ce dernier déficit ces charges ont diminué: en 1987 elles étaient inférieures de 3 milliards de francs (soit 55 %) au montant inscrit dans les comptes de la Sécurité sociale. Il faudrait donc réduire d'autant la part des accidents du travail dans les dépenses de gestion de la branche maladie et de 85 % dans celles de l'action sanitaire et sociale.

Selon le rapport, cette pratique de surévaluation rompt le lien direct qui devrait exister entre l'évolution des risques et le taux de cotisation. Elle aboutit non seulement à « faire supporter aux accidents du travail des charges supérieures à leur coût au profit de la branche maladie » mais aussi à « déléguer » — serait-on tenté de dire — les préoccupations psychologiques,

et notamment la facilité de maintenir une cotisation plus élevée et plus discrète qu'un relèvement des cotisations patronales ou ouvrières de l'assurance-maladie l'aurait permis de le faire.

Les syndicats, de leur côté, n'ont accepté qu'avec réserves les conclusions du groupe Bougon. Certes, la CFTC et FO souhaitent une vérité des coûts de fonctionnement, FO y ajoutant le vœu d'une meilleure modulation des cotisations entre les entreprises en fonction de la fréquence des accidents. Mais, tous les syndicats confondus (FO, CFTC, CGT et CGT) déplorent les insuffisances de prévention, de déclaration et d'indemnisation des maladies professionnelles.

### « Une chasse à la déclaration »

La commission ne s'est guère appuyée sur celles-ci, compte tenu de leur faible nombre (4 000 maladies reconnues par an) et de leur faible coût sur l'ensemble de la branche. Elle a simplement remarqué que les affections causées par l'ambiance (le bruit) ou la posture représentaient, en 1987, près de 45 % des maladies indemnisées, contre 27 % en 1982. La CGT affirme, notamment, que, chaque année, plusieurs milliers de cas de cancers professionnels, dus à de nouveaux produits chimiques, ne sont pas recensés, et elle dénonce « une chasse à la déclaration des accidents de travail dans les entreprises ».

Ajoutons qu'une des observations de l'étude amène à s'interroger sur les bénéficiaires de la diminution des accidents du travail et sur l'ampleur de cette réduction. En effet, sur la période étudiée, la fréquence des accidents a très peu baissé (1,7 %) pour les ouvriers mais beaucoup (35 %) pour les autres catégories de personnels, dont la proportion a fortement augmenté. La prévention ne serait-elle pas faite pour les ouvriers ?

G. H.

(1) Ce qui représente une augmentation de la durée moyenne des arrêts de travail de 2,5 %.

(2) Ce coût est déterminé par rapport aux salaires versés sur trois ans. Le taux de cotisation dépendant de la taille de l'entreprise, de la catégorie de risque et de l'évolution des dépenses.

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La société togolaise du Coton (SOTOCO) lance un appel d'offres pour la fourniture, en trois lots, de 915 000 litres d'insecticides destinés à la protection des cultures de coton. Financement: Banque Mondiale; provenance: pays Banque Mondiale, Suisse, Taiwan, Chine. L'avis d'appel d'offres détaillé peut être retiré auprès de la CFTD, 13, rue de Monceau, 75008 PARIS (à l'attention de M<sup>me</sup> Sparic). Téléphone: 43-59-53-95. - Télex: 660 839 F. Pour dépôt des offres, avant le 12 septembre 1989.



## Économie

## SOCIAL

Plus 0,4 % d'inscrits à l'ANPE en juin

## La reprise de l'emploi ne profite pas aux chômeurs

En données corrigées, le chômage a recommencé à augmenter en France au cours du mois de juin avec une hausse de 0,4 % (neuf mille trois cents de plus) indiquent les données publiées le 25 juillet par le ministère du travail. Avec 2 526 100 chômeurs inscrits à l'ANPE, c'est la seconde aggravation de l'année, après celle survenue en avril, à un moment où s'amorçait traditionnellement l'augmentation du second semestre. Calculé par rapport à la population active, le taux de chômage se situe à nouveau sur la barre des 10 %, selon l'INSEE, après être descendu à 9,9 % en mai dernier.

En données brutes, le nombre officiel de demandeurs d'emploi s'élève à 2 375 200, soit 1,5 % de moins que le mois précédent et 1,1 % de moins qu'il y a un an, la tendance sur douze mois étant sensiblement identique en données corrigées (31 500 chômeurs de moins).

## Des salariés mieux protégés

Les tendances qui se développent depuis le début de l'année se confirment. Ainsi que le note M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, dans son communiqué mensuel, la reprise de la création de l'emploi « protège mieux les salariés du risque du chômage » alors qu'elle ne profite guère aux chômeurs.

Du fait de la bonne tenue du marché du travail, les nouvelles arrivées au chômage diminuent de 4,5 % en données corrigées. Le nombre des

licenciements économiques est en recul ainsi que celui des inscriptions à la fin d'un contrat à durée déterminée ou des jeunes à la recherche d'un premier emploi (-13,7 % en un an).

En revanche, le dynamisme retrouvé n'est pas suffisant pour

mordre sur le « stock » de demandeurs d'emploi. Les sorties de l'ANPE sont moins nombreuses qu'elles n'étaient (-1,6 % sur un an). En raison d'un effort moindre sur le traitement social, les placements dans les stages sont fortement en baisse (-5,4 % en un an) et, plus

préoccupant, les retours déclarés dans un poste de travail connaissent un tassement significatif (-2,2 % en un an).

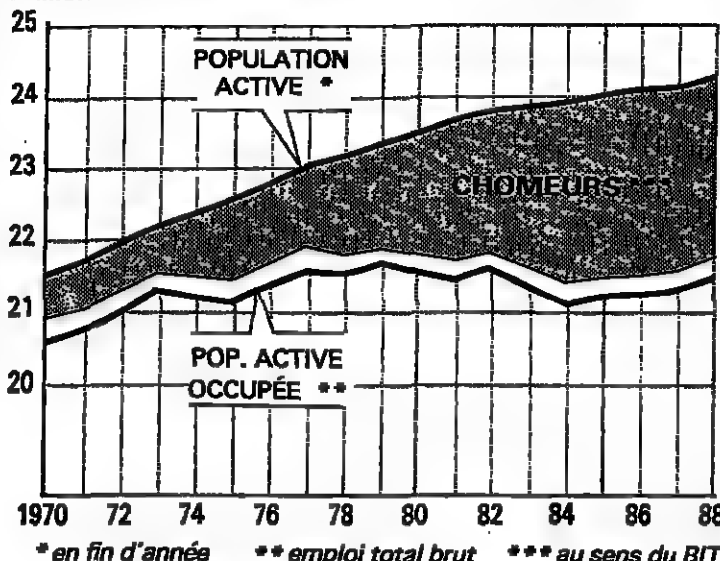
« L'insuffisance persistante des embauches de demandeurs d'emploi », ainsi que le note M. Soisson, explique les mauvais chiffres du chômage et aboutit à effet de masse.

## La rotation s'accroît

Les inscrits à l'ANPE courent davantage que par le passé le risque de devenir des chômeurs de longue durée, alors que la situation générale s'améliore. En conséquence, l'ancienneté moyenne de présence à l'ANPE ne cesse de s'allonger. Celle-ci est passée de 371 jours en juin 1988 à 385 jours en mai 1989 et à 387 jours en juin 1989. La part des chômeurs de plus d'un an ne cesse de s'élever et représente 32,6 % des demandeurs d'emploi.

Cependant, les personnes inscrites depuis peu au chômage ont davantage de chances d'en sortir : 15,7 % des demandeurs retrouvent un emploi dans le mois, contre 10 % en juin 1988, 30,6 % en fin de même en trois mois, contre 30,1 % en juin 1988. D'un côté, la rotation s'accroît. De l'autre, la perspective de redevenir actif s'éloigne. Et les deux mouvements, dus à un partage, ne sont malheureusement pas incompatibles.

ALAIN LEBEAUE.



Les trois courbes représentées sur ce graphique ne disent pas tout. Entre les chômeurs et la population active occupée, la différence provient de différents éléments dont les soldes du contingent, certains stagiaires de la formation professionnelle, mais aussi de bénéficiaires du traitement social. Le traitement social devrait également figurer dans le décompte de la population active occupée, puisque d'autres stagiaires y sont inclus. Par ailleurs, les préretraités ou les chômeurs âgés dispensés de la recherche d'un emploi n'appartiennent plus à la population active.

## REPÈRES

## Finances publiques

## La Belgique tente de réduire son déficit

Les ministres belges sont parvenus lundi 24 juillet à un accord sur le projet de budget pour 1990. Cet accord devrait permettre de réaliser une économie de 80 milliards de FB (13 milliards de FF) sur les dépenses envisagées par les divers ministères. La charge de la dette publique sera allégée de 30 milliards de FB en 1990, conformément à l'objectif gouvernemental de limitation du déficit budgétaire à 405 milliards de FB, soit 6,5 % du produit national brut. Les particuliers devront supporter un allouement de la fiscalité d'environ 10 milliards de FB. Le projet de budget devrait être définitivement arrêté le 2 août en conseil des ministres.

## Réserves de change

## Baisse en juin pour la France

Les réserves de change de la France s'élevaient à la fin du mois de juin à 368,01 milliards de francs, en baisse de 498 millions par rapport à mai. En un an (par rapport à juin 1988) la baisse des réserves de change est de 26 milliards de francs.

## RMI

+ 1,25 %  
au 1<sup>er</sup> juillet

Pour la première fois depuis sa création, le revenu minimum d'inser-

tion (RMI) est revalorisé de 1,25 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet. Cette augmentation a fait l'objet d'une lettre ministérielle, dans l'attente de la publication d'un décret au Journal officiel. Pour une personne seule vivant en métropole, le montant du RMI est porté de 2 000 F à 2 025 F. Pour la deuxième personne au foyer, l'allocation passe de 1 000 F à 1 012,50 F et de 600 F à 607,50 F à partir de la troisième personne. Dans les départements d'outre-mer, les montants du RMI sont portés à 1 620 F pour une personne seule, 810 F pour la deuxième personne et 486 F pour la troisième. En juin, 295 000 mises en paiement du RMI ont été effectuées en métropole.

## Airbus

246 commandes

et 52 livraisons

au premier semestre

Airbus Industries a enregistré une activité record au premier semestre 1989 avec 246 commandes fermes (plus 174 options et engagements d'achats) et 52 livraisons, indique le consortium européen dans sa Lettre mensuelle de juillet. Le groupement européen « récolte actuellement les fruits des investissements réalisés dans le domaine des études et technologies avancées, après avoir été une gagnante réellement compétitive selon la Lettre. Le nombre des commandes est supérieur de 50 % au volume enregistré sur l'ensemble de 1988 qui était déjà le plus haut niveau annuel pour Airbus.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## GENERALI

## COMPTE RENDU 1988

(000 US\$) *	1988	1987
Primes brutes	3.825.780	3.391.423
Primes cédées	- 531.084	- 455.534
Primes nettes	3.294.696	2.935.889
Revenus nets des placements	706.698	683.826
Intérêts techniques servis à la Branche Vie	- 364.432	- 330.355
Résultat de la gestion technique	- 82.476	- 8.709
Profits et charges diverses	- 34.775	- 7.485
Résultat des activités ordinaires	225.015	287.277
Profits sur cessions de titres et d'immeubles	148.524	64.161
Moins-values sur dépréciation de titres	- 48.715	- 34.854
Affectation à la réserve pour plus-values réalisées à réinvestir	-	- 5.618
Impôts	- 64.380	- 66.260
Résultat des autres produits et charges	35.429	- 92.071
Bénéfice de l'exercice	260.444	194.706

\* Un a converti tous les chiffres au change Lire/Dollar 1:305,72.

- Le total des primes brutes en 1988 s'élève à 3.825,8 millions de Sfr, dont 1.282,4 millions pour la Branche Vie et 2.543,4 millions pour les Branches Domaghe.
- Le total des placements est de 9.667,4 millions de Sfr soit une augmentation de 26,6 %.
- Les revenus nets de placements ont atteint 706,7 millions de Sfr soit une augmentation de 11,3 %; le taux moyen de rendement ressort à 8,7 %. Les profits réalisés ont atteint 148,5 millions sur les ventes de titres, 30,9 millions sur les ventes d'immeubles.
- Le bénéfice de l'exercice, marquant une augmentation de 33 %, par rapport à l'exercice précédent, s'est élevé à 260,4 millions de Sfr, dont 157,4 millions pour la Branche Vie et 103 millions pour les Branches Domaghe.
- Par acte par action (Sfr) :
 

	1988	1987
Dividende (1)	0,372	0,367
Dividende (2)	0,254	0,182
Dividende (3)	31	31
- Le dividende par action est exprimé en dollars en termes homologues : 1 dollar en rapportant tous les salaires à un capital de 100 millions de francs.
- 112,6 millions de Sfr, prélevés du bénéfice, ont été affectés à la réserve extraordinaire.
- Le patrimoine net, y compris le bénéfice de l'exercice, a atteint 2.263,8 millions de Sfr soit une augmentation de 1.096,5 millions par rapport à l'exercice précédent.
- Le dividende par action est de 0,254 dollars (plus 102 compte tenu de l'augmentation globale du capital et plus 30,2 % sur le dividende global attribué).
- L'augmentation nette de capital de 430 milliards à 1.090 milliards de francs décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 28 juin 1988 ouverte le 10 septembre 1988 a été close le 5 décembre suivant.
- À la fin des premiers mois de l'exercice 1989, ont été constituées en Italie la Generali Assicurazioni S.p.A. contrôlée à 100 % par Generali S.p.A. ainsi que la Sogefi S.r.l. de Milan. Au cours de la même période, la totalité du capital d'Enalunne de Paris a été vendue tandis qu'un rachat de 100 % a été réalisé en participation dans le capital de la Vanguard de Sydney (Australie).

## BILAN CONSOLIDÉ 1988

ACTIF (000 US\$) *	1988	1987
Immeubles et entreprises agricoles	3.726.040	3.450.952
Titres à revenu fixe	11.698.817	10.167.795
Actions et participations	3.663.464	2.296.800
Prêts	1.142.560	1.067.140
Dépôts de réassurance	404.007	477.176
Dépôts bancaires	926.129	368.933
Débiteurs et autres actifs	2.806.820	2.296.028
	24.455.727	20.614.624
PASSIF (000 US\$) *		
Provisions techniques	18.554.626	16.195.513
Dépôts de réassurance	211.760	232.184
Autres passifs	1.958.426	1.719.517
Quote-part des tiers	340.427	311.976
Patrimoine net	2.989.518	1.843.401
Bénéfice de l'exercice	890.970	322.083
	24.455.727	20.614.624

- On a consolidé 56 Compagnies d'Assurances opérant sur une quarantaine de marchés (y compris 7 Sociétés Europ Assistance), 19 Sociétés Financières, 27 Immeubles et 4 agricoles, dans lesquelles la Société mère détient directement ou indirectement une participation supérieure à 50 %.
- Les primes brutes ont atteint 8.250,1 millions de Sfr (+11,2 %), dont 2.782,4 millions pour la Branche Vie et 5.467,7 millions pour les Branches Domaghe. La répartition géographique est la suivante : Italie 38,1 %, autres pays de la CEE 41,5 %, Europe hors CEE 18,1 %, pays extra-européens 1,3 %.
- Le total des placements est de 21.648,1 millions de Sfr (+14,2 %).
- Le revenu des placements est de 1.661,7 millions de Sfr (+11,1 %) dont 64,25 provenant des titres à revenu fixe, 16,8 % des biens immobiliers, 7,7 % des actions et participations, 4,8 % des dépôts bancaires et 6,7 % d'autres formes d'investissements.
- Les provisions techniques nettes s'élèvent à 18.554,6 millions de Sfr (+14,8 %).
- Le patrimoine net est de 2.989,5 millions de Sfr, dont 11,1 % seulement à la Compagnie et 8,9 % représenté en quote-part des tiers.
- L'exercice présente un bénéfice de 891 millions de Sfr (+21,4 %) qui a obtenu comme suit :
 

	1988	1987
Bénéfice de la Compagnie mère	260.444	194.706
Bénéfices des autres Compagnies	313.389	187.095
Amortissements des consolidations	- 37.440	- 21.520
Bénéfice total	436.393	360.281
Impôts minoritaires	- 47.420	- 38.539
Bénéfice de l'exercice	388.973	321.742

Le Groupe Generali opère en France à travers La Concorde, la Compagnie Continentale, Generali France, La Fédération Continentale, L'Equité, l'Européenne de Protection Juridique, Europ Assistance et la Lutèce.

Direction Centrale à Trieste (Italie)



GENERALI

Assicurazioni Generali



## AFFAIRES

La CEE conditionne l'adoption de l'accord multilatéral à des précisions au sein du GAT

Le GAT (Groupe d'Action Technique) a été créé par la Commission européenne pour étudier les aspects techniques de l'accord multilatéral de commerce des services. La Commission a demandé au GAT de présenter un rapport sur les aspects techniques de l'accord multilatéral de commerce des services. Le GAT a été créé par la Commission européenne pour étudier les aspects techniques de l'accord multilatéral de commerce des services. La Commission a demandé au GAT de présenter un rapport sur les aspects techniques de l'accord multilatéral de commerce des services.

## AVIS FINANCIERS

## REORIENTATION D'EPARCOU

## SICAV COURT T



# Économie

## ETRANGER

La réduction de la dette des pays en développement

### Pour les banques, l'accord avec le Mexique sera difficile à généraliser

Enthousiasme au Mexique, satisfaction des gouvernements américain et français, prudence de la communauté bancaire. La diversité des réactions à l'annonce de la signature d'un accord de principe entre le Mexique et ses banques créancières, qui consacrent l'annulation d'une partie de la dette mexicaine (le Monde du 25 juillet) laisse présager des difficultés qu'il y aura à généraliser l'allègement de la dette des pays en développement.

Il est pratiquement acquis que, quelles que soient les décisions de l'ensemble des banques créancières du Mexique, qui doivent maintenant se prononcer sur le texte signé dans la nuit du dimanche 23 juillet, le Mexique se verra débarrassé d'une partie de sa dette commerciale. Les banques auront en effet le choix entre convertir une partie de leurs créances en obligations dont la valeur correspondra à une réduction de 35 % du capital ou de 40 % des intérêts, ou encore apporter des concours financiers supplémentaires au Mexique, du « New-money », dans le jargon des négociateurs de dette. Si un tiers des créances bancaires — leur total est de 54 milliards de dollars — bénéficient de la première option (la réduction du principal par l'émission d'obligations dévaluées), la dette mexicaine se verrait allégée de 6 milliards de dollars environ. Le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, estime que l'allègement sera compris entre 3 et 5 milliards de dollars.

Dans l'hypothèse où de nombreuses banques choisiraient la solution « nouveaux prêts », le Mexique

verrait sa situation de trésorerie immédiatement améliorée, même si, à plus long terme, sa dette n'en serait pas pour autant allégée. En fait, c'est en fonction de la situation de leur bilan et de leur stratégie en matière de dette que les établissements bancaires des différents pays choisiront l'une ou plusieurs options. Ainsi, une fraction des banques américaines, dont la plupart sont des banques régionales, ont déjà vendu une partie de leurs créances sur le marché secondaire de la dette, et ne souhaitent plus consentir de prêts aux pays en développement. Ces banques sont aussi celles qui ont constitué des provisions importantes (l'effacement des créances oblige à subir une perte). Elles seront donc intéressées par la conversion des créances en obligations d'autant plus que, comme le faisait remarquer un banquier français : « On sait maintenant que la dette est de 35 %. Que sera-t-elle à l'avenir ? »

D'autres banques, au contraire, dont une partie des grandes banques américaines, considèrent encore leurs provisions insuffisantes et en tout état de cause jugent trop coûteux l'abandon immédiat d'une partie de leurs créances. La solution des prêts additionnels leur paraît donc intéressante.

Les décisions de chaque banque seront vraisemblablement connues à la fin août. Leur adhésion probable à l'accord cadre sur le Mexique se mesure pas leur inquiétude. Le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, qui a formalisé en mars dernier les projets d'allègement de la dette permettant la signature de l'accord mexicain, déclarait lundi 24 juillet que celui-ci était intervenu parce que le ministre des finances, M. Pedro Aspe, avait

été le premier à frapper à la porte des États-Unis, laissant ainsi présager la signature d'accords avec d'autres pays lourdement endettés. De même, le président Mitterrand, l'un des premiers parmi les responsables des pays industrialisés à proposer une réduction de la dette bancaire des pays à revenus intermédiaires, a laissé entendre lundi la signature d'autres accords : « Il ouvrira la voie à d'autres accords de réduction de dette pour d'autres pays intermédiaires », a-t-il écrit au président mexicain.

Les choses n'ont peut-être pas aussi facilement car les négociations en cours — avec le Maroc, les Philippines, le Venezuela — ou à venir avec le Brésil, ne bénéficieront pas d'un soutien aussi actif de l'administration américaine. Le Mexique était bien le « protégé » de son grand voisin. Par ailleurs, le Mexique a

obtenu des conditions financières intéressantes parce que la communauté bancaire estimait qu'il avait effectivement besoin d'argent « frais ». Ce n'est pas forcément le cas d'autres pays à revenus intermédiaires, le Venezuela par exemple. Enfin, le soutien des organismes internationaux, nécessaire au démarrage des négociations de réduction de dette et à l'octroi de la garantie des obligations, ne peut être acquis que par le respect de programmes économiques stricts.

Les négociations entre les banques et le Mexique, qualifiées par tous les observateurs d'extrêmement difficiles, ont marqué les négociations bancaires. Ceux-ci devront faire preuve de la même volonté d'aboutir, dans des conditions vraisemblablement plus difficiles encore, avec les autres pays.

FRANÇOISE LAZARE.

### Les principaux points

Les banques commerciales créancières du Mexique auront le choix entre trois options qui leur permettront de réduire leurs engagements ou, au contraire, d'effectuer des prêts nouveaux.

• La première option consiste à échanger une partie des créances contre des obligations à valeur diminuée de 35 %, celles-ci conservant un taux d'intérêt normal (13/16 de point au-dessus des taux de marché). Cette conversion, qui porte uniquement sur le capital de la dette, équivaut à décaler les créances de 35 %.

• La deuxième option revient à échanger des créances contre des obligations à valeur faciale identique, mais à taux d'intérêt réduit de 40 % environ, et fixé à 6,25 %. Cette option équivaut à une décote portant non sur le capital, mais sur les intérêts, et donc échelonnée dans le temps.

• La troisième option prévoit, pour les banques qui ne souhaitent pas effectuer de conversion, des prêts additionnels (new money). Les banques qui choisiront cette option s'engageront à apporter au Mexique 25 %, en quatre ans, des créances qu'elles obtiennent.

## AFFAIRES

### La CEE conditionne l'abolition de l'accord multibandes à des règles précises au sein du GATT

La Communauté européenne s'est déclarée prête à supprimer l'accord multibandes et à libéraliser le commerce des textiles, à condition d'instaurer une période transitoire. La durée de celle-ci n'est pas précisée et aucun calendrier n'a été proposé. Ce délai devrait permettre une refonte négociée du cadre du GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs) qui autoriserait jusqu'à présent des pratiques commerciales jugées déloyales.

L'accord multibandes (AMF) est en effet un système de protection des marchés occidentaux (principalement européens) contre les importations des pays en développement, notamment ceux du Sud-Est asiatique. Entré en vigueur pour la première fois en janvier 1974, l'AMF a réglé par le jeu d'accords bilatéraux près de la moitié du commerce mondial des textiles.

En se prononçant pour l'élimination de l'AMF, la CEE demande en principe un renforcement des règles du GATT. Ce qui suppose :

— « une ouverture effective et durable des marchés par la contribution de tous les participants à la négociation, notamment en ce qui concerne les tarifs, les mesures non

tarifaires et les dérogations pour difficultés de balance des paiements et des industries naissantes ».

— « la création de conditions équitables de concurrence, notamment en matière de subventions et de dumping, d'accès aux matières premières et de protection de la propriété intellectuelle ». En effet, le piratage des marques et de la mode est l'un des enjeux de la compétition entre firmes et pays.

Comme l'application de ces mesures risque de prendre du temps, la CEE demande qu'un calendrier, dont la durée est à négocier, soit instauré. Traduite en clair, la position de la Commission de Bruxelles revient à dire que tous les pays concernés doivent s'associer autour d'une table et s'engager fermement à observer des principes communs. Cette bonne volonté de la CEE est cependant la prise de conscience du fait que l'AMF a freiné (sans les supprimer) les importations en provenance des pays en développement. Ces importations, qui représentaient 28 % de la consommation des pays industrialisés en 1974, ont atteint le chiffre record de 47 % en 1988. On comprend alors l'importance de l'enjeu.

### Les chemins de fer néerlandais fidèles à Alstom

AMSTERDAM de notre correspondant

« C'est la réponse que nous attendions depuis si longtemps ! » : un porte-parole de la Société des chemins de fer néerlandais, les Nederlandse Spoorwegen (NS), a traduit ainsi sa satisfaction, après l'annonce, lundi 24 juillet, de l'autorisation des pouvoirs publics pour l'achat de matériels roulants neufs (nos dernières éditions du 25 juillet).

D'un montant total de 502 millions de florins (1,5 milliard de francs), cet investissement permettra aux NS de s'équiper de cent seize wagons à double niveau fabriqués en Allemagne par Talbot et de trente-huit locomotives du fabricant français Alstom. Ce dernier recevra 230 millions de florins (environ 690 millions de francs) pour cette commande, qui fera passer le nombre des matériels fournis en service sur le réseau ferré néerlandais de cinquante-huit à quatre-vingt-sept.

« C'est un contrat très important », dit-on au siège de la filiale d'Alstom, à La Haye, où l'on attendait avec confiance la décision du ministre des transports, M<sup>re</sup> Smits Kroes. Ministre de tutelle des NS, elle avait été saisie de donner un décret du mois de février, et l'on prévoyait, compte tenu de sa

volonté de développer les transports en commun, un feu vert rapide. Mais c'était compter sans les péripéties liées à la démission du gouvernement, début mai, ni surtout sans les hésitations qui sont apparues le mois dernier au ministère des finances. M<sup>re</sup> Smits Kroes a finalement eu gain de cause, sans doute aidée par les pressions exercées par la Société des chemins de fer sur les milieux gouvernementaux. Ces derniers, préoccupés par les questions d'environnement, pouvaient difficilement faire la fine bouche devant un investissement profitable à l'expansion d'un moyen de transport « propre », nécessaire pour réduire à terme la pollution d'origine automobile.

« Nous avons un besoin urgent de ces matériels, affirme le porte-parole des NS : le nombre de passagers augmente actuellement de 3 à 5 % par an ». C'est pourquoi les premières locomotives et les premiers wagons commandés doivent être livrés courant 1991 et les derniers en 1993.

CHRISTIAN CHARTIER.

### Les magnétocassettes DAT vont pouvoir être commercialisées

Les partisans du DAT (digital audio tape), magnétocassette capable d'enregistrer et de reproduire des programmes audio d'une qualité comparable à celle offerte par les compact discs, ont gagné. Après trois ans de batailles et de négociations acharnées, les fabricants de matériels électroniques grand public et les industriels de la reproduction phonographique, qui faisaient du boycottage en refusant de produire, notamment, des cassettes préenregistrées, par crainte de perdre leur copyright, sont parvenus à un accord, dont les termes seront très prochainement rendus publics.

Les industriels de la reproduction seraient convenus de laisser mettre sur le marché des DAT comportant les trois fréquences d'échantillonnage (33 kHz, 44,1 kHz et 48 kHz). A l'inverse, les fabricants de matériels électroniques auraient admis d'introduire dans les appareils des systèmes interdisant de faire plus d'une copie d'un enregistrement original.

Cet accord, qui permettra au DAT d'apparaître pour Noël dans les boutiques européennes et d'Amérique du Nord, apparaît toutefois comme une victoire à la Pyrrhus. Avec l'apparition de nouvelles technologies (CD-Vidéo, réception numérique des émissions satellitaires...), le DAT ne trouvera sans doute son véritable développement qu'intégré dans d'autres matériels (magnétoscopes, caméscopes...).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Südzucker AG  
Mannheim/Ochsenfurt  
a acquis par sa filiale

AHG Agrar Holding GmbH

100% de la société

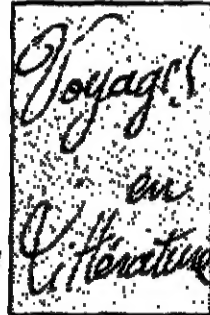
Lady Cake Feine Kuchen GmbH & Co. KG,  
Duingen.

Francfort, juillet 1989

DG BANK, Corporate Finance,  
a initié cette transaction et a conseillé la Südzucker AG.

DG BANK  
Deutsche Genossenschaftsbank

## Concours



### les réponses

Question 23 :

A qui doit-on cette citation lascive ?  
« Quand tu me vois baisser tes bras  
Que tu poses nus sur tes draps... »

→ Théophile De Vian

Question 24 :

Nombres sont les textes dédiés à des voix célèbres. A qui doit-on ces vers ?

« Je célèbre la voix mêlée de couleur grise  
Qui hâte aux lointains du chant qui s'est perdu ».

→ Bonnefoy à la voix de Kathleen Ferrier

Question 25 :

Quel auteur a placé cette épigraphe en tête de l'une de ses œuvres ?  
« Je te loue, O mon Dieu ! de ce que tu m'as fait créature si admirable. »  
Psaume CXXXIX, 14.

→ André Gide

Question 26 :

Mi-provocation, mi-conviction, le blasphème fait un peu partie de la tradition païenne.

A vous d'identifier les coupables !

a — « Le Christ a dit qu'il était venu pour séparer l'époux de la femme, la mère de ses enfants, le frère de la sœur, l'ami de l'ami ; et sa prédication ne s'est que trop fidèlement accomplie. »

→ Diderot

b — « Le saulard ! Il n'existe pas ! »

→ Beckett

Question 27 :

Notre littérature est assez riche en auteurs féminins, parmi lesquels se détachent quelques personnalités exceptionnelles, telles Louise Labé, M<sup>re</sup> de Sévigné, M<sup>re</sup> de La Fayette, M<sup>re</sup> de Staël, ou, plus près de nous, Colette, N. Sarraute, S. de Beauvoir ou les Marguerites (Duras et Yourcenar)...

« La femme, durée infinie,  
Rêveuse d'éternité muette,  
Dans la puissance de l'instinct,  
Veut créer. »

A qui doit-on ces vers ?

→ Anna de Noailles

Question 28 :

Nous vous donnons quelques indications pour vous aider à identifier trois femmes qui ont écrit.

A vous de les trouver.

a — L'évêque de Châlons-sur-Marne chanta ses louanges, mais un autre homme d'Eglise, plus austère, l'insulta.

→ Louise Labé

b — Petite-fille du graveur Callot, elle parlait avec Panpan de Minette.

→ Madame de Graigny

c — Son petit-fils — sans écrire — célébra notamment Hima...

→ Flora Tristan

## REORIENTATION DU PORTEFEUILLE D'EPARCOURT-SICAV

Au cours du dernier exercice, les souscripteurs d'Eparcourt-Sicav, Sicav court terme, ont manifesté leur préférence pour une gestion privilégiant la progression régulière de la valeur de l'action.

Afin de répondre à cette attente, le Conseil d'administration d'Eparcourt-Sicav a décidé en début d'année sa réorientation en :

### SICAV COURT TERME REGULIERE

Cette décision vient de recevoir l'agrément de la Commission des opérations de bourse. Désormais régulière, Eparcourt-Sicav offrira à ses actionnaires une rémunération de leur trésorerie moins sensible aux fluctuations des marchés financiers, sur une période pouvant excéder trois mois.

L'Ami Financier  
Caisse d'Epargne Ecureuil

Sicav gérée par Ecureuil Gestion  
filiale des Caisses d'épargne et de prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.







## Marchés financiers

## BOURSE DU 25 JUILLET

Cours relevé  
à 14 h 51

Règlement mensuel

VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Comptant																								
2208 CALE 2% 3/8	2700	2770	2790	+ 1.11		2209 CALE 2 1/2	2710	2780	2800	+ 1.11		2210 CALE 2 3/4	2720	2790	2810	+ 1.11		2211 CALE 3	2730	2800	2820	+ 1.11		2212 CALE 3 1/4	2740	2810	2830	+ 1.11		2213 CALE 3 1/2	2750	2820	2840	+ 1.11		2214 CALE 3 3/4	2760	2830	2850	+ 1.11																			
1212 CALE 3 1/2	2770	2840	2860	+ 1.11		1213 CALE 3 3/4	2780	2850	2870	+ 1.11		1214 CALE 3 1/2	2790	2860	2880	+ 1.11		1215 CALE 3 1/4	2800	2870	2890	+ 1.11		1216 CALE 3 1/2	2810	2880	2900	+ 1.11		1217 CALE 3 1/4	2820	2890	2910	+ 1.11		1218 CALE 3 1/2	2830	2900	2920	+ 1.11		1219 CALE 3 1/4	2840	2910	2930	+ 1.11													
1220 CALE 3 1/2	2850	2920	2940	+ 1.11		1221 CALE 3 1/4	2860	2930	2950	+ 1.11		1222 CALE 3 1/2	2870	2940	2960	+ 1.11		1223 CALE 3 1/4	2880	2950	2970	+ 1.11		1224 CALE 3 1/2	2890	2960	2980	+ 1.11		1225 CALE 3 1/4	2900	2970	2990	+ 1.11		1226 CALE 3 1/2	2910	2980	3000	+ 1.11		1227 CALE 3 1/4	2920	2990	3010	+ 1.11		1228 CALE 3 1/2	2930	3000	3020	+ 1.11							
1229 CALE 3 1/4	2940	3010	3030	+ 1.11		1230 CALE 3 1/2	2950	3020	3040	+ 1.11		1231 CALE 3 1/4	2960	3030	3050	+ 1.11		1232 CALE 3 1/2	2970	3040	3060	+ 1.11		1233 CALE 3 1/4	2980	3050	3070	+ 1.11		1234 CALE 3 1/2	2990	3060	3080	+ 1.11		1235 CALE 3 1/4	3000	3070	3090	+ 1.11		1236 CALE 3 1/2	3010	3080	3100	+ 1.11		1237 CALE 3 1/4	3020	3090	3110	+ 1.11		1238 CALE 3 1/2	3030	3100	3120	+ 1.11	
1239 CALE 3 1/4	3040	3110	3130	+ 1.11		1240 CALE 3 1/2	3050	3120	3140	+ 1.11		1241 CALE 3 1/4	3060	3130	3150	+ 1.11		1242 CALE 3 1/2	3070	3140	3160	+ 1.11		1243 CALE 3 1/4	3080	3150	3170	+ 1.11		1244 CALE 3 1/2	3090	3160	3180	+ 1.11		1245 CALE 3 1/4	3100	3170	3190	+ 1.11		1246 CALE 3 1/2	3110	3180	3200	+ 1.11		1247 CALE 3 1/4	3120	3190	3210	+ 1.11		1248 CALE 3 1/2	3130	3200	3220	+ 1.11	
1249 CALE 3 1/4	3140	3210	3230	+ 1.11		1250 CALE 3 1/2	3150	3220	3240	+ 1.11		1251 CALE 3 1/4	3160	3230	3250	+ 1.11		1252 CALE 3 1/2	3170	3240	3260	+ 1.11		1253 CALE 3 1/4	3180	3250	3270	+ 1.11		1254 CALE 3 1/2	3190	3260	3280	+ 1.11		1255 CALE 3 1/4	3200	3270	3290	+ 1.11		1256 CALE 3 1/2	3210	3280	3300	+ 1.11		1257 CALE 3 1/4	3220	3290	3310	+ 1.11		1258 CALE 3 1/2	3230	3300	3320	+ 1.11	
1259 CALE 3 1/4	3240	3310	3330	+ 1.11		1260 CALE 3 1/2	3250	3320	3340	+ 1.11		1261 CALE 3 1/4	3260	3330	3350	+ 1.11		1262 CALE 3 1/2	3270	3340	3360	+ 1.11		1263 CALE 3 1/4	3280	3350	3370	+ 1.11		1264 CALE 3 1/2	3290	3360	3380	+ 1.11		1265 CALE 3 1/4	3300	3370	3390	+ 1.11		1266 CALE 3 1/2	3310	3380	3400	+ 1.11		1267 CALE 3 1/4	3320	3390	3410	+ 1.11		1268 CALE 3 1/2	3330	3400	3420	+ 1.11	
1269 CALE 3 1/4	3340	3410	3430	+ 1.11		1270 CALE 3 1/2	3350	3420	3440	+ 1.11		1271 CALE 3 1/4	3360	3430	3450	+ 1.11		1272 CALE 3 1/2	3370	3440	3460	+ 1.11		1273 CALE 3 1/4	3380	3450	3470	+ 1.11		1274 CALE 3 1/2	3390	3460	3480	+ 1.11		1275 CALE 3 1/4	3400	3470	3490	+ 1.11		1276 CALE 3 1/2	3410	3480	3500	+ 1.11		1277 CALE 3 1/4	3420	3490	3510	+ 1.11		1278 CALE 3 1/2	3430	3500	3520	+ 1.11	
1279 CALE 3 1/4	3440	3510	3530	+ 1.11		1280 CALE 3 1/2	3450	3520	3540	+ 1.11		1281 CALE 3 1/4	3460	3530	3550	+ 1.11		1282 CALE 3 1/2	3470	3540	3560	+ 1.11		1283 CALE 3 1/4	3480	3550	3570	+ 1.11		1284 CALE 3 1/2	3490	3560	3580	+ 1.11		1285 CALE 3 1/4	3500	3570	3590	+ 1.11		1286 CALE 3 1/2	3510	3580	3600	+ 1.11		1287 CALE 3 1/4	3520	3590	3610	+ 1.11		1288 CALE 3 1/2	3530	3600	3620	+ 1.11	
1289 CALE 3 1/4	3540	3610	3630	+ 1.11		1290 CALE 3 1/2	3550	3620	3640	+ 1.11		1291 CALE 3 1/4	3560	3630	3650	+ 1.11		1292 CALE 3 1/2	3570	3640	3660	+ 1.11		1293 CALE 3 1/4	3580	3650	3670	+ 1.11		1294 CALE 3 1/2	3590	3660	3680	+ 1.11		1295 CALE 3 1/4	3600	3670	3690	+ 1.11		1296 CALE 3 1/2	3610	3680	3700	+ 1.11		1297 CALE 3 1/4	3620	3690	3710	+ 1.11		1298 CALE 3 1/2	3630	3700	3720	+ 1.11	
1299 CALE 3 1/4	3640	3710	3730	+ 1.11		1300 CALE 3 1/2	3650	3720	3740	+ 1.11		1301 CALE 3 1/4	3660	3730	3750	+ 1.11		1302 CALE 3 1/2	3670	3740	3760	+ 1.11		1303 CALE 3 1/4	3680	3750	3770	+ 1.11		1304 CALE 3 1/2	3690	3760	3780	+ 1.11		1305 CALE 3 1/4	3700	3770	3790	+ 1.11		1306 CALE 3 1/2	3710	3780	3800	+ 1.11		1307 CALE 3 1/4	3720	3790	3810	+ 1.11		1308 CALE 3 1/2	3730	3800	3820	+ 1.11	
1309 CALE 3 1/4	3740	3810	3830	+ 1.11		1310 CALE 3 1/2	3750	3820	3840	+ 1.11		1311 CALE 3 1/4	3760	3830	3850	+ 1.11		1312 CALE 3 1/2	3770	3840	3860	+ 1.11		1313 CALE 3 1/4	3780	3850	3870	+ 1.11		1314 CALE 3 1/2	3790	3860	3880	+ 1.11		1315 CALE 3 1/4	3800	3870	3890	+ 1.11		1316 CALE 3 1/2	3810	3880	3900	+ 1.11		1317 CALE 3 1/4	3820	3890	3910	+ 1.11		1318 CALE 3 1/2	3830	3900	3920	+ 1.11	
1319 CALE 3 1/4	3840	3910	3930	+ 1.11		1320 CALE 3 1/2	3850	3920	3940	+ 1.11		1321 CALE 3 1/4	3860	3930	3950	+ 1.11		1322 CALE 3 1/2	3870	3940	3960	+ 1.11		1323 CALE 3 1/4	3880	3950	3970	+ 1.11		1324 CALE 3 1/2	3890	3960	3980	+ 1.11		1325 CALE 3 1/4	3900	3970	3990	+ 1.11		1326 CALE 3 1/2	3910	3980	4000	+ 1.11		1327 CALE 3 1/4	3920	3990	4010	+ 1.11		1328 CALE 3 1/2	3930	4000	4020	+ 1.11	
1329 CALE 3 1/4	3940	4010	4030	+ 1.11		1330 CALE 3 1/2	3950	4020	4040	+ 1.11		1331 CALE 3 1/4	3960	4030	4050	+ 1.11		1332 CALE 3 1/2	3970	4040	4060	+ 1.11		1333 CALE 3 1/4	3980	4050	4070	+ 1.11		1334 CALE 3 1/2	3990	4060	4080	+ 1.11		1335 CALE 3 1/4	4000	4070	4090	+ 1.11		1336 CALE 3 1/2	4010	4080	4100	+ 1.11		1337 CALE 3 1/4	4020	4090	4110	+ 1.11		1338 CALE 3 1/2	4030	4100	4120	+ 1.11	
1339 CALE 3 1/4	4040	4110	4130	+ 1.11		1340 CALE 3 1/2	4050	4120	4140	+ 1.11		1341 CALE 3 1/4	4060	4130	4150	+ 1.11		1342 CALE 3 1/2	4070	4140	4160	+ 1.11		1343 CALE 3 1/4	4080	4150	4170	+ 1.11		1344 CALE 3 1/2	4090	4160	4180	+ 1.11		1345 CALE 3 1/4	4100	4170	4190	+ 1.11		1346 CALE 3 1/2	4110	4180	4200	+ 1.11		1347 CALE 3 1/4	4120	4190	4210	+ 1.11		1348 CALE 3 1/2	4130	4200	4220	+ 1.11	
1349 CALE 3 1/4	4140	4210	4230	+ 1.11		1350 CALE 3 1/2	4150	4220	4240	+ 1.11		1351 CALE 3 1/4	4160	4230	4250	+ 1.11		1352 CALE 3 1/2	4170	4240	4260	+ 1.11		1353 CALE 3 1/4	4180	4250	4270	+ 1.11		1354 CALE 3 1/2	4190	4260	4280	+ 1.11		1355 CALE 3 1/4	4200	4270	4290	+ 1.11		1356 CALE 3 1/2	4210	4280	4300	+ 1.11		1357 CALE 3 1/4	4220	4290	4310	+ 1.11		1358 CALE 3 1/2	4230	4300	4320	+ 1.11	
1359 CALE 3 1/4	4240	4310	4330	+ 1.11		1360 CALE 3 1/2	4250	4320	4340	+ 1.11		1361 CALE 3 1/4	4260	4330	4350	+ 1.11		1362 CALE 3 1/2	4270	4340	4360	+ 1.11		1363 CALE 3 1/4	4280	4350	4370	+ 1.11		1364 CALE 3 1/2	4290	4360	4380	+ 1.11		1365 CALE 3 1/4	4300	4370	4390	+ 1.11		1366 CALE 3 1/2	4310	4380	4400	+ 1.11		1367 CALE 3 1/4	4320	4390	4410	+ 1.11		1368 CALE 3 1/2	4330	4400	4420	+ 1.11	
1369 CALE 3 1/4	4340	4410	4430	+ 1.11		1370 CALE 3 1/2	4350	4420	4440	+ 1.11		1371 CALE 3 1/4	4360	4430	4450	+ 1.11		1372 CALE 3 1/2	4370	4440	4460	+ 1.11		1373 CALE 3 1/4	4380	4450	4470	+ 1.11		1374 CALE 3 1/2	4390	4460	4480	+ 1.11		1375 CALE 3 1/4	4400	4470	4490	+ 1.11		1376 CALE 3 1/2	4410	4480	4500	+ 1.11		1377 CALE 3 1/4	4420	4490	4510	+ 1.11		1378 CALE 3 1/2	4430	4500	4520	+ 1.11	
1379 CALE 3 1/4	4440	4510	4530	+ 1.11		1380 CALE 3 1/2	4450	4520	4540	+ 1.11		1381 CALE 3 1/4	4460	4530	4550	+ 1.11		1382 CALE 3 1/2	4470	4540	4560	+ 1.11		1383 CALE 3 1/4	4480	4550	4570	+ 1.11		1384 CALE 3 1/2	4490	4560	4580	+ 1.11		1385 CALE 3 1/4	4500	4570	4590	+ 1.11		1386 CALE 3 1/2	4510	4580	4600	+ 1.11		1387 CALE 3 1/4	4520	4590	4610	+ 1.11		1388 CALE 3 1/2	4530	4600	4620	+ 1.11	
1389 CALE 3 1/4	4540	4610	4630	+ 1.11		1390 CALE 3 1/2	4550	4620	4640	+ 1.11		1391 CALE 3 1/4	4560	4630	4650	+ 1.11		1392 CALE 3 1/2	4570	4640	4660	+ 1.11		1393 CALE 3 1/4	4580	4650	4670	+ 1.11		1394 CALE 3 1/2	4590	4660	4680	+ 1.11		1395 CALE 3 1/4	4600	4670	4690	+ 1.11		1396 CALE 3 1/2	4610	4680	4700	+ 1.11		1397 CALE 3 1/4	4620	4690	4710	+ 1.11		1398 CALE 3 1/2	4630	4700	4720	+ 1.11	
1399 CALE 3 1/4	4640	4710	4730	+ 1.11		1400 CALE 3 1/2	4650	4720	4740	+ 1.11		1401 CALE 3 1/4	4660	4730	4750	+ 1.11		1402 CALE 3 1/2	4670	4740	4760	+ 1.11		1403 CALE 3 1/4	4680	4750	4770	+ 1.11		1404 CALE 3 1/2	4690	4760	4780	+ 1.11		1405 CALE 3 1/4	4700	4770	4790	+ 1.11		1406 CALE 3 1/2	4710	4780	4800	+ 1.11		1407 CALE 3 1/4	4720	4790	4810	+ 1.11		1408 CALE 3 1/2	4730	4800	4820	+ 1.11	
1409 CALE 3 1/4	4740	4810	4830	+ 1.11		1410 CALE 3 1/2	4750	4820	4840	+ 1.11		1411 CALE 3 1/4	4760	4830	485																																												



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Le remaniement ministériel en Grande-Bretagne. 4 URSS : la grève des mineurs s'achève en Ukraine. 5 L'élection du président du Parlement européen. 6 La 25 <sup>e</sup> session de l'OUA. 7 Japon : après les élections électorales.	7 La réorganisation de l'île de France. 8 Radioscopie de l'Assemblée nationale et du Sénat : plaidoyers pour le Parlement.	9 La sécurité dans les trains de la banlieue parisienne. 10 L'ivoire au magasin des souvenirs. 10 Faits divers.	11 Festival d'Avignon : La Terre est une pizza de Gilles Carle ; Montaigne, cavalier ; Bernard Favre d'Arcier, souvenirs sans regrets ; Dans la foire du « Off ». 12 Rétrospective Margaret Bourke White. 13 Communication.	19 Les comptes de la Sécurité sociale. 20 La reprise de l'emploi ne profite pas aux chômeurs. 21 La réduction de la dette des pays en voie de développement. 22-23 Marchés financiers.	Abonnements ..... 16 Annonces classées ..... 17 et 18 Carnet ..... 10 Météorologie ..... 14 Mots croisés ..... 14 Radio-Télévision ..... 14 Spectacles ..... 13	Les résultats des grandes écoles : 3615 tapez LEMONDE Les offres d'emploi du Monde : 3615 tapez LM

## Les « dix » de Billancourt

## La CGT rejette une « proposition de règlement » du médiateur

La mission de conciliation confiée à M. Jean Lavergne dans l'affaire des dix militants CGT de Renault-Billancourt va-t-elle aboutir à une impasse ? Selon l'« Humanité » du 25 juillet, M. Lavergne a communiqué le 24 juillet au syndicat CGT de Renault une « proposition de règlement ». Ce texte, selon le quotidien communiste qui le qualifie de « lettre de rupture », précise dans un premier article que « la régie Renault et la délégation CGT conviennent de respecter les jugements rendus et de s'en remettre aux décisions des tribunaux saisis du licenciement des dix salariés ».

« L'article 2, indique l'« Humanité », stipule que la Régie Renault admettra au reclassement des intéressés dans des entreprises extérieures au groupe. » Or, la CGT demande toujours la réintégration des « dix » chez Renault et à Billancourt. La centrale, qui organise une nouvelle manifestation le 27 juillet place du Palais-Royal à Paris, a immédiatement réagi par un communiqué dans lequel elle estime que « dans les conclusions du médiateur, seules les positions de la direction de la Régie ont été retenues. Aucune conciliation, aucune médiation, aucune solution négociée ne sont présentées ». La CGT reproche à M. Lavergne d'avoir refusé une visite de l'entreprise « pour étudier la possibilité d'une réintégration sur le site ». Parlant de « mépris pour les libertés », elle appelle à des manifestations massives le 27 juillet où une journée nationale d'action est organisée sur les « libertés ».

## MOZAMBIQUE : le cinquième congrès du parti unique au pouvoir

## Le gouvernement veut faire la paix avec les « bandits » de la RENAMO

Le Front de libération du Mozambique (FRELIMO), le parti unique au pouvoir, a ouvert, lundi 24 juillet à Maputo, son cinquième congrès en s'engageant notamment à mettre fin à la guerre civile. Présentant le rapport du comité central, M. Joaquim Chissano, le chef de l'Etat, a reproché à la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO) de vouloir rendre le pays ingouvernable.

Comment faire la paix ? Hier, les dirigeants de Maputo répétaient à l'envi qu'ils ne se prêteraient à aucune négociation avec les « bandits armés » de la RENAMO, sauf à leur offrir une reddition dans l'honneur sous couvert d'amnistie. Aujourd'hui, ces mêmes dirigeants ne savent plus à quel médiateur se vouer pour tenter de prendre langue avec ces mêmes « bandits » (le Monde du 13 juillet).

Le maréchal Mobutu, le chef de l'Etat zairois, qui semblait avoir en la main heureuse en Angola, a été instantanément prié par M. Chissano de venir exercer ses talents de médiateur du côté de Maputo. Puis, tout récemment, ce fut au tour de M. Daniel Arap Moi, le président kenyan, d'être sollicité. Même les dignitaires religieux mozambicains, catholiques et protestants confondus, dont les appels au dialogue restaient sans réponse, ont été invités à sonder les rebelles de la RENAMO pour savoir « qui ils sont et ce qu'ils veulent ».

Les espoirs de paix qui, ces derniers temps, sont nés aux quatre coins de l'Afrique, de l'Angola à

l'Erythrée, du Tchad au Sahara occidental, ont incité les dirigeants de Maputo, sous la pression des grandes puissances à chercher une issue à une guerre fratricide qui depuis quatorze ans a mis le pays à feu et à sang.

M. Chissano pose tout de même des « principes » à l'ouverture d'un dialogue avec la RENAMO, à savoir la reconnaissance que ce conflit est « une opération de déstabilisation et non un combat entre deux camps politiques » et l'engagement que cesseront « tous les actes de terrorisme et de banditisme ».

Commentant que les dirigeants de Maputo ont un peu accablé la paix et se trouvent dans la position inconfortable de demandeurs, les maquisards mozambicains sont enclins à faire monter les enchères.

## Vacance du pouvoir

Le gouvernement est en position délicate pour négocier une paix honorable. Il n'exerce aucune autorité que sur Maputo et les chefs-lieux de province : il n'est plus une seule région du pays qui échappe aux exactions de la RENAMO, toujours ravitaillée en armes par un réseau de sympathisants sud-africains sur lequel le gouvernement de Pretoria ne semble pas avoir barre. Malgré tout, le FRELIMO n'est pas unanime à réclamer la paix et M. Chissano doit encore convaincre certains de ses compagnons de route marxistes, attachés à défendre pied à pied les idéaux de la révolution, qu'il faut en passer par le dialogue avec des « gens sans foi ni loi ».

A la différence de l'UNITA en Angola, la RENAMO n'est pas un

mouvement cohérent et structuré. Toutes sortes de querelles intestines l'agitent. L'autorité d'Alfonso Dhlakama, son commandant en chef, laisse à désirer. L'organisation rebelle n'a, en outre, aucune assise historique pour justifier une part de pouvoir puisque, créée à l'origine par des Rhodésiens blancs pour les besoins de leur cause, elle n'a jamais été mêlée aux luttes pour l'indépendance du Mozambique. Une opposition irrédoublable au marxisme lui tient lieu de programme.

Comment, dans ces conditions, peut s'engager une négociation sérieuse avec des interlocuteurs aussi peu fiables ? Cette crainte de voir ces discussions déboucher sur une fausse paix est d'autant plus vive que, la guerre s'étirant, la RENAMO n'a plus autorisé sur tous les bandits de grand chemin qui, pour leur compte, sacagèrent le pays et maltraitaient ses habitants. Mal payée, mal équipée et démoralisée, l'armée gouvernementale, elle aussi, ses soldats perdus qui agissent en leur nom propre. Qui saura faire entendre raison à toutes ces hordes de marginaux qui profitent de la vacance du pouvoir ?

Pour l'heure, le Mozambique, au bord de l'effondrement économique, ne vit que de charité internationale. Dans un pays miné par la guerre, maintenant en survie grâce à la générosité des bailleurs de fonds, il n'est évidemment pas question de développement. L'Union soviétique retire ses experts de cet « Etat ami » tandis que les dirigeants de Maputo, moins idéologues que jamais, tentent de franchir la porte étroite qui ouvre sur une paix incertaine et fragile.

JACQUES DE BARRIN.

## Les lendemains du Tour de France

## LeMond dans une drôle d'équipe

L'Américain Greg LeMond, vainqueur du Tour de France, a été fêté, lundi 24 juillet, pour sa première apparition dans un critérium d'après course à Lissieux (Calvados). Le porteur du maillot jaune profite des retombées financières de son exploit des Champs-Élysées. Si la formation belge à laquelle il appartient, ADR, se classe en tête des équipes pour les gains obtenus (avec 1 857 350 F), le coureur d'outre-Atlantique semble avoir quelques difficultés à se faire payer par son commanditaire, M. François Lambert, un homme d'affaires aux projets grandioses.

En deux ans, François Lambert a vu ses couleurs s'imposer dans trois des plus grandes épreuves cyclistes du monde : le Tour de France, Paris-Roubaix et le Tour de Flandre. Incroyable réussite que celle de ce petit homme rond, fondateur et président-directeur général d'ADR (ADR Drive Revolving), une modeste entreprise de location de voitures basée à Bruges, en Belgique.

Par l'intermédiaire de Greg LeMond, François Lambert vient de remporter le Tour de France. Des dizaines de commanditaires courent après ce rêve sans succès et sans illusions depuis des années. Mais déjà la réputation de l'homme d'affaires belge en a pris un coup. « Un type très gentil, mais pas un bon businessman », résume le Néerlandais Johan Lamberts, un équipier de Greg LeMond. En fait, les coureurs de l'équipe ADR, y compris le champion américain, sont payés avec retard depuis le début de l'année. Et, en Belgique, les bruits les plus alarmistes courent sur la clarté des comptes, l'état de santé et l'avenir de la société de François Lambert.

Proche de la cinquantaine, trébuchant et volontiers chameau, François Lambert, qui se dit admirateur de Jean-Marie La Pen, l'un des grands idées sans trop de scrupules de la construction, il fit partie, pendant quelques années, de l'équipe dirigeante du Football-Club de Bruges, et l'artisan de la venue de l'international français Didier Six.

Mais c'est dans le cyclisme que François Lambert devait rencontrer le succès médiatique.

## Double surprise !

L'échec fut total. En 1988, l'effectif fut réduit et un miracle se produisit : Eddy Planckaert remporta le Tour de Flandre, initié, une semaine plus tard par un autre coureur belge, Dirk de Mol, un parisien inconnu, dans Paris-Roubaix.

Double surprise ! Mais l'équipe ne semblait pas armée pour aller plus loin, quand Greg LeMond fit savoir qu'il désirait quitter l'équipe PDM et était à la recherche d'une formation susceptible de le laisser totalement libre de ses actes. A force de persuasion, François Lambert put enlever l'affaire.

Ce dernier pourra se vanter qu'il a obtenu LeMond en négociant avec les formations Panasonic et Fegat) d'avoir accompagné l'Américain vers une victoire dans le Tour de France. Même si l'organisation de l'équipe semble toujours aussi hasardeuse, si le vainqueur a quasiment couru en solitaire et si trois équipiers seulement de l'Américain sont parvenus jusqu'aux Champs-Élysées.

GILLES VAN KOTE.

## Echecs

## Une deuxième norme de grand maître pour Olivier Renet

Le jeune maître international français Olivier Renet, vingt-quatre ans, a réalisé un remarquable exploit en terminant premier ex aequo du tournoi principal au Festival mondial d'échecs de Clermont-Ferrand, qui s'est achevé dimanche 23 juillet.

Dans ce tournoi très difficile (dix grands maîtres sur douze participants, dont neuf jouent la Coupe du monde d'échecs), Renet a battu son compatriote Joël Lautier, seize ans, champion du monde junior, le Canadien Spraggett et le Soviétique Sokolov, fait sept nuls et perdu une seule partie, contre Kortchnoi. Cela lui a donné un total de six points et demi sur onze possibles, soit un demi-point de plus que les six exigés pour obtenir une norme de grand maître. Olivier Renet n'a plus qu'une norme à réaliser (il en faut trois) pour rejoindre « officiellement » l'élite internationale.

CLASSEMENT FINAL. 1. Sax, Kortchnoi, Eliev, Renet et Dolmatov : 6,5 ; 2. Andriessen et Ribil : 6 ; 3. Sokolov : 5,5 ; 4. Spraggett : 5 ; 5. Nogueiras et Spassky : 4 ; 6. Lautier : 3.

Le numéro du « Monde » daté 25 juillet 1989 a été tiré à 507 667 exemplaires

## EXPLOITEZ

les pouvoirs de vos RÈVES pour AMÉLIORER VOTRE VIE

S'adresser, sans aucun engagement, aux Editions Martial Smolinski, 5<sup>e</sup> Avenue, n° 4, 54680 Crusnes-Cités.

## EN BREF

● Le CSA traduit Radio-Solidarité devant le Conseil d'Etat. — Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a, lundi 24 juillet, saisi le Conseil d'Etat dans le cadre d'une « procédure de sanction » concernant la radio privée parisienne Radio-Solidarité. Cette décision fait suite à la « mise en demeure » qui lui avait été notifiée le 7 juillet par le CSA afin qu'elle respecte « sa puissance autorisée d'émission ».

C'est la quatrième fois que cette radio, porte-parole d'une opposition de droite très virulente, et dirigée par Bernadette d'Angelvilliers, refuse de se soumettre aux injonctions de la CNCL, puis du CSA. Devenu son refus répété d'émettre selon « les conditions de son autorisation », le CSA a décidé de porter le litige devant le Conseil d'Etat et a demandé à son vice-président de « désigner un membre de la juridiction administrative pour instruire le dossier ».

● La Cinq et M 6 autorisées à diffuser douze minutes de publicité pour une heure donnée. — Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a autorisé le 25 juillet la Cinq et M 6 à augmenter leur temps maximum de publicité de dix minutes quarante-huit secondes à douze minutes, pour une heure donnée. Cette mesure prend effet du 1<sup>er</sup> août 1989 au 31 juillet 1990. M<sup>me</sup> Catherine Teaca, ministre déléguée à la communication, avait soulevé que le CSA prenne cette décision (le Monde du 14 juillet). En revanche, le CSA a rejeté une demande émanant de la Cinq consistant à porter de quatre minutes trente secondes à six minutes la durée de la coupure publicitaire unique dans les films qu'elle diffuse.

● Alcoolisme dans les discothèques de la Sarthe. — La préfecture de la Sarthe a distribué, lundi 24 juillet, quelque 39 000 alcootests à 18 discothèques du département pour lutter contre l'alcoolisme chez les jeunes conducteurs de dix-huit à vingt-cinq ans. Cette décision a été prise au cours d'une réunion entre les pouvoirs publics et les fédérations d'exploitants de discothèques. Les patrons de 18 d'entre elles (sur les 37 que compte la Sarthe) ont décidé de « refuser de servir tout client ivre ». Du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin, 9 jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans sont morts sur les routes de la Sarthe, 7 d'entre eux conduisaient en état d'ivresse.

● Des renforts pour la forêt landaise. — Deux Canadair et une centaine d'hommes de la sécurité civile en provenance du Sud-Est et de Tarn-et-Garonne seront désormais installés sur la base aérienne de Cazaux, dans le Gironde. Ils viendront en renfort des pompiers forestiers locaux. Cette décision a été prise par le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe.

● CANADA : des milliers de personnes chassées par un gigantesque incendie. — Alors que les incendies ont déjà touché 800 000 hectares de forêts dans les provinces du Manitoba, de l'Ontario et du Saskatchewan, le gouvernement canadien a décrété, dimanche soir 23 juillet, l'état d'urgence. Ce dernier prend en effet des proportions gigantesques malgré les milliers d'hommes, les 45 hélicoptères et les 9 bombardiers d'eau qui sont en

ligne. Faute de pouvoir stopper les flammes, il a fallu évacuer plusieurs centaines d'habitants, soit au total, 19 000 personnes.

● MADAGASCAR : simulacre de coup d'Etat. — Un commando armé, composé de sept personnes, est parvenu dans la matinée du lundi 24 juillet à faire lire un communiqué à la radio nationale annonçant la chute du régime et affirmant que « le pouvoir est assuré par un conseil de la République ». Le communiqué a été lu au journal de 6 heures, heure locale. Son contenu a été démenti deux heures plus tard.

● VOILE : course de l'Europe. — Le catamaran de Serge Madec, Jet-Service, a remporté, lundi 24 juillet, la première étape de la Course de l'Europe à la voile, en devançant dans le port de La Haye (Pays-Bas), le trimaran de Jean Maurin, Elf-Aquitaine, de 3 min 38 s.

## 3 JOURS

mardi 25, mercredi 26, jeudi 27

## SOLDES

Costumes, vestes, pantalons  
chemises, chemisettes,  
les meilleures griffes parisiennes

LA VOGUE

38, bd des Italiens (Près Opéra)

et centre commercial Vélizy 2 - Détaxe à l'exportation

Avec Le Monde sur Minitel

ENSAE SEA - UTC

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

A C D E F G H

OUVERT EN AOUT  
DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur

COUTURES MESURE  
à partir de 2 150 F  
3 000 F  
Luxeuses draperies  
anglaises  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, VESTES  
COUTURES LÈGÈRES  
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES  
LEGRAND Tailleur  
27, rue de la République, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-41  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

ISTH Institut Privé  
de Préparation  
à l'Épreuve de  
MATHÉMATIQUES  
DEPUIS 1955

HEC - ESCP 2<sup>e</sup> ANNÉE  
• ENTRETIENS INDIVIDUELS D'ADMISSION  
• ENSEIGNEMENTS COMPLEXES  
• PRÉPARATION INTENSIVE EN AOUT

Toutes options  
SUCCÈS IMPORTANTS CONFIRMÉS  
MAJORS DE PROMOTION  
Tél. 45.85.50.31 et 24.10.72

En France quatre livres de Donald Barthelme ont été publiés : deux recueils de nouvelles, *Pratiques incommensurables* et *La ville est triste* (Gallimard, 1972 et 1978) ; deux romans, *Blanche-Neige* (Gallimard, 1969) et *Le Père mort* (Seuil, 1980).

Donald Barthelme, qui vivait à New-York depuis 1963 — il était né à Philadelphie le 7 avril 1931 et avait été élevé à Houston — venait de terminer un roman, *The King*, qui sera publié aux États-Unis dans quelques mois, aux éditions Harper and Row.

La mort de l'écrivain américain Donald Barthelme

La mort de l'écrivain américain Donald Barthelme

La mort de l'écrivain américain Donald Barthelme

La mort de l'écrivain américain Donald Barthelme

La mort de l'écrivain américain Donald Barthelme

La mort de l'écrivain américain Donald Barthelme

La mort de l'écrivain américain Donald Barthelme

La mort de l'écrivain américain Donald Barthelme